Rd 20534

Digitized by Google

Rd 20534

70661

Slovanská knihovna

SLOVANSKÁ KNIHOVNA
3186186302

175213

Digitized by Google

Digitized by Google

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE.

Digitized by Google

LAGNY. — Imprimerie d'A. Laurent.

Digitized by Google

DE LA

RUSSIE

ET

DE LA FRANCE,

ENTRETIENS POLITIQUES,

PAR UN INCONNU.

PARIS,
DUMONT, ÉDITEUR,
PALAIS-ROYAL, 88, AU SALON LITTÉRAIRE.

1842.

Digitized by Google

Rd 20534.

Digitized by Google

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Ces entretiens écrits en Suisse, sont supposés avoir lieu entre deux personnes. Dans la première partie, un étranger, l'un des interlocuteurs, dans des vues générales, expose ses idées sur la Russie, et s'attache à la présenter dans la rationalité de son principe, et dans la vérité de ses mouvements et de ses conséquences. Dans la seconde, un Français s'occupe particulièrement de la France, et la met en regard de l'Europe, pour se rendre compte de ses nécessités politiques.

Digitized by Google

Digitized by Google

PREMIER ENTRETIEN.

AVANT-PROPOS.

La vérité est trop souvent un coin qu'il faut faire entrer par le gros bout, a dit un de vos écrivains; et si je cède à vos instances, et fais de la Russie le sujet de notre entretien, c'est, persuadé, qu'à l'égard de ce pays, vous ne partagez pas l'opinion qui court les rues, et que vous ne sauriez en entendre parler, comme on parlerait des hautes montagnes qui nous entourent, et qui étonnent sans effrayer. Dans ces hautes régions, au sein de cette nature forte et tranchée, la passion s'éteint dans le recueillement de la pensée. On se sent libre de toute préoccupation intéressée; l'écho du monde vient mourir à nos

Digitized by Google

pieds; on voit les choses et non plus les hommes; on cherche à se rendre compte, à éclairer sa raison, et non pas à armer son esprit.

La Russie est un pays si vaste, si divers, qu'on peut en dire des choses opposées et non contradictoires; la manière de voir dépend du point de vue où l'on se place. Celui qui la juge par comparaison avec des pays qui ont atteint et payé leur civilisation actuelle, y verra du mal, beaucoup de mal; celui au contraire, qui voit la Russie en elle-même, la compare à ce qu'elle était il y a peu, et la juge dans ce qu'elle peut devenir, y verra du bien, beaucoup de bien, et tous les éléments d'un rapide et véritable progrès. C'est sous ce point de vue que je me suis placé.

Ainsi, je vois dans la Russie un phénomène et non pas une perturbation; un monde nouveau qui surgit, et non pas l'ancien monde qui s'écroule. Selon moi, l'Europe ne sera pas cosaque un jour, mais le pays des cosaques sera bientôt l'Europe. La Russie est un fait

Digitized by Google

à part; il faut la juger avec des idées russes, et non avec des opinions étrangères; il faut se dire : que serait la vérité si j'étais né au 60e degré de latitude? Tant qu'on raisonne sous l'influence de ce qui se fait ailleurs, et qu'on procède par assimilation, on n'est pas dans le vrai. Ce pays dans des circonstances autres, a des conditions d'existence différente. Ceux-ci parlent avec exagération de sa barbarie, ceux-là avec exaspération de sa puissance, parce que tous cèdent à son égard, à la haine ou à la crainte; parce que tous partent de cette idée fixe qu'elle est, ou forcément ou de son choix, l'ennemie de ce qui existe ailleurs. Il se peut qu'il y ait confusion, erreur, peut-être volontaire chez les plus clairvoyants. La Russie n'est pas l'ennemie nécessaire, mais la rivale heureuse, la concurrente favorisée de ce qui existe. Elle veut être par elle-même tout ce qu'elle peut naturellement devenir; elle n'a pas la gueule ouverte pour dévorer les autres, elle a seulement les bras tendus pour faire comme eux.

Digitized by Google

Depuis 1812, ce pays a puissamment réagi sur lui-même : l'élan donné par la guerre s'est retourné sur l'industrie, sur l'instruction publique, sur toutes les parties de la civilisation ; le progrès en toutes choses a été immense. L'incendie de Moscou a été la flamme de Prométhée pour la Russie. Le règne actuel avec son énergie incessante, sa sève de nationalité, et sa volonté d'arriver, est venu régulariser et compléter le mouvement. Cet empire, dans ces derniers temps, a eu aussi le bonheur de rencontrer un ministre, tel que sa fortune en demandait un. Le comte Cancrin a été l'homme de l'époque, il a su mettre en circulation les ressources du pays, il a donné au crédit sa nationalité, et à l'industrie, l'indigénat. Quand il ne sera plus, il aura été un grand ministre. De petits intérêts froissés meurent ; le bien public ne meurt pas.

Reste que, par son mouvement intellectuel, commercial, industriel, par son progrès non plus d'importation, mais d'action pro-

Digitized by Google

pre, d'impulsion nationale, la Russie se dessine aujourd'hui comme une création distincte, une chose à part, pouvant se suffire à elle-même, et en état de rendre à son tour la civilisation au monde s'il l'avait perdue.

Dans le peu que j'aurai à dire, je considérerai la Russie en masse, dans sa marche de front vers des résultats généraux. Je ne me demanderai point si dans la pratique, dans la vie journalière, il n'y a pas là du froissement et des moyens d'action qui ne sont plus dans l'harmonie du reste de l'Europe. Je me dirai que lorsqu'on prend l'avènement de tous pour point de mire, les satisfactions de l'homme isolé, restent nécessairement secondaires. Je m'arrêterai plus à l'être collectif nation qui s'élève, qu'à l'individu qui se perfectionne; plus aux grands caractères de la civilisation, qu'aux traits achevés de l'état social. Je verrai les détails dans l'ensemble, les moyens dans les résultats. Mettant de côté toute discussion partielle, toute argu-

Digitized by Google

mentation spéciale, procédant par généralités, je m'attacherai uniquement à saisir dans leur sommité, les traits saillants de la société russe, disant ce qu'elle est à mes yeux, et croyant qu'elle ne peut vouloir être, je le répète, que ce qu'elle peut justement devenir.

Digitized by Google

I.

DU GOUVERNEMENT.

L'état d'un peuple détermine la nature et le caractère de son gouvernement ; l'un est cause, l'autre effet. Ce rapport peut varier, doit varier même, mais il est sage de n'user à cet égard ni d'excitation, ni de répulsion. La société est douée comme l'homme d'une force occulte de croissance, et tout ce qu'on peut demander au gouvernement, c'est de

Digitized by Google

suivre une ligne parallèle, et de rester en harmonie. Or la Russie est bien positivement dans cette ère politique, où le gouvernement d'un seul est la condition nécessaire et *sine quâ non*, du seul bon gouvernement possible ; l'ordre et la civilisation par un pouvoir seul fort, ou la confusion et la barbarie par toute autre combinaison. Dans un pays d'une immense étendue et formé de peuples divers, c'est déjà une nécessité que la loi soit personnifiée pour être sensible à tous, et que son action soit la plus prompte possible pour atteindre à tout. La Russie présente le spectacle encore non vu de vastes populations, cédant à la même impulsion, et s'avançant de front dans la vie sociale. Sans un chef unique qui les dirige, sans un régulateur suprême qui les modère, sans une force incontestable qui les contienne, et les protège, elles tomberaient inévitablement dans le trouble et l'anarchie.

Cette omnipotence inspire de la répugnance, parce qu'on la considère dans son

Digitized by Google

principe. Elle rencontre les sympathies du russe, parce qu'il la juge dans son action ; on l'anathématise dans le droit, et il la bénit dans le fait ; sa force est votre grief contre elle ; sa force est son mérite aux yeux de ceux sur qui elle agit. Gardons-nous d'être systématiques en fait de gouvernement. Il ne faut pas toujours et partout ne voir le pouvoir absolu que dans les inconvénients qu'il entraîne ; car quelle chose est sans inconvénient? Il est plus vrai de juger une institution par les avantages qu'elle amène, qu'elle seule peut amener. La vérité politique est une vérité de temps. D'une façon absolue, il n'y a pas de meilleur gouvernement. Le meilleur gouvernement est le gouvernement nécessaire.

On peut ne pas craindre de dire, qu'ici particulièrement, la plupart des griefs élevés contre la nature du pouvoir, même dans le calme de la pensée, portent généralement à faux. Sans doute, ce gouvernement se ressent plus qu'un autre des accidents de son

Digitized by Google

personnel ; il est plus prochainement, dans un ordre de choses secondaires, ou meilleur ou pire. Sans doute, il n'est pas parfait, mais toujours dans son ensemble, dans l'action générale, il reste la combinaison préférable, celle qui directement peut faire le plus de bien, peut seule faire un certain bien. On rejette sur le pouvoir absolu, la responsabilité de tout ce que l'on blâme ; on veut voir en lui la source obligée d'abus, de désordres et de mauvais penchants, qui, en Russie particulièrement, ne naissent pas nécessairement de lui, auxquels toute autre forme politique ne remédierait pas mieux que lui, et dont la véritable cause est dans la nature des choses, dans l'action trop vive de la civilisation, dans un déplacement intellectuel trop prompt, qui aiguise l'esprit et excite les appétits avant d'asseoir la moralité. Si par exemple, le Russe est vénal, est-ce parce que le souverain peut punir plus immédiatement, plus irrésistiblement la vénalité que la loi ? Si le fonctionnaire est in-

Digitized by Google

fidèle, est-ce parce qu'aux yeux du maître le seul soupçon de son infidélité peut lui attirer le même châtiment que la loi eût infligé à la preuve? Si le juge prévarique, si le magistrat abuse pour lui du pouvoir qui lui est confié; si la cupidité de l'homme l'emporte sur la conscience du délégué, est-ce parce que le souverain est trop fort, et qu'il peut frapper; alors que la loi ne fait que menacer? Il est juste d'en convenir, en Russie, les vices des hommes ne sont pas le tort du gouvernement. Il est plus jeune qu'eux; il lutte contre eux; tout autre gouvernement lutterait de même, et moins efficacement sans doute. Ce pays improvisé à la vie sociale, hâté dans son développement, manque encore de conscience politique, de morale publique, de respect pour soi-même, de principe de point d'honneur. La fermentation des esprits n'a pas jusqu'ici assez déposé dans les mœurs; c'est le tort d'une civilisation en travail, plus pressée de faire les choses que d'achever les hommes. La cause du mal en sera

Digitized by Google

aussi le remède ; si pas assez de civilisation altère, plus de civilisation régénère.

On dira peut-être que les bonnes lois forment les hommes, et qu'il faudrait en essayer; sans doute, les bonnes lois rendent les hommes meilleurs; mais les bonnes lois sont aussi celles que les hommes comprennent, qui sont exécutables; et à cet égard, les bonnes lois malheureusement doivent souvent attendre les hommes. Le pouvoir sans bornes, là où il est un besoin, ne doit mourir que d'inutilité; tant qu'il est nécessaire, il est préférable; seul alors, il peut faire ce qu'il fait. Si en Russie, il est une nécessité des temps, il faut dire encore qu'il est déterminé dans son action par des motifs rationnels, et ne peut guère s'absorber au profit étroit des individualités. Là, en effet, il n'y a pas deux intérêts; l'intérêt des uns est l'intérêt de tous; gouvernants et gouvernés veulent la même chose, tendent au même but; et cet intérêt, cette chose, ce but, c'est la civilisation avec toutes ses con-

Digitized by Google

séquences sur le bonheur privé et la fortune publique. Voilà ce qui fait de l'omnipotence russe un fait essentiellement national. Le gouvernement est le grand levier du mouvement ; il excite, il dirige, il protège, il pousse dans tous les sens au développement, au bien-être, à la prospérité ; il éclaire dans les universités, il donne l'exemple dans ses manufactures. Son droit de tout pouvoir, lui sert à vouloir tout pour tous ; il tient école, il prend l'initiative, il active, il nationalise le progrès, il se fait enfin agent direct, conducteur intelligent, et régulateur suprême de civilisation. C'est ici surtout que le pouvoir absolu a porté ses fruits: Quel autre système gouvernemental eût mieux sollicité les instincts des populations, eût réalisé des résultats aussi prodigieux ? Voyez la Russie d'avant Pierre-le-Grand et la Russie d'aujourd'hui ! Est-il à aucune époque un gouvernement qui ait plus efficacement réagi sur un peuple ? Dans cent ans, il lui a fait digérer dix siècles. Certes ce ne sont pas là les effets

d'un despotisme rétrograde et corrupteur. Le gouvernement a toujours tenu la même route; il a toujours fait avec succès la même chose, parce que toujours il a été l'expression vivante de besoins réels, et que d'immenses populations, dans leur désir de bien-être, se sont trouvées personnifiées en lui. En voyant ce peuple industrieux, avide de progrès, dans la plénitude des forces primitives, asseoir sur de vastes fondements l'édifice social avec toutes ses richesses et toutes ses espérances, suppléer par un redoublement d'activité au retard de son entrée dans la carrière, ne vivre que de son avenir, n'éprouver de besoin que celui de grandir, et ne voir dans son gouvernement que l'impulsion qui le dirige, et la force qui le protège, on est forcé de se dépouiller de toute prévention hostile, de céder à une juste sympathie d'homme pour cette grande création morale, et d'avouer que le gouvernement qui préside avec bonheur à cette régénération, représente bien véritablement

Digitized by Google

l'esprit et le caractère d'une époque, et qu'il n'y a pas à s'étonner qu'il apparaisse au Russe comme une seconde Providence.

Ses idées religieuses d'ailleurs viennent ici parfaitement à l'appui de ses sentiments et de ses intérêts comme homme. Un peuple esclave doit voir instinctivement un sauveur dans le maître de ses maîtres; ce n'est que dans lui qu'il espère, que par lui qu'il renaît à des notions confuses d'égalité. La force de celui qui est également fort contre tous, se montre à lui comme un lieu d'asile, comme un refuge de rédemption. De là le culte de popularité dont son pouvoir est l'objet; non pas seulement par la crainte qu'il inspire, mais aussi parce qu'en nourrissant l'espérance pour tous, son caractère prend quelque chose de sacré aux yeux des populations. Le gouvernement a su constamment et avec mesure tirer parti de ces instincts. Il a, autant qu'il était en lui, tendu à relever l'humanité de la fausse position où les circonstances l'avaient pliée, et amené l'affaiblissement graduel

des servitudes féodales. Tout autre gouvernement eût moins fait, car dans sa position, il fallait être bien fort pour amener certains sacrifices. La nation devra un jour, peut-être bientôt, son entier affranchissement à l'action de son gouvernement; et l'œuvre accomplie, il sera juste de reconnaître que le droit de tout faire a été là le moyen de bien faire. Déjà les provinces de la Baltique ont éprouvé le bienfait de l'émancipation, et jouissent dans toute sa plénitude de la liberté civile.

Fixé dans le but qu'il poursuit, et absorbé dans un intérêt général, qui est l'intérêt particulier de tous, le gouvernement ne peut guère, de longtemps du moins, s'égarer dans sa marche; et les appréhensions que son principe pourrait inspirer ailleurs, touchant la fortune publique, ne peuvent avoir d'application en Russie. Dans son œuvre journalière du reste, dans son contact de tous les moments avec les hommes, il a pu n'être plus la traduction absolue de son

Digitized by Google

principe. On le juge abstraitement dans le droit, dans ce qu'il pourrait, oubliant qu'entre ce qu'il pourrait et ce qu'il veut, il y a la distance d'un siècle de lumière. Lorsqu'on parle communément de l'empereur de Russie, on a presque l'air de se figurer un homme le bras levé, et toujours prêt à dire comme un empereur de Maroc, jouant aux cartes avec ses courtisans : « Joue cœur, ou je te coupe la tête. » Le gouvernement, agent actif de civilisation, en a le premier, dans son personnel, ressenti sa part d'influence ; il n'a pu tout améliorer autour de lui excepté lui ; il n'a pu agir par les lumières sur les autres et faire naître une opinion publique par elles, sans se prêter à la réaction sur lui-même de ces lumières et de cette opinion. Il a formé des mœurs, des besoins et des habitudes avec lesquelles il a dû se mettre en harmonie. Le principe a pu rester le même, et l'exercice s'en modifier généralement, et reconnaître à la plénitude du droit, de certaines bornes morales. Le

contrepoids du pouvoir, la garantie de ce qu'il ne voudra pas, ce sont là les mœurs faites; et les mœurs constituent la plus inoffensive et la plus respectée des oppositions. Depuis le XIXe siècle, l'omnipotence russe, malgré l'épouvantail de son libre arbitre, a été moins réelle que le bon plaisir de la France monarchique au XVIIIe.

On dira peut-être, qu'en raison même de ce qu'il a fait, des améliorations obtenues, des progrès heureusement réalisés, le temps fût venu pour le gouvernement de réagir légalement sur lui-même, et d'adoucir en droit l'intensité de son principe. Dans le fait, et à l'égard de rapports secondaires, nous l'avons dit, il en a été ainsi, et cette concession toute morale n'a pas d'inconvénient; mais une atteinte constitutive au principe, serait une aberration, un contre-sens à l'intérêt national. Si la civilisation dans ses éléments est fortement implantée en Russie, ses développements n'y sont pas encore également complets; il faut qu'elle s'y ramifie, qu'elle lie, remplisse tous les vides; que

par sa base elle prenne un caractère définitif. Dans ce dernier travail elle a un besoin impérieux d'ordre et de protection; long-temps encore le gouvernement aura vis-à-vis d'elle les mêmes obligations, et devra être muni de la même force. Long-temps encore les mêmes raisonnements qui font ailleurs de la liberté une très bonne chose, feront de l'unité gouvernementale, la seule bonne chose pour la Russie; et à l'époque où nous vivons, n'y a-t-il pas de nouveaux motifs d'être d'autant plus retenus dans notre impatience, d'autant plus circonspects dans nos jugements à son égard, qu'elle a une tâche tous les jours plus difficile. Elle doit en effet, en face des violences et des déchaînements qui accompagnent ailleurs l'établissement de la liberté politique, amener chez elle, sans secousses et sans désordre, la fondation de la liberté civile. Elle doit, en présence de doctrines qui menacent de donner à la civilisation une autre direction dans l'état social, raffermir et étendre chez elle cette civilisa-

tion dans les anciennes voies. Le mouvement du progrès chez elle est l'inverse de l'impulsion du progrès ailleurs. Il faut qu'elle fasse ce que les autres défont, qu'elle achève sa sociabilité par le contraire de ce que les autres mettent en œuvre pour refaire la leur. Cette position toute exceptionnelle a assez de ses difficultés propres; on doit la juger ce qu'elle est, un fait à part; et lorsqu'avant tout on veut le bien positif, et qu'on le voit consciencieusement dans les résultats, non dans les moyens, on s'avoue qu'il y aurait plus que de l'erreur à mêler la Russie dans des questions de forme politique sans objet chez elle, et qu'il est juste de la laisser à elle-même, en dehors de principes qui sont l'expression de besoins qu'elle n'a pas, qu'elle ne peut avoir.

Digitized by Google

II.

SUITE.

Comme l'idée d'un pouvoir absolu est une idée exclusive, qu'elle semble associer naturellement le droit de tout pouvoir par soi, au droit de tout vouloir pour soi, et établir en fait un état de choses où du fort au faible, tout est irrégulier, volontaire, exceptionnel comme la volonté de l'homme, je me hâte de

Digitized by Google

dire qu'en Russie il n'en est pas ainsi; qu'un caractère particulier du pouvoir absolu est là, d'avoir cherché la règle et l'uniformité; de ne reconnaître d'exception que lui, et d'avoir soumis tout le reste aux nécessités de l'ordre et de la raison. Au-dessous du pouvoir seul libre, l'exception cesse; tout s'harmonise dans une hiérarchie voulue, et se meut de la même manière sous l'action légale de la loi. Il n'y a point en Russie de préjugés d'aucune sorte ou même d'exigences d'opinion qui consacrent l'incapacité à parvenir. Tous, aux yeux de l'état, peuvent prétendre aux mêmes avantages et jouir des mêmes droits; il ne fait acception de personnes ni de positions, et reste accessible à tout le monde. Là, l'homme est le fils de ses œuvres; il peut devenir tout ce que son mérite permet qu'il devienne. Par là, dans son action, ce gouvernement en louable contradiction avec son principe, n'est pas plus qu'un autre, un gouvernement de faveur. Sans doute, l'intrigue et l'intérêt y restent,

comme partout, des causes vivaces de fortune ou d'injustice; mais c'est contre la règle, en violation de l'ordre établi; mais aucune mesure légale n'y prescrit des exceptions, ni barre le chemin à personne.

Le principe de l'égale accessibilité aux emplois et de l'égalité de droits, basé sur l'égalité de services, est consacré en Russie dans une institution remarquable, particulière à cet empire; les emplois civils et les grades militaires ont été assimilés au moyen d'une échelle de rangs commune, qu'il y a nécessité de parcourir successivement, et où la position légale de chacun, et la considération qui s'ensuit, est marquée par le degré de l'échelon qu'il y occupe. Depuis l'enseigne au feld-maréchal, et du petit employé au grand dignitaire, tout est absorbé dans ce vaste réseau de classification, sans qu'à aucune élévation il soit affecté, à part le pouvoir attaché aux fonctions, d'autres avantages que des prérogatives de préséance et de supériorité de position; seulement

dans cette progression ascendante de rangs, il est un degré intermédiaire, qui de droit confère la noblesse. Celui qui l'atteint devient noble *ipso facto*, ce qui veut dire qu'il jouit dans leur plénitude des distinctions et des exemptions attachées à la noblesse russe. Ainsi, la noblesse de race en Russie communique ses avantages propres à la noblesse de service, sans entrer en partage avec celle-ci de la considération du rang, autrement qu'en servant activement l'État comme elle ; c'est-à-dire que la noblesse de race est un nom, et la noblesse de service une chose.

Cette institution que Bentham, s'il m'en souvient bien, regardait comme une grande et féconde pensée, a, sans l'affaiblir, singulièrement régularisé l'omnipotence gouvernementale. L'exception s'est donné la règle pour base et la raison pour point d'appui. On dit qu'il a été un moment question dans ces derniers temps, de revenir sur cette conception, de la scinder, de tirer une ligne de démarcation entre la noblesse acquise et la

noblesse de race, et naturellement à l'avantage de celle-ci. Je ne crois pas que cette idée mûrisse jamais, en y pensant bien, dans la tête du souverain. L'inconvénient, s'il y en a, d'attacher la noblesse à un rang que beaucoup peuvent atteindre, par des services, consacre un principe d'égalité qui fait mieux ressortir l'exception gouvernementale, et l'empêche de s'aventurer dans des tendances partielles.

En dehors du cercle politique, de la voie légale, nul, quel qu'il soit, n'est qu'un individu isolé ; ainsi, en faisant prévaloir la nécessité du rang acquis, l'État a coupé court aux suggestions des amours-propres, et aux calculs des intérêts et des ambitions collectives; le gouvernement ne reconnaît de droits, que là où il voit des services. En Russie, on naît riche, on naît le fils d'un grand seigneur, mais cela sans conséquence politique; mais on ne se ressent pas nécessairement des avantages reçus de son père; personne n'y naît avec des droits, mais personne

non plus n'y vient au jour sans espérance.

Le gouvernement russe présente aussi, d'une manière inattendue le principe de la responsabilité des agents du pouvoir, et cela dans des conditions et dans une extension non pratiquée dans les pays les plus libres. On pourrait presque craindre d'abord que ce principe n'y fût poussé jusqu'à l'exagération; qu'il n'y mît l'autorité trop à découvert, si d'autre part, et malgré les abus que son facile exercice peut entraîner, il n'était bon que là surtout, il exerçât une grande influence préventive, et fût toujours prêt à sévir contre l'arbitraire. Nulle part cette responsabilité ne reçoit une application plus fréquente et plus immédiate; il n'y a point là de corps intermédiaire, de conseil d'État pour apprécier le caractère de la plainte et statuer sur sa validité; l'accusation devient directement judiciaire, elle est tout simplement un procès, et s'intente et se débat comme tel. Tout individu, quel qu'il soit, qui se croit lésé dans ses intérêts ou dans

des droits qui les représentent, par une autorité quelconque, peut lui intenter une action judiciaire devant le sénat, première cour de justice, et tous les jours un puissant fonctionnaire, ou même une administration collective, pris à partie par un de leurs administrés, peuvent fléchir sous son accusation.

Je parle seulement pour dire, au risque de me tromper, les choses comme je les vois, et ici, à côté de conceptions libérales, de principes rationnels qui feraient honneur au gouvernement le plus avancé, il faut signaler un vice d'organisation, un désordre législatif, dont l'existence légale est une tache honteuse pour la Russie. Je veux parler de la justice distributive. Sans doute, dans ce qu'elle a de vicieux, il faut en partie voir le tort des hommes, l'empire des temps; la justice se lie essentiellement à la moralité des invidus, et il n'y a de probité que là où la conscience parle plus haut que l'intérêt. Sans doute à ce sujet, la volonté du souverain

ne peut être douteuse; qu'une bonne et prompte justice est à ses yeux le plus ferme appui de son pouvoir, et que, si elle n'existe pas telle, c'est malgré lui, c'est contre lui; nul doute encore que sa volonté la plus énergique ne rencontre de grands obstacles; que les gens de plume qui en vivent, n'aiment mieux une justice lucrative; que les gens en place qui veulent y rester, ne préfèrent une justice timorée qui les abrite; mais enfin, en n'omettant rien de ce que l'on peut dire pour prouver que le mal est une plaie de l'époque, identifié à l'organisation, qu'il est d'une guérison prompte, impraticable, que d'autres mœurs peuvent seules amener d'autres consciences; en faisant en un mot, la part du temps, de l'impossibilité de bien faire, aussi grande que possible, il reste toujours la question de savoir si on ne peut pas faire mieux; si le gouvernement a fait comme gouvernement, tout ce qu'il devait; s'il gémit du mal sans y participer; s'il est exempté du blâme en employant tous ses efforts pour pro-

voquer le bien ; si ici enfin, il mérite comme ailleurs, d'être signalé en présence des résultats, la meilleure et la seule bonne combinaison politique. Il faut le dire, non. Le gouvernement est resté au-dessous de son mandat ; entouré d'hommes corrompus, il n'a pas eu l'énergique probité de réagir sur eux par la justice seule ; il s'est senti trop faible s'il ne faisait pas la loi pour lui, et il a cherché la force dans la fiscalité ; c'est-à-dire, que craignant d'être juste, il s'est fait juge. Au lieu de faire de la justice une idée simple, une, invariable, toujours la même ; de la présenter aux yeux comme une figure géométrique, le gouvernement, dès qu'il a, comme individu, des intérêts litigieux à débattre, suffisamment excusé à ses yeux par les mauvaises intentions qu'il suppose à ses adversaires et à ses employés, transforme les autorités administratives en tribunaux judiciaires, multiplie les formalités, prescrit de nouvelles formes, et traîne la procédure d'appel en appel s'il en est besoin, jusqu'à ce qu'il ait fait prévaloir

Digitized by Google

la conviction qu'il veut avoir raison; aussi, est-ce comme un axiome en Russie, que la couronne ne peut pas avoir tort. En vain la probité personnelle du souverain est là pour donner un démenti à cette assertion; les grands pouvoirs responsables sont tenaces à ne pas se relâcher d'une prétention qui semble témoigner de leur zèle et les rendre impeccables (*a*).

La fiscalité n'est un moyen d'administration ni moral, ni rationnel; elle accuse l'action gouvernementale; elle se place mal à côté des nobles et des grands motifs qui la déterminent dans son œuvre de progrès et de régénération. L'absence d'une bonne justice est un grave grief contre la civilisation d'un pays; et c'est là ce qui donne encore quelque retentissement aux reproches de corruption et de barbarie adressés à la Russie. Cet empire ne peut guères poursuivre son mouvement

(*a*) Il est juste de dire que cet abus diminue. L'administration commence à se convaincre que la couronne veut avoir tort quand elle n'a pas raison.

ascendant, embarrassé de son système judiciaire comme d'une lèpre. Tous les jours, la civilisation plus exigeante s'y prononce davantage contre le défaut de ce qu'elle a de plus précieux, la sécurité et la foi à la justice. Une fois ce besoin devra être satisfait, et l'exécution sera plus facile, et les résultats plus promptement réalisés qu'on ne le pense peut-être. Un gouvernement est toujours assez fort pour être juste, quand il est assez riche pour payer ses fonctionnaires; la moralité pâtit surtout par trop peu d'argent. Il faut d'abord donner de quoi vivre pour couper court à la nécessité de vivre aux dépens des autres; et après avoir bien payé, il faut bien pendre, disait un grand politique. L'homme est casuiste; tant qu'il ne reçoit pas le nécessaire, qu'il reçoit trop peu, il prend plus qu'il n'a besoin, il prend tout ce qu'il peut. Du moment que ce prétexte lui manque, il raisonne autrement, il ne voit plus le subside dans le vol, il y voit la potence. Au temps de Frédéric, les Prussiens mal payés, étaient d'une

vénalité repoussante ; l'administration prussienne est aujourd'hui d'une probité exemplaire.

Asseoir la justice sur l'égalité de droits, et l'unité invariable des formes, serait dans la civilisation russe un pas immense fait vers les saines doctrines de la dignité de l'homme et de la morale publique.

En somme et à part son mode de justice qui blesse également la raison et le sentiment, la Russie dans sa marche sociale, dans les motifs rationnels qui la déterminent, se trouve de fait, et par suite même du principe de son libre arbitre, faire route dans les voies libérales du progrès et présente réellement avec les idées qu'on se fait généralement d'un pouvoir absolu, une contradiction tout à son avantage.

Digitized by Google

III.

DU CARACTÈRE NATIONAL.

Circonspects quand nous parlons de ce que nous savons, nous sommes aisément exclusifs lorsque nous venons à parler de ce que nous ne savons pas. Ce qu'on voit, on l'examine; ce qu'on ne voit pas, on le juge. On s'est fait généralement sur les Russes, de propre mouvement, des idées certainement exagé-

Digitized by Google

rées. Ces gens ont une longue barbe; ils portent un cafetan au lieu d'un frac; ils parlent une langue qu'on ne parle pas en Europe; ce sont des barbaries, avons-nous dit. La prévention est ici d'autant plus sensible qu'on n'a jamais appliqué ce mot aux Polonais dont le peuple sous tous les rapports est pourtant bien loin en arrière des Russes. Lorsqu'une population satisfait au degré de civilisation qu'elle a, elle peut être relativement moins avancée, mais elle n'est point barbare; elle est ce qu'elle doit être; et le Russe a sûrement plus de raison et moins de préjugés qu'il n'y en avait chez les Français ou chez les Anglais à l'époque correspondante de sa civilisation; et puis, n'y a-t-il pas quelque peu de contradiction à reprocher à ce peuple d'être moins civilisé, et à s'effrayer de ce qu'il doit le devenir davantage.

On a beaucoup agité la question de savoir si, au lieu d'importer brusquement la civilisation dans ses états, Pierre-le-Grand n'eût pas agi plus sagement de l'attendre, de la

laisser y naître et s'y développer comme Russe; c'est sûrement là une de ces hypothèses oiseuses et de pure spéculation. On ne tourne pas le dos à ce qu'on trouve pour le chercher ailleurs; on sème seulement ce qu'on ne peut pas planter. Marier d'autorité la civilisation au Russe était plus sûr, plus vrai, que de laisser au temps à la faire lentement naître; mais comme les inconvénients du moment ont une grande influence sur notre jugement et le faussent souvent, on a prophétisé de l'effet de cette civilisation dans quelques cas particuliers, que le Russe hâté, ressemblerait au fruit pourri avant que d'être mûr. Sans doute, l'action abrupte de la civilisation sur un peuple neuf, a dû occasionner d'abord une fermentation mêlée de bien et de mal; mais cette fermentation, en corrompant les individus, tendait à régénérer les masses; mais en devenant plus générale, plus pénétrante, en opérant sur des matières tous les jours plus homogènes, elle a dû enfin se pondérer dans ses effets, et se régulariser dans

Digitized by Google

ses résultats. Le Russe d'aujourd'hui n'est plus le Russe de Catherine. Celui qui suivra, sera l'homme de partout. Mais, dira-t-on peut-être, la nationalité russe en aura pâti; et quelle est la nationalité que la civilisation ne menace pas? Quand tout se fait semblable, comment rester soi? La nationalité de nos jours, c'est le sentiment qui se fait raison, et la raison est la même partout; c'est le moi de l'humanité; la nationalité, c'est le sauvageon vigoureux qui s'efface pour s'améliorer sous le greffe de la civilisation, et cela n'est pas plus vrai pour la Russie que pour les autres pays.

Ce qu'il est intéressant d'examiner, c'est l'organisation propre de ce peuple, ce qu'il ne doit qu'à lui; ce sont les particularités toutes à son avantage qui l'ont accompagné dans son mouvement social. Sorti de l'état patriarcal, encore dans celui de famille, placé sur la même ligne, dans les mêmes rapports, soumis aux mêmes influences, pénétré par les mêmes idées, ce peuple a conservé une

individualité remarquable. Un Russe est à peu près le type de tous les Russes. Cette identité, cette uniformité explique avec quelle facilité la civilisation a eu prise sur lui. Il s'est trouvé devant elle comme un seul homme; il s'est trouvé devant elle libre de ces erreurs vieillies, de ces préjugés intraitables, de cet obscurcissement de raison, fruits d'une civilisation viciée, qui ont donné tant de peine, et demandé tant de temps aux saines idées pour prévaloir chez vous. Le Russe n'a pas eu à désapprendre. Les autres ont dû chercher, tâtonner, populariser une conception nouvelle, et faire lentement descendre la vérité des individus aux masses. Le Russe a abordé la civilisation de front; il l'a prise comme un fait, et se l'est incorporée toute vivante. Flexible, malléable, accessible à toutes les idées, point raisonneur, il adopte, il essaie d'abord, et les objections ne naissent chez lui que par la pratique. Les peuples du nord, plus près de la nature, moins tourmentés par l'imagination, ont le sens plus droit, l'esprit

plus libre, l'œil plus observateur, l'intelligence plus variée. Moins effacés, moins dépersonnifiés par l'uniformité de la routine, leurs instincts se font plus aisément jour, leurs vocations se prononcent mieux. On rencontre rarement en Russie de ces rustres grossiers, êtres massifs, à intelligence durcie, et comme matérialisés dans leur travail. A la souplesse d'intelligence, le Russe joint une adresse de main remarquable. Les travaux corporels n'ont pas plus épaissi son corps que son esprit. Il conçoit aisément, il exécute vîte. S'il faut de la force, il a la vigueur de l'athlète ; il a les doigts d'une femme s'il faut de la dextérité. Sa facilité à se faire à tous les climats, à tous les genres de vie, à toutes les situations, à passer d'une profession à l'autre, à faire des choses diverses, à devenir un autre homme, est vraiment étonnante. D'un paysan, vous faites là en peu de temps, un élégant valet de chambre ; essentiellement multiforme, être véritablement collectif, et selon l'occurrence, maçon, charpentier, forgeron, cocher,

cuisinier, même peintre et musicien, le Russe est apte à tout; il est toujours tout ce qu'il faut qu'il soit; il y a également en lui la matière d'un cyclope et l'étoffe d'un coiffeur français.

Jusqu'ici, il est vrai, le Russe n'a montré que des facultés d'imitation; mais rien ne prouve que, lorsqu'il n'aura plus rien à imiter, il ne réagisse pas sur lui-même et ne devienne pas créateur à son tour. Il imite parce qu'il est pressé, que son premier besoin est d'avoir. Satisfait, saturé, un jour du positif il se jetera dans l'imaginable, de l'action dans la spéculation. Si du reste, aujourd'hui, il est peu méditatif, doué de peu de vie intérieure; s'il montre toutes ses facultés en dehors, par contre il pousse l'application plus loin. S'il ne trouve pas la vérité, aventureux dans ses mouvements comme l'Américain du nord, il l'applique et l'étend jusqu'au point au-delà duquel elle ne serait plus vérité. Tout à l'action, ne voyant pas d'obstacle, ne voyant que le résultat, il

Digitized by Google

compte pour rien l'espace, la matière et le temps, et taille un monolithe de granit, long de cent pieds, comme il aurait coulé une chandelle.

Le Russe, avons-nous dit, se plie aisément à tout; mais laissé à lui-même, ses vocations d'instinct sont le camp et le comptoir, le commerce et la guerre. Il naît soldat et trafiquant; dans la poursuite de ses gains, il n'est rien dont il ne profite, rien dont son esprit industrieux ne tire parti; pas de marchand plus rusé, plus caressant, plus loquace, plus infatigable; la peine, il ne la compte pas; la distance, il ne la mesure pas, il atteint ses consommateurs partout; il fera cent lieues pour vendre du gibier; modique dans ses profits, mais persévérant dans leur accumulation, frugal et calculateur infaillible, là où un autre eût éprouvé des pertes, il trouve des bénéfices. A égalité de moyens, il rend toute concurrence impossible; ce que le Russe fait bien, nul ne peut le faire à si bon marché que lui.

Digitized by Google

Un trait particulier au marchand russe, c'est que l'amour du gain, et l'habitude d'en faire le mobile de toute sa vie, aiguise son esprit et altère sa bonne foi sans resserrer son âme, sans rétrécir son patriotisme. Le même homme qui, par une tension d'esprit continuelle vers le gain, et en se nourrissant peut-être d'ail et d'oignon, a acquis une grande aisance, ne calcule plus ses sacrifices dès qu'il s'agit du bien du pays ou d'un objet de bienfaisance nationale. Avare pour lui-même, il a la main ouverte pour les autres; l'égoïsme et l'avarice ne sont pas encore les vices du nord. Le Russe aime l'argent; il fait tout, plus qu'un autre peut-être, pour l'avoir, mais il met plus de persistance et de ténacité à se le procurer, qu'il n'éprouve de difficulté à s'en dessaisir.

Pour ce qui est du Russe soldat, nous en parlerons ailleurs.

Le Russe a, sur la nature du pouvoir, des idées à lui; et pour exprimer son respect, des formes extérieures particulières, qui, à

force de nous paraître serviles, nous avaient fait croire à de la stupidité. Rulhières, et beaucoup d'autres après lui, en ont jugé ainsi. Jamais jugement ne fut plus hasardé ; le Russe n'est pas seulement foncièrement religieux, il l'est à sa manière; la religion s'est identifiée à son organisation, il a la foi dans le sang comme la vie, et toujours et partout il cède au besoin de manifester sa dévotion par des pratiques et des signes extérieurs multipliés. Il est à tout âge dans cet état de croyance ingénue, où le sentiment devance la pensée, où la crainte et le respect naissent sans réflexion, et s'expriment sans mesure. Le Russe est l'enfant pieux. Si chez tous les peuples la souveraineté a été une idée religieuse, elle a dû l'être plus particulièrement là où le monarque est maître de la terre et ministre du ciel. Le Russe voit en lui le symbole de la foi et le principe de la loi. Il le révère comme un objet consacré, et le sert comme un être supérieur. Cette opinion, base de son système social, s'est trou-

vée singulièrement en harmonie avec le régime de l'esclavage; le maître de ses maîtres devait nécessairement lui apparaître comme un être providentiel. Le Russe s'est senti presque libre en mettant sa destinée aux pieds de son souverain, en lui vouant dans ses convictions religieuses une soumission et un détachement de lui-même qui ont quelque chose de la fatalité des Orientaux. Cette manière de sentir peut aujourd'hui paraître une aberration et lui faire tort dans l'esprit de peuples qui, durant des siècles, ont pourtant senti de même; et, néanmoins, n'y aurait-il pas lieu à se demander si le Russe qui cède aux idées de toute sa vie et se prosterne devant son souverain comme devant la divinité, est plus stupide que Vatel qui, devant un prince du sang, se tue pour quelques huîtres de moins?

L'idée de l'omnipotence, de l'irrésistibilité du pouvoir, a, du reste, comme nous l'avons dit plus haut, singulièrement aidé et étendu en Russie l'action régénératrice de la civili-

Digitized by Google

sation. Les principes et les croyances ont été là ce qu'elles devaient être pour réagir sur les hommes et sur les choses.

Mais la passivité du Russe, son inféodation à quelques idées morales porte accidentellement sur sa volonté, sans atteindre son intelligence; s'il obéit instinctivement, il agit sciemment; observez-le, parlez-lui, suivez-le dans la vie privée, dans la liberté de ses mouvements, toujours vous le trouverez adroit, intelligent, industrieux, tirant un parti merveilleux des plus petits moyens, et mettant dans ses jeux, dans ses danses et dans ses chants, de la grâce, du sentiment et de la poésie. Gai, insouciant, aventureux, serviable, mobile, oubliant aisément le passé, tout entier au présent, facile à émouvoir, aisé à conduire, et aimant le mouvement et l'agitation, il offre plus d'un trait de ressemblance avec les Français.

IV.

DU RUSSE SOLDAT.

Napoléon a dit des Français qu'ils étaient des machines nerveuses; le mot eût été mieux appliqué s'il eût parlé des Russes. L'armée russe, en effet, est une machine vivante, à muscles vigoureux, qui fonctionne sous l'intelligence qui la domine, et produit selon la pression, tel sentiment que l'on veut, comme

l'orgue sous la main, donne la note de la colère et du recueillement. Dans son abnégation propre, dans son absorption complète dans son chef, une armée russe est l'idée la plus formidable qui puisse se présenter à l'esprit; la force de tous dans la volonté d'un seul. Cette figure, si souvent employée, qu'une masse se lève comme un seul homme, n'a jamais été plus matériellement vraie que là. Le Russe obéit comme la main saisit; il n'affaiblit pas son action en se rendant compte, par un conflit d'idées soudainement éveillées, il va au but comme un boulet intelligent. Si Napoléon, avec son génie à reflet oriental, sa puissance d'imagination sur les hommes, et sa voix de prophète, fût né sur le trône de Russie, il eût probablement réalisé en Asie les rêves de ses vastes conceptions.

L'armée russe est la plus facile à conduire; elle a moins de besoins, et ses besoins sont moins impérieux. S'en remettant aux chefs des soins du lendemain, calme et résignée, elle supporte les fatigues et les privations

Digitized by Google

avec gaîté et indifférence. L'obéissance la trouve toujours prête; le commandement toujours bien disposée. Il n'y a pas de craintes moins fondées que celles de ses violences et de ses déprédations; la discipline l'atteint partout, et contient toujours l'homme dans le soldat; c'est là un mérite qu'elle conserve seule aujourd'hui. Dans les autres armées européennes, les individus, plus civilisés relativement, ont aussi des idées, des besoins, des passions à eux que la discipline fait taire accidentellement, mais dont elle ne se rend jamais maîtresse absolue. Le Russe, je crois, répondrait à l'appel même quand il pille. En endossant l'uniforme, le moi volontaire s'éteint en lui; les idées d'ordre et d'abnégation l'absorbent souverainement. Le Russe soldat, est le militaire en faction, toujours au port d'armes, toujours de service. Ce sentiment ne le quitte pas. Il n'est plus un individu isolé, il n'est que le membre d'un grand corps; mais cet effet a lieu sur sa volonté sans atteindre ses autres

facultés. Le Russe attend, reçoit l'impression, mais la tension du sentiment est à lui. Il se retrouve dans la réaction, et de ce que soldat, il s'annule, il est passif, il ne faut pas conclure qu'il ne pense pas, qu'il ne sente pas, qu'il soit comme homme une matière inerte. C'est ici surtout que cet oubli de lui-même, que ce besoin de dépendance et de dévoûment absolu à l'égard du souverain, dont nous avons parlé, comme d'un trait particulier à son organisation, se prononcent le plus activement. Dans les détails de la discipline, le Russe voit la cause puissante de ses convictions. Le chef commande, mais c'est le souverain qui veut. Lorsque momentanément il a paru agir en opposition avec ces idées, et se retourner contre son principe d'action habituel; c'est qu'il était surpris, égaré par des chefs immédiats, ou qu'il se trompait lui-même; qu'il croyait voir le devoir et la fidélité là où ils n'étaient pas. En dehors des motifs qui semblent le déterminer nécessairement, il serait comme

Digitized by Google

impossible qu'il eût aujourd'hui une volonté fixe, opposée à ses convictions de toujours. De là découle cette réflexion qui vous étonnera peut-être, que si le désordre peut se supposer plus facile en Russie, la révolte raisonnée y a réellement moins de chances de s'y constituer. Ailleurs, un mouvement insurrectionnel, dès le premier pas, peut prendre pour drapeau les intérêts et les passions qu'ils excitent, et s'organiser, et se constituer sous leur influence. En Russie, le mot *intérêt* ne dirait rien aux masses; elles s'agiteraient probablement par surprise, sous l'impression d'une ambition isolée. Le chef qui les aurait entraînées, pour se donner quelques chances de succès, devrait détrôner instantanément dans l'esprit des populations l'idée du souverain, et se mettre à sa place. Il devrait lutter avec un prestige nouveau, accidentel, contre le prestige de toujours devenu inhérent comme la foi, à la conscience nationale. Or, il faudrait des circonstances bien extraordinaires pour créer ou

Digitized by Google

laisser se créer ce prestige usurpateur, et à coup sûr ces circonstances sont moins faciles à admettre que d'autres causes de trouble ailleurs.

On a cru reconnaître quelque analogie entre le soldat russe et le soldat français. Leurs mobiles d'action ne sont certes pas les mêmes; l'un obéit à peine, l'autre ne saurait ne pas obéir; mais dans leurs mouvements, dans les résultats, leur caractère peut en effet se prêter à quelque rapprochement et donner lieu à un parallèle.

Digitized by Google

V.

DU SOLDAT RUSSE.

Le Français est insouciant, le Russe résigné; l'un se fait à tout, l'autre ne se plaint de rien; l'un est confiant dans ses forces, l'autre ne perd jamais les siennes. Il y a plus d'élasticité dans le Français, plus d'aplomb dans le Russe. L'un est vif, l'autre tenace; le Français court, le Russe arrive.

Digitized by Google

L'individualité ne se perd jamais dans une armée française ; il y a autant d'individus qu'il y a de têtes. Une armée russe n'est point un être collectif ; elle n'a qu'un esprit et qu'un corps. Le Français veut se rendre raison de tout ; il juge, il questionne, il raisonne : le moi fermente en lui. Le Russe ne juge point, ne raisonne point, il exécute ; il grandit dans l'exécution ; toutes ses facultés sont absorbées dans l'impulsion du devoir ; il ne conserve que l'intelligence d'obéir, et n'a plus l'esprit d'avoir peur. Dans l'armée française règne l'amour de la gloire et l'exaltation de l'individu ; dans l'armée russe, l'abnégation de soi-même et l'enthousiasme de l'obéissance. Des passions humaines excitent la première, un arrêt du destin semble faire mouvoir la seconde. Dans l'une, l'honneur parle avant tout, dans l'autre, la discipline commande d'abord ; au moment voulu, il y a plus d'élan, de spontanéité dans une armée française ; mais toujours il y a plus d'unité, on est plus maître d'une armée russe.

Digitized by Google

Dans l'action, l'armée française est menaçante comme la foudre; l'armée russe inébranlable comme le rocher. La valeur impétueuse de l'une a quelque chose du déchaînement de la tempête, et la ferme intrépidité de l'autre de l'immobilité du temps. Le Français est terrible dans le choc, le Russe infatigable dans la lutte. L'un est violent comme la flamme, l'autre résiste comme le fer. L'un s'avance au pas de course, l'autre marche à peine quand il se retire. Il est peu de succès incomplets avec les uns, il n'y a pas d'avantages faciles contre les autres. Tout est possible aux yeux du Français, demandez l'impossible au Russe, il répondra d'abord : cela se peut (moschna). L'un mesure le danger pour le braver, l'autre l'affronte pour s'en rendre compte. L'un se sert de la vie comme d'un glaive, l'autre de son corps comme d'un bouclier. En lisant Homère, on pourrait croire qu'Achille était Français et qu'Ajax était Russe.

Le Français cède à son imagination ; il voit

Digitized by Google

tout avec excès, les succès et les revers. Il n'est pas dans l'organisation du Russe de passer d'un extrême à l'autre. On commande à son âme comme à son bras. Le génie du chef agit sur le Français comme le feu sur la poudre. L'ascendant du commandement opère sur le Russe comme la foi sur l'homme. Le mépris de la vie est de l'exaltation chez le Français et du devoir chez le Russe. L'un se dévoue, l'autre se fait tuer (*a*).

Le Français est ambitieux, le Russe conquérant. L'un veut s'élever, l'autre s'étendre. L'un recherche la gloire comme motif de supériorité, l'autre la puissance comme moyen de bien-être et de considération. Les Français, d'un bond, ont conquis l'Europe, les

(*a*) Il est loin de la pensée de l'auteur de laisser supposer qu'il n'y a dans l'armée russe ni élan, ni mouvement d'honneur. Le sang slave a toujours bouillonné pour la gloire; mais dans un parallèle il ne peut être question que des traits distinctifs les plus caractéristiques, et ceux-là, il a cru les voir dans la religion du serment et le sentiment de l'obéissance.

Russes, au pas ordinaire, peuvent mettre l'Asie dans leurs frontières. Le Français s'est régénéré par la liberté, le Russe peut devenir autre par les lumières.

La Providence, en plaçant ces deux peuples aux points opposés, comme les bassins d'une balance, en les armant de plus de force, en leur donnant des intérêts identiques et un penchant d'instinct à se rapprocher, semble avoir voulu commettre la paix de tous à leurs convenances réciproques.

Digitized by Google

Digitized by Google

VI.

DE LA POLITIQUE RUSSE.

La politique russe tient le monde en émoi; chacun s'en occupe, chacun s'en inquiète, parce qu'on veut être convaincu qu'elle cache une arrière-pensée, un dessous de cartes, et qu'on s'aiguise l'esprit pour y chercher ce qu'on y suppose. Il se pourrait pourtant que tout le secret du cabinet russe fût de suivre

Digitized by Google

tout simplement le fil de l'eau, et de céder à une impulsion d'instinct, à peu près comme l'enfant robuste grandit, par cela qu'il existe. La politique russe, selon nous, obéit en effet avant tout à la force des choses. Sans doute, le personnel du cabinet vient en aide à cette impulsion et l'active et l'étend; mais ne l'apercevrait-il pas, ne la comprendrait-il pas, la contrarierait-il même, que cette force des choses se ferait nécessairement jour à travers les aberrations des hommes, et un peu plus tôt, un peu plus tard, forcerait à rentrer dans la voie qui lui est naturelle. La Russie obéit à la nécessité d'accomplir sa destinée sociale, d'atteindre à la civilisation avec toutes ses conséquences de force et de prospérité; d'entrer enfin dans la plénitude de son rôle de nation civilisée. Il faut que ce pays s'achève; ce principe d'action est simple, il est un, il est un besoin de tous les instants, et il doit être accompagné dans son développement de la permanence et de l'irrésistibilité qui s'attachent à une nécessité

d'instinct, à une condition d'existence.

Le gouvernement actuel, on peut le croire, est trop intimement convaincu de cette vérité ; il sait trop bien que pour la Russie, attendre c'est grandir, pour compromettre son progrès par de l'impatience et de la convoitise. Sa véritable ambition, quoi qu'on puisse dire, se réduit sûrement à ses yeux à éloigner les causes de perturbation, et à laisser l'avenir se faire lui-même. Ici il est à propos de s'entendre et d'établir une différence essentielle dans la position de la Russie vis-à-vis de l'Europe, et dans sa position par rapport à l'Asie. C'est le seul moyen de se bien fixer sur ce qu'on appelle l'ambition de la Russie.

Ce pays voulut un jour se civiliser. Sa civilisation, dès le premier pas, fit naître des nécessités de conquête. Il fallait toucher à la mer et s'incorporer les contrées intermédiaires. Il fallait se donner telle ligne de frontière, rester maître chez soi pour s'y régénérer ; de là l'obligation d'autres incorporations. Tous

Digitized by Google

les gouvernements, toutes les nations européennes à peu près, ont connu ces conditions d'assiette territoriale, de convenance politique, et y ont cédé, car la nationalité de chacune était à ce prix, et la législation du droit des gens a fini par les consacrer; mais la Russie en venant plus tard est venue trop tard. Elle a été en outre poussée à des empiétements plus grands. L'Europe a été émue de l'anomalie de temps et d'espace ; et ces développements accomplis, les impressions de crainte et de suspicion sont restées vivaces comme au jour de l'événement. On voit toujours la Russie dans ce qu'elle a fait, pour la juger dans ce qu'elle fera. L'opinion est devenue fixe à son égard; pourtant ni les motifs ni les choses, ni les temps ni les lieux ne sont les mêmes. En s'avançant en Europe aujourd'hui elle perdrait sa grande cause de force, son point d'appui chez elle ; à chaque pas elle rencontrerait plus grande difficulté à prendre, plus grand danger à conserver.

La Russie en outre n'est plus simplement

Digitized by Google

un État militaire, un peuple de soldats, cherchant la civilisation dans la conquête ; elle est une puissance financière, industrielle, commerçante. Elle éprouve les calculs, les hésitations de celui qui se trouve mieux ; elle a assez à protéger, à conserver chez elle pour ne point le risquer contre des séductions de convoitise ailleurs. Là aussi, la guerre arrête la prospérité, et même dans la guerre heureuse, elle a à calculer comme les autres les risques et les frais de la victoire.

Sous le point d'utilité et de convenance territoriale, le mouvement excentrique de la Russie en Europe est plus qu'accompli ; et il n'est guère à supposer qu'elle couve l'arrière pensée d'y venir seule et pour elle. Elle n'y peut immédiatement rien sans ses voisins de droite et de gauche. Elle n'y peut venir que dans un but de politique générale, car la pensée secrète de ces cabinets n'est rassurante pour elle que pour le maintien du *statu quo* ; et l'on peut croire que la Russie n'en attend pas et n'en veut pas davantage.

Digitized by Google

Malheureusement l'imagination s'est fait une telle idée de cet empire, que, du moment qu'on en parle, les exagérations de la peur ne laissent plus de place à la raison. On confond les temps et les lieux. On le voit toujours en 1812, dans la plénitude de son exaspération, combattant pour être ou n'être pas; jetant un cri de guerre parmi ses nombreuses populations, et dans son désespoir, faisant un immense va-tout de toute sa force et de toute sa nationalité. Mais en 1812, la Russie n'était pas agressive, n'était pas conquérante; mais ces efforts, elle les faisait pour repousser la domination étrangère et rester maîtresse chez elle. La présence de l'ennemi, un péril imminent et menaçant pour tous pouvaient seuls réveiller toutes les passions et armer tous les bras. En temps ordinaire, on n'improvise pas ces grands moyens par un commandement; ainsi quand on parle de l'esclavage avec ses appétits féroces, de ces peuplades barbares, se levant comme un seul homme au son de la trompette, de ce million

de soldats cruels, impatient de s'élancer sur la civilisation, il faut se dire qu'il n'y a de vrai dans tout cela qu'une chose, que la Russie est en effet une puissance très-forte et surtout très-forte chez elle.

Si ce million de soldats existe, il occupe l'empire, du Kamtchatska à Riga, et d'Archangel à Varsovie, mais il n'est point dans la main du souverain comme une balle dans le tube d'un fusil. La Russie peut certainement réunir sur un point des forces imposantes, mais non en telle disproportion de celles des autres que le résultat puisse paraître une conséquence du nombre. Si le soldat russe est relativement moins civilisé, il est par contre le plus discipliné, le moins à craindre dans ses violences personnelles. Dans l'armée russe, l'homme a perdu toute individualité. Il n'y fait rien que par commandement, et la politique comme l'humanité personnelle des chefs est de répondre à l'idée qu'on se fait de la barbarie de la Russie par l'ordre et la modération de ses soldats.

Quant à l'esclavage, il est loin d'être dans la main du gouvernement, un ressort aussi commode qu'on le suppose. L'esclavage, vu politiquement, est une difficulté d'existence, bien plus qu'une cause de puissance. Lorsque d'un homme libre on fait un soldat, on ne mécontente que lui, on mécontente encore son maître quand il est esclave. En un mot, si l'on réfléchit à ce que la guerre nécessite en tous genres de nos jours, aux avantages de la science, même sur un champ de bataille, aux vastes ressources de la civilisation, aux obstacles qu'elle fait naître à chaque pas dans une lutte défensive, à la tendance morale de toute guerre à devenir aujourd'hui de militaire, nationale, et enfin à l'élan, à la force de ce que j'appellerai le patriotisme de la civilisation, on reste convaincu que l'ambition si proclamée de la Russie n'est qu'un épouvantail, qu'un cri d'alarme pour tenir l'esprit public sur le qui-vive, et que, s'il faut en parler, il ne faut pas y croire.

Mais dira-t-on : si la Russie est exempte de

Digitized by Google

toute arrière-pensée d'ambition en Europe, elle a donc doublement tort de contrarier ses intérêts véritables en se mettant à la tête de certaines doctrines. Ce rôle ne lui convient ni par sa position géographique, ni dans l'état moral de ses peuples. Forte et inexpugnable chez elle, il fallait s'en tenir là et ne point échanger cet avantage sûr et qui ne coûte rien contre une attitude hostile qui entame ses ressources, et dont l'effet, indépendamment même de son éloignement est loin d'être efficace. Il n'est pas prudent à elle de jeter dans l'arène des opinions une nation qui, il y a peu, ne supposait pas même qu'il pût y avoir deux formes de gouvernement. Sa civilisation calme et progressive sous un pouvoir seul puissant, peut être atteinte dans sa marche par le désir d'imitations intempestives et le danger de fausses applications. Ce qui convenait à ce gouvernement, c'était de rester neutre et indifférent; de se scinder de l'Europe, d'éviter le contact, la communauté, de se faire une politique à lui, tout

Digitized by Google

russe, rien que russe, en dehors de la politique européenne. Ce rôle d'indifférence n'eût rien ôté à sa considération, rien à sa force. On eût également brigué son alliance par le sentiment de ce qu'elle pouvait; et, libre de toute appréhension, comme de toute préoccupation intéressée vis-à-vis des autres, et laissant ceux-ci à leurs dissensions, elle eût pu reporter dans son intérieur et remettre sur la voie de ses intérêts naturels la force et les ressources qu'elle consume sans avantage réel dans l'anxiété d'une fausse position.

Il faut en convenir, ce langage est spécieux, on voudrait être convaincu qu'il est également fondé et n'exprime que des vérités d'une facile application; mais dans le fait, mais réellement, cette solution de continuité qu'on propose, est-elle aisée à établir quand tout se touche? Est-il faisable à la Russie d'abjurer des antécédents qui lui ont donné des intérêts solidaires, d'autres intérêts européens, et dont le maintien l'oblige à ne

Digitized by Google

point s'effacer pour ne pas les compromettre. Elle éloigne le contre-coup de tout froissement de l'opinion de toute l'actualité de sa puissance, de même qu'on défend le corps d'une place dans les ouvrages avancés. Le traité de Vienne, quelle qu'ait été sa portée de sagesse et de prévoyance, a reconnu des titres, a consacré des droits, figuré un ordre de choses politique, et l'on n'a pas encore vu dans le monde un gouvernement qui sentît et cédât à la convenance de s'exproprier lui-même. On peut être l'ennemi de la Russie, avouer tout haut son antipathie, et lui faire ouvertement face, mais il faut être juste, dans le raisonnement il sera toujours difficile de lui prouver qu'elle a tort d'être forte, et de ne pas voir, de nos jours surtout, des avantages dans le sommeil de sa force. Jusqu'ici, dès qu'on a été fort, on a cru bien faire de le prouver ; et puis si son mouvement excentrique accompli vis-à-vis de l'Europe, et que close de ce côté, il fût vrai qu'elle pût lui tourner le dos sans danger, ne

Digitized by Google

se trouve-t-elle pas en Orient en collision flagrante avec des passions et des intérêts européens ; n'est-elle pas amenée à y asseoir son influence par des raisons majeures d'utilité nationale. Le développement de son industrie et l'extension de son commerce sont des motifs d'action aussi impérieux pour elle que pour les autres. Comme les autres, elle veut employer toute sa force à l'accomplissement de toute sa prospérité. Cette indifférence politique qu'on lui conseille serait chose sage si elle se bornait à la détourner de toute discussion de principes et de tout agrandissement territorial en Europe ; mais on peut le croire, l'ambition de la Russie vise plus haut que de posséder tel coin de terre ou de faire prévaloir telle opinion. Elle tend à se donner les véritables sources de la richesse et de la grandeur ; elle veut asseoir sa nationalité sur les bases sûres du commerce et de l'industrie. Tout se tient aujourd'hui ; les hommes se touchent au loin par leurs intérêts. Proposer à la Russie de se neutraliser

Digitized by Google

au dehors, c'est lui conseiller de dire chez elle à sa civilisation : arrête-toi ! à son industrie : n'avance pas ! à son commerce : ne va pas plus loin ! La Russie penche sur l'Asie, c'est là qu'est le courant de sa civilisation, le versant de son avenir. Ici, son principe d'action, son intérêt, sa politique, sont tout autre chose que vis-à-vis de l'Europe. Arrêtée à l'occident, elle marche à l'orient; et cette impulsion, elle n'est pas de son choix, elle ne se l'est pas donnée, c'est la nature des choses qui l'a faite. L'Asie doit une fois éprouver la réaction de l'Europe, et par son esprit aventureux, l'analogie de langage, l'identité d'origine, les relations de voisinage, la facilité avec laquelle il se sème partout, se fait à tous les climats, se plie à tous les genres de vie, par son respect pour les idées et les usages des autres, le Russe doué de l'organisation la plus souple, d'une persévérance que rien ne rebute, le plus patient et le moins capricieux des hommes, commerçant et soldat, est évidemment l'instrument marqué de

Digitized by Google

cette réaction. Nos sciences, nos lois, nos idées, nos arts doivent un jour sous ses drapeaux, descendre des gorges du Caucase pour rappeler à la vie ces vastes contrées dégénérées. La Russie est destinée à refaire en Asie le rôle d'Alexandre, non pour brûler Persépolis, mais pour y établir des imprimeries. Déjà sa civilisation s'y fait jour et son commerce et son industrie y trouvent de nombreux consommateurs ; et un peu plus tôt, un peu plus tard, au pas ordinaire, ou par l'effet d'incidents survenus , sa politique doit y rencontrer l'avenir de la race slave. En vain, la diplomatie cherchera à contrarier et à atténuer cet évènement ; il est une nécessité des choses, il déjouera les mesures des hommes. Cette Russie, appelée barbare en Europe, sera le missionnaire armé de la civilisation en Asie. Le seul moyen d'enlever l'Asie à la Russie serait de l'y devancer, d'y faire avant elle ce qu'elle y fera, de la civiliser, et personne n'est en position pour cela, elle seule est toujours prête.

Digitized by Google

Les Anglais, éclairés par leur propre exemple et leurs intérêts, ne se font pas illusion sur l'avenir de la Russie. Ils s'avouent, à son avantage, que leur supériorité maritime, commerciale, industrielle, a été un phénomène accidentel, une anomalie glorieuse, due à des circonstances secondaires, et non sortie de la nature des choses. Ils sont restés les maîtres, parce que les hommes seuls sont entrés en lice. Leur suprématie s'est assise sur le pont fragile d'un vaisseau. L'avenir de la Russie présente pour base, des conditions de position bien autrement résistantes. Là les hommes ont fait les évènements; ici, les évènements appellent les hommes. Les Anglais voient avec raison dans le soldat russe le pionnier de l'industrie, et dans chaque caisson de l'armée, une boutique de marchand. Nul doute en effet que le développement de la civilisation russe ne soit une série de coups portés à l'Angleterre; qu'elle ne semble lui dire à chaque pas : Ote-toi, que je m'y mette, je produis comme toi,

à meilleur marché que toi; tu n'as que faire où je puis atteindre. L'Angleterre soucieuse, déjà dépossédée du monopole de l'Asie, prévoyant une civilisation à naître dont elle ne sera pas chargée de faire la layette, et dès aujourd'hui, jugeant ce mouvement dans toutes ses conséquences possibles, se fâche, s'irrite, parle de la barbarie russe, et cherche à faire croire ce qu'elle ne croit pas elle-même, que ses motifs particuliers sont des griefs communs, et sa haine de la Russie de l'amour pour les hommes. La Russie ne s'en émeut guère, mais l'Europe si longtemps à la remorque de l'Angleterre, si longtemps vêtue, façonnée, endoctrinée par elle, encore aujourd'hui son écho d'habitude, répète ses paroles, s'effraie de ses craintes, et ne voit dans la Russie qu'un vaste et menaçant *engloutissoir*. Un coup de fusil russe, tiré en Asie, retentit dans les imaginations européennes. La Russie, dit-on, est d'une ambition effrénée; — elle établit des manufactures de soie à Viflis. — Sérieusement, demandons-

nous en quoi l'extension de la civilisation par la Russie peut amener de si grands dangers et porter tant de préjudice à l'Europe. Serait-ce sous le rapport d'intérêt commercial et maritime? mais les conquêtes de la civilisation sur la barbarie tournent en dernier lieu au profit de tout le monde. Les relations se multiplient, prennent plus d'extension et de variété. Est-ce qu'Odessa a nui à Marseille, et l'Egypte à l'Europe? Vaut-il mieux, dans l'intérêt de tous, que l'Orient reste barbare, qu'il ne consomme pas, qu'il ne produise pas, qu'il n'existe pas, que d'être appelé à la vie par la Russie? L'importance de la Méditerranée, le commerce et la richesse revenus sur ses bords, sont-ils à son seul bénéfice, au détriment de tout le monde? N'est-ce pas là un évènement désiré et à la convenance générale? Que la Russie en soit plus visiblement l'instrument, est-ce un motif de le repousser, d'en méconnaître l'esprit essentiellement progressif et dans les idées comme dans les besoins des temps? La France particulièrement

Digitized by Google

a-t-elle à redouter de payer trop cher de nouvelles sources et de nouveaux débouchés pour son commerce et son industrie ?

. Serait-ce, en dehors des intérêts positifs, des appréhensions d'une autre nature qui effraient de la Russie! Est-ce l'accroissement de puissance qu'on redoute? mais les dangers là où on les voit aujourd'hui sont affaiblis par cet accroissement. Les craintes qu'on inspire ne peuvent pas être les mêmes quand on tourne le dos et quand on fait face. La Russie décidée dans son mouvement à l'orient, déplace nécessairement le danger. Il est moindre dans le nord s'il grossit au midi; et là est-il si prochain, si éminent, d'un développement si irrésistible, si fatalement propre à justifier les idées qu'on s'en fait? Retournerons-nous sûrement aux temps des Huns et des Hérules? La Russie nous pressera au nord et nous prendra à revers au midi! C'est là un fait; mais les conditions en sont-elles possibles, réalisables? Cet évènement dégagé même de toutes les éventualités de temps, de toutes

Digitized by Google

les difficultés de circonstances, de tous les accidents de personnes, vu comme le développement d'une idée fixe, d'un système arrêté, est-il de nature dans les conjonctures du monde comme il s'est fait, comme il tend à devenir, à atteindre son point de maturité, à se constituer dans une plénitude et une homogénéité de force inévitablement supérieure et irrésistible? Il semble qu'il y a bien de l'exagération dans ces prévisions. Les longues appréhensions peuvent aujourd'hui ressembler aisément à de longues déceptions. Avant que le pouvoir absolu ne songe à tomber sur l'Europe, l'esprit du siècle aura probablement atteint l'Asie.

Ne serait-ce pas que nous voyons toute la question d'Orient dans la question de Constantinople? On a tant répété ce mot un peu emphatique peut-être, que celui qui posséderait Constantinople serait le maître du monde. Sans doute lorsque l'Europe était barbare ou corrompue, sans lumières, sans nationalité, Constantinople aux mains d'une puissance

civilisée, riche, fortement constituée, pouvait inspirer de justes craintes. En sommes-nous là aujourd'hui? La civilisation en égalisant tout a singulièrement affaibli les avantages exceptionnels. En donnant les mêmes moyens, elle a amené des résultats moins dissemblables; elle reconnaît bien peu d'inévitabilités de domination par le fait de la position, et dans des bornes bien étroites encore. Elle met la puissance dans la main de l'homme plus que dans la configuration des localités; et lorsque les nations sont devenues si difficiles, si exigeantes de nationalité, si ombrageuses de leurs droits, si fortes de leur civilisation, si fières de leurs forces, qu'elles tendent à se resserrer, à se raviver dans leur liberté, à s'étendre dans leur progrès, que l'esprit de conquête et d'agglomération violente est frappé d'anathème, et que chacun se tient armé pour rester ce qu'il est, y a-t-il en vérité rien moins à craindre que la domination d'une volonté sur toutes les volontés, d'un seul intérêt sur tous les intérêts? Constantinople,

Digitized by Google

même aux mains d'une puissance civilisée, resterait pour l'Europe une position très-influente sans doute dans la Méditerranée, décisive seulement pour la Mer Noire; et pour l'Asie un vaste foyer de régénération plus propre à amener l'Europe en Orient, qu'à faire tomber l'Orient sur l'Europe.

La question de Constantinople du reste doit être soustraite de celle de l'Asie. La Russie en s'arrêtant sans obstacles à vingt-cinq lieues de ses portes, a prouvé, quoi qu'en ait dit la diplomatie, qu'elle ne cédait qu'à ses convictions propres. La Turquie peut donc se régénérer, se reconstituer, se donner toutes les conditions de force qui lui manquent pour posséder sûrement pour elle, et sans danger pour les autres, le sol qu'elle occupe en Europe. La Russie aide elle-même à ce résultat. Il lui suffit que la Porte ne soit à la disposition de personne contre elle; c'est là, nous le croyons, le but vrai de la politique russe. Elle voit dans Constantinople, un obstacle contre elle plus qu'un moyen contre les au-

tres ; et dès qu'on n'est point préoccupé de l'ambition russe comme d'une idée fixe, on découvre bien des motifs à cette modération.

La question reportée en Orient, en dehors de Constantinople, il est vrai de dire que la Russie a bien réellement là un arrière-avenir, et que malgré des différences notables d'esprit, de caractère et de formes politiques, les Russes semblent destinés à se faire en Asie les Américains du Nord ; et c'est dans ce sens qu'il est permis de dire qu'un jour ils auront changé le monde. Selon nous, il y a là naissance d'un grand bien pour l'humanité en général, et perte et appréhension pour l'Angleterre seule. Les Anglais feront des efforts pour prévenir ; un jour, ils entreront en lutte pour réprimer. Les colosses se heurteront, et cette fois le trident de Neptune pourrait bien s'émousser sur la massue d'Odin.

Quel que soit l'événement, la haine de l'Angleterre dès aujourd'hui est naturelle ; elle repose sur des prévisions fondées ; elle a les

Digitized by Google

chiffres pour elle. La Russie industrielle et conquérante menace positivement l'Angleterre, mais ne menace réellement que l'Angleterre. Ce conflit est-il une éventualité malheureuse pour le monde? L'omnipotence anglaise est-elle une condition de bonheur commun? La France particulièrement a-t-elle à s'émouvoir, à s'effrayer de se sentir plus libre, plus importante entre deux que vis-à-vis d'un seul? A-t-elle dans l'avenir le plus éloigné à craindre d'avoir empiré sa position secondaire sur mer, sous une suprématie nouvelle? Malte, Corfou, Gibraltar seront-ils un jour plus irrévocablement, plus impérativement possédés par les Russes que par les Anglais? Au lieu d'élever votre politique dans de grandes idées d'avenir, dans de hautes prévisions d'intérêt général, on peut le craindre, vous prenez le change, vous la traînez mesquinement dans de vaines tracasseries de mots et de principes; et au fond, dans votre irritation contre la Russie, il se peut que vous fassiez gratuitement les affaires des autres.

Digitized by Google

Digitized by Google

VII.

DE L'EMPEREUR.

On a beaucoup parlé de l'empereur Nicolas. D'abord il a été presque un ogre; bientôt il a fallu reconnaître qu'il était un homme; aujourd'hui on ne trouve pas de contradiction lorsqu'on dit qu'il n'est pas un homme ordinaire, et la progression n'en restant pas là, probablement il apparaîtra un jour aux yeux

Digitized by Google

de tous, comme une grande figure historique. Les étrangers sont lentement justes, mais la réputation d'un souverain doit se faire chez lui, et l'opinion de son peuple, la seule dont il faille tenir compte, finit toujours par devenir le jugement dernier. L'empereur Nicolas est éminemment populaire, non pas certes à la manière d'un chef de parti, non pas seulement par ces qualités et ces avantages isolés qui partout fixent les sympathies des masses; il est populaire avant tout par ses convictions sur la nature de son pouvoir; parce qu'il regarde la mission d'être roi, comme un ministère de la Providence, qu'il y a en lui une conscience royale, un respect religieux pour son autorité, et que sa volonté pouvant être un mal, c'est un devoir pour lui, autant qu'il est en lui, qu'elle soit un bien.

Lorsqu'on est en Russie, qu'on observe son peuple, qu'on l'étudie dans son esprit, ses instincts, ses besoins, dans le caractère de sa civilisation, dans la manière dont il conçoit

le pouvoir, et dans les idées qu'il reporte sur le souverain, on est forcé de se dire que l'empereur Nicolas est bien réellement là l'*homme nécessaire*. La nature l'a doué d'un extérieur qui impose, d'une éloquence d'âme mâle et simple, qui apaise ou soulève à son gré l'émotion populaire; avec cela une hauteur de caractère, une fermeté froide, une force de conviction qui donnent à sa volonté quelque chose d'inévitable. Il fait plus que se faire craindre, il se fait croire. Ambitieux de tout voir, de tout savoir, d'être présent à tout, parce qu'à ses yeux régner n'est point une simple manière d'être, particulière à quelques individus privilégiés, nés pour cela, mais un compte sévère, dont la responsabilité ne se partage pas, il n'est près de lui, ni mérite sans encouragement, ni service sans récompense, mais aussi, point de faute sans châtiment. On dit qu'il est sévère, et dans sa position, cela ressemble bien à un éloge. L'opinion qu'on est sévère éloigne les occasions de l'être en effet; mais si même il était

sévère, c'est que chez lui une certaine mansuétude pourrait avoir les mêmes conséquences que la faiblesse ailleurs; c'est que son peuple est encore plus retenu par la crainte que ramené par la douceur; c'est qu'il est dans une de ces situations où il faut que le pouvoir sévisse nécessairement pour rester pouvoir. Là, Hercule sans massue ne serait plus Hercule. Le Russe est susceptible de grandes choses; il peut arriver à tout; mais il a son génie particulier qu'il faut connaître; comme l'arc de Nemrod, il n'est souple et élastique que sous la main puissante qui sait le plier. Le Russe sent le besoin d'être dominé, dominé d'en haut: il faut que l'impulsion lui vienne d'ailleurs; que la force qui le détermine prenne à ses yeux la place de la destinée, que le souverain soit sa Providence ici-bas, le *mens agitat molem*, et nul n'était plus propre que l'empereur Nicolas à rencontrer ces idées et à s'asseoir dans l'imagination de ses peuples.

Peu de fortunes ont eu à subir d'aussi rudes épreuves que la sienne. Dès le premier jour, il a dû reprendre violemment son sceptre des mains d'une soldatesque égarée. A peine maître de sa puissance, il a fallu lui faire courir les chances de deux expéditions lointaines, sur des terres nouvelles. Plus tard, des dangers d'une autre nature, d'un contact bien autrement brûlant, menaçaient d'ébranler le trône impérial sous les éclats du trône constitutionnel ; et comme si ce n'était pas assez du choc exaspéré de deux peuples, se disputant leur avenir, une calamité inconnue, un mal sans cause et sans remède, le choléra apparut dans ces malheureuses circonstances, soufflant la mort et le désordre, décimant et soulevant les populations. Les passions du dedans et celles du dehors, la guerre civile et la guerre étrangère la violence des esprits et le déchaînement d'un fléau terrestre, hommes et choses enfin, tout s'est essayé, tout s'est heurté sur cette fortune nais-

sante, et seule, cette fortune a victorieusement suffi à tout. Dans ces commotions, les yeux se sont ouverts, les convictions se sont assises. Le souverain et la nation ont appris à se connaître et à se mesurer. A l'idée d'une grande puissance, s'est gravée dans les masses la certitude de l'intelligence qui la comprenait, de la force qui la dirigeait, et le souverain éprouvé s'est retrouvé sur son trône plus grand, plus sympathique de l'enthousiasme et de l'orgueil national qu'il avait conquis.

Moins que tout autre souverain, un souverain russe ne doit point s'absorber dans des spécialités. Il est pivot de tout, il doit se mouvoir en tous sens. Tout se résume en lui, il doit s'étendre à tout. Dans ce pays, la souveraineté n'est pas seulement esprit, forme, figure; avant tout elle est action, corps, réalité, et doit se traduire en réalités. Là, un règne ne se classe pas par un nom chronologique, il se mesure

par l'espace franchi en avant. On nomme l'homme par ses œuvres; on dit : telle amélioration se fit sous un tel, ce progrès eut lieu sous tel autre. Aussi, en résumant par la pensée, dans le recueillement de la réflexion, les conditions morales du pouvoir souverain en Russie, on ne tarde pas à s'avouer que, régner là consciencieusement, est peut-être la mission la plus désespérante imposée à la faiblesse humaine. On voit vulgairement le pouvoir absolu dans ses avantages exceptionnels de force et de volonté. On suppose qu'il jouit plus, parce qu'il peut mieux se satisfaire. C'est là la surface, l'extérieur matériel de ce pouvoir; il faut aussi le voir dans son principe, dans la moralité de son esprit, dans les scrupules religieux qui peuvent accompagner son exercice. Il faut voir le souverain dans l'homme, le juger en lui-même, le supposer pouvant se dire : « Dans quelle « position m'a placé la Providence? Faible « moyen pour moi, je suis fin pour les au- « tres; conflit vivant de passion humaine et

« de conscience royale; incertain, sujet à « l'erreur, je dois luire comme la lumière, « et rester pour d'immenses populations la « vérité que je cherche pour moi! et cette po- « sition extrême, est-elle de mon choix? Cette « responsabilité, dépend-il de moi de l'a- « moindrir à l'avantage du bien commun?— « Ma raison, ma conscience répondent non! « Si je touche au fardeau, chaque parcelle je- « tée de ma charge, comme l'étincelle tom- « bée du flambeau, aura mes inconvénients « sans avoir mes avantages, sans avoir mes « convictions. »

Dira-t-on que des doutes, des scrupules de cette nature ne puissent jamais atteindre l'homme dans le monarque? On a remarqué que la préoccupation de la mort est plus fixe, plus vive chez les souverains, parce qu'entre elle et eux tout est aplani. Du trône on ne voit que la tombe. N'en saurait-il être ainsi du pouvoir absolu? et de ce qu'il est un fait inhérent en nous, qu'en principe il n'y a d'obstacle contre lui que la volonté, n'est-on pas ra-

mené naturellement sur cette volonté? Il semble en effet, que l'homme réfléchit davantage, qu'il est plus indécis, par là même qu'il peut également dire oui et non; son libre arbitre gêne sa volonté.

L'empereur Nicolas particulièrement, d'un caractère grave et sérieux, paraît être dans cette disposition d'esprit, où, par cela qu'on est plus libre, on est plus près de sa conscience. Son dévoûment à sa tâche, la tension de sa volonté vers les intérêts généraux, la conviction établie partout que la pensée gouvernementale est moralement politique, religieusement nationale, motivent suffisamment cette supposition. Le pouvoir ainsi conçu, ainsi appliqué, et venant en temps opportun, devait avoir ses conséquences propres. Aussi ce règne a-t-il été une époque nouvelle pour la Russie. Il a singulièrement fondu, harmonisé le pays et fait marcher de front la force qui protège et celles qui produisent et qui constituent. L'armée n'est pas la seule puissance, la seule grandeur; l'industrie, les lumières, les pro-

grès, le commerce et la consommation intérieure, devenus inhérents au sol, sont fixés derrière elle. Dans ses grands traits de nationalité, tous les jours s'amoindrissent, s'effacent dans ce pays ces disparates, ces solutions de continuité qui longtemps ont tenu l'esprit en suspens sur le résultat. Les hommes et les choses ont fini par s'atteindre, par se faire les uns pour les autres. La Russie est arrivée à ce point où elle se suffit, se partage le bien-être, se fait chaque jour plus identique, se fixe dans ses voies, se résume dans ses moyens, se constitue dans ses intérêts. C'est sous le règne actuel enfin qu'elle aura formulé sa civilisation, et, à cet égard, il y a entre le fondateur de cet empire et le souverain d'aujourd'hui, un rapprochement qui frappe d'abord : le premier est la pensée, et le second la figure de cette vaste création. Les instincts de celui-là sont devenus des réalités sous celui-ci. La Russie est un cercle à rayon d'un siècle, dont l'un est le centre et

l'autre la circonférence. L'empereur Nicolas peut finir Pierre-le-Grand.

La nation entrée dans une ère nouvelle, il ne s'agit plus aujourd'hui d'y importer la civilisation, mais de suivre les grandes et bienfaisantes conséquences de ses développements. Dans des idées de haute prévision, il faut y voir ce moment remarquable, où, n'ayant plus rien à recevoir, elle aura tout à communiquer, où elle devra devenir réactif à son tour, et se faire Europe vis-à-vis de l'Asie. Il n'est donné à personne de lire dans l'avenir ; mais s'il est hors de doute que la civilisation, armée du canon, et s'appuyant sur l'imprimerie, ne recule devant aucun obstacle, l'avenir de la civilisation russe semble se montrer comme un des plus grands événements apparus aux races humaines; et, quelle que puisse être sa configuration politique, cet avenir restera un bienfait pour l'humanité, comme une gloire véritable pour le peuple qui en aura été l'instrument. La date de ces réalisations est le secret des temps ; mais on peut

dire, dès aujourd'hui, que le nom de l'empereur Nicolas s'y rattachera glorieusement ; car si ses prédécesseurs ont constamment appelé et protégé la civilisation, lui, le premier, aura pu lui dire : Lève-toi et marche!

Je n'ai jamais eu l'honneur de voir, encore moins d'approcher l'empereur, et je ne vous donne ici mes idées que jugeant à distance des choses par les résultats, et des conséquences par les motifs. Il se peut que, ramenant tout à des questions de détails, d'actualité temporaire, on se forme une autre manière de voir. Il se peut qu'en Russie, même à cet égard, il y ait des esprits difficiles, restreints dans leur individualité, et semblables à cet homme qui ne jugeait les bienfaits de la mer que par le mal d'estomac qu'elle lui occasionnait. C'est surtout pour un souverain russe qu'il n'est pas facile de contenter tout le monde. Trop souvent les hommes veulent la chose sans les moyens, veulent être arrivés avant que d'être venus. S'ils ne touchent pas l'avenir du doigt, il ne vaut pas la peine

qu'on s'en occupe ; mais dans un ordre d'idées politiques, dans la considération de l'intérêt général, comme avenir de l'intérêt de tous, il en est autrement.

Revenant à l'empereur, si je devais vous parler de sa personne, de son caractère d'homme privé, je n'aurais à cet égard qu'à répéter l'opinion de tout le monde. Simple dans ses goûts, au-dessus des jouissances d'une vaine étiquette, et roi seulement quand il le faut, il est comme individu le meilleur mari, le meilleur père, et le plus honnête homme de son empire.

Digitized by Google

Digitized by Google

VIII.

FIN.

Je finirai comme j'ai commencé, en vous disant que j'ai émis ici l'opinion de quelqu'un trop fixé sur l'esprit et la grandeur de l'ensemble pour s'arrêter dans des considérations de détail, et convaincu que malgré ses inégalités relatives, la figure de la terre est ronde. Je le crois, il faut voir la Russie de

Digitized by Google

haut et ne pas la juger de loin. On évite ainsi à la fois de se rétrécir, de se heurter dans une actualité transitoire, et de se fourvoyer dans des exagérations de crainte et de haine. A une certaine élévation d'idées, on peut penser de même, car là se trouvent des motifs de sympathie générale. Les tendances et les mouvements de la Russie ont en dernier lieu la civilisation pour objet et pour résultat. Dans sa mission particulière les questions de principes sont à son égard un sensible anachronisme; c'est poser des règles d'existence pour qui n'existe pas. C'est en dehors de ces questions, c'est sur le terrain primitif de la vie sociale qu'il faut voir son impulsion et juger son avenir. Son ambition ne peut être de s'aventurer contre des idées et des principes qui, même abattus, jeteraient leur semence dans son sein. Elle est armée, elle fait face pour ne pas être atteinte, pour mettre son mouvement social à couvert et ne point intervertir ses destinées; et le plus chaud partisan de la liberté, de la liberté,

Digitized by Google

moyen de bien-être et résultat moral, par suite même des bienfaits qu'il croit voir complétés en elle, doit s'associer à la marche de la civilisation russe, cherchant à coordonner et à étendre ces bienfaits.

Plus que ses soldats, ce sont ces considérations qui, mûrement appréciées, ont donné à la politique russe une si grande part dans l'influence européenne. Il est des pays puissants, aussi prévoyants, aussi jaloux de leur indépendance, et plus exposés que la France, que l'ambition russe n'effraie point. Ils croient être convaincus que le fort de sa politique est ailleurs, que le poids de son avenir ne menace point la civilisation, et que ses mouvements vis-à-vis de l'Europe ne sauraient être que des incidents convenus. Le caractère personnel du souverain a donné une dernière sanction à ces convictions. Son plus grand argument diplomatique en effet est en lui; c'est lui-même, c'est la foi qu'il inspire.

Digitized by Google

DEUXIÈME ENTRETIEN.

INTRODUCTION.

Vous avez parlé de la Russie chez elle; vous l'avez montrée dans son travail intérieur de force et de civilisation; vous avez fait voir que là le mobile gouvernemental était ce qu'il devait être, que seul il pouvait faire ce qu'il faisait; qu'il avait aussi sa légitimité, sa rationalité, et que rien que lui, dans les circonstances de la Russie, résumait

Digitized by Google

bien la raison d'être de tout gouvernement, l'intérêt général.

Vous avez présenté ces immenses contrées sous un aspect sympathique d'ordre et de progrès incontestable; le pouvoir absolu faisant naître là les intérêts moraux et les intérêts matériels qui, ailleurs, provoquent ou appuient un principe opposé. Dans ce pays improvisé à la vie sociale par la volonté énergique de son gouvernement, où jusqu'à ces derniers temps la civilisation était toute d'importation, vous avez vu cette civilisation enfoncée dans le sol, faite Russe, ayant pris couleur locale, existant en elle-même, par elle-même. Si la Russie enfin n'est pas dans la plénitude de l'état civilisé, elle a atteint, elle a naturalisé, dites-vous, tous les éléments et toutes les conditions de son complet achèvement. Par l'effet même de ces résultats, vous avez signalé sa propension et ses tendances en Orient; dans cette voie vous avez vu ses intérêts véritables et ses instincts d'avenir, comme ses nécessités politiques. Au centre de ce gigantesque tableau, sous un point

de vue de haute appréciation et parlant comme l'histoire russe parlera, vous avez reconnu dans le souverain actuel de ce vaste empire l'*homme nécessaire*. Je le pense, au point de vue où vous vous êtes placé il serait difficile de vous contredire, on aurait les faits contre soi, et seulement une raison tardive pourrait s'attacher à la question des moyens. Mais enfin vous avez vu la Russie chez elle, je dois, moi, la voir chez les autres, vous l'avez montrée en Russie, dans son action propre, il me faut, en parlant de la France, la chercher en Europe dans son influence politique, dans la position qu'elle y a prise.

Ainsi je suis amené à parler des circonstances qui ont assis et formulé cette influence. Je dois revenir sur les traités de 1814 et 1815, et jeter un coup-d'œil sur l'Europe que ces traités ont faite.

Dans cet examen je dois naturellement tout rapporter aux intérêts généraux, aux intérêts vrais toujours et partout, toujours et partout motifs et fin de l'état social. Il est donc néces-

Digitized by Google

saire de s'entendre et de se fixer sur les tendances incontestables de la civilisation, c'est-à-dire sur le but final qu'elle cherche à atteindre du moment qu'il y aura dans le monde assez de raison pratique et d'intérêts sympathiques pour se formuler dans ce but.

Deux principes de nature opposée, et non pas d'esprit inconciliable, puisqu'ils tendent à la même fin, se partagent le monde; l'un avance l'avenir, l'autre retarde le présent; et le monde ici ressemble à l'aiguille d'une montre; on peut avancer ou retarder l'heure, mais la montre est faite pour que l'aiguille marche; et ainsi il est vrai que la société dans le calme et la règle est en état de réelle transition; il est également vrai que, pour nous, le moyen de cette transition ne peut sagement être qu'une combinaison qui rende des deux côtés l'excès impossible. Dans ce but on conçoit que le pouvoir, pour abriter le présent et maintenir l'ordre, use de ce qu'il a de force et d'avantages afin de neutraliser l'impatience qu'il ne peut régler;

nul doute aussi que le principe de gouvernement, ne doive sagement différer selon les lieux, le temps et les hommes, et que toute prétention d'exclusive identité à cet égard ne soit une violente absurdité. Mais, ceci fixé, il reste vrai que partout, l'objet cherché, le résultat doit être le même, que partout la fin de l'ordre social est le bien-être. Et ce bien-être qui serait, il est vrai, compromis par trop peu de répression, de force conservatrice, peut aussi venir à être ou empêché, ou absorbé par un système de protection exagérée. Il est indubitable que depuis 1815 une vive émotion de crainte anime et figure hostilement le pouvoir, et qu'un système d'intimidation militaire régit et constitue la société. Le passé de la France a été l'occasion ou si l'on veut le motif de cette assiette du pouvoir ; mais enfin il est hors de doute que les conséquences ont porté plus loin qu'on n'avait supposé, qu'on n'avait voulu, et que ce duellisme de position a fini par atteindre la civilisation et la mettre partout en état de suspicion vis-à-vis de l'ordre politique. Dans un moment dé-

Digitized by Google

cisif, pour un cas, un danger exceptionnel, les peuples peuvent tout sacrifier à leur indépendance, et jeter sans calcul hommes et biens dans la lutte; mais comme règle, comme mesure de vie, les plier, les enrégimenter dans un système militaire qui impose le sacrifice de ce qu'on a, ou la privation de ce qu'on pourrait avoir, il y a certainement là absence de réciprocité, violation de ces rapports qui doivent mettre en harmonie le pouvoir et la civilisation, et les faire profitablement servir l'un à l'autre. Et comme cet ennemi que l'on craint, cette France, contre laquelle on a organisé la société européenne, n'est pas non plus un pays sans civilisation, sans besoins semblables aux besoins ressentis ailleurs, qu'il tient aussi vivement à son bien-être, à ses intérêts matériels, n'y a-t-il pas lieu de se demander si la cause réelle du mal n'est pas dans une fausse appréciation, n'est pas dans les choses comme on les a faites plus que dans les hommes comme ils sont devenus; s'il ne faut pas enfin rapporter à un vice de juxtà-position cette attitude in-

quiète qui froisse et use la société? Et si ce vice de juxtà-position existe, si les traités de Vienne ont plutôt constitué des populations stratégiques que coordonné des sociétés politiques, si inspirés par la guerre, ils ont tout vu dans la guerre, tout apprécié par la force, s'ils ont mis l'état social dans un plan de campagne, ne serait-il pas vrai que ces traités ont voulu le présent aux dépens de l'avenir, ont voulu une chose toujours possible seulement par l'état de violence. Nous sommes portés à admettre ce calcul, nous sommes portés à croire qu'aux conférences de Vienne la raison humaine ne parlait pas aux hommes politiques comme elle parle dans le calme à l'universalité des hommes, ou que peut-être au prix de menaçantes éventualités, ils ont voulu, à leur profit viager, arracher un atome de temps à la force irréfragable qui pousse le monde.

Cette force pourtant est sentie par tous; qu'on l'appelle rénovation, subversion ou amélioration progressive, ce ne sont là que des qualifications de parti, au fond en elle-

même, dans son point de vérité, elle n'est contestée par personne. Dans son acception la plus étendue, la seule vraie, cette force c'est la civilisation, c'est-à-dire le plus grand intérêt sympathique de l'humanité; car elle n'est pas un lot individuel, un don isolé du hasard, elle ne grossit la part de chacun que de la richesse de tous; en haut comme en bas elle a le même effet, elle adoucit et embellit l'existence. Plus la position que le sort nous a faite dans le monde est élevée, plus aussi nous absorbons de ses bienfaits; et probablement il n'y a pas même de souverain qui, pour rajeunir la ferveur au pouvoir, voulût revenir pour lui-même au temps où la reine Élisabeth d'Angleterre déjeûnait avec une tranche de jambon et un verre de bierre, et portait des bas de laine comme une rare délicatesse. Nul, en un mot, en principe, ne dit arrière à la civilisation; tout le monde la veut, il n'y a divergence que sur le caractère de son action, l'emploi et le choix des moyens. Sans doute qu'elle doit être maintenue cauteleusement progressive, et à cet

Digitized by Google

égard, elle sollicite l'aide du pouvoir; mais aussi, son objet naturel étant le bien-être général, elle ne peut pas consentir que l'aide du pouvoir vienne à coûter le bien-être de tous. Elle sent que pour éviter le danger d'être, ou trop exposée, ou trop préservée, ce pouvoir doit s'appuyer, doit compter davantage sur la puissance morale qu'elle fait naître; que cette puissance, qui n'est que l'autre nom de l'intérêt commun, complète efficacement moins de force matérielle, et qu'en mettant cette force moindre dans la pureté de ses intentions, elle lui ravive de justes sympathies qui la grandissent. Les exagérations intempestives, les mauvaises passions, les idées de désordre n'ont pas d'ennemi plus vrai et plus direct que le bien-être acquis. Tous les jours, par le mouvement de la richesse et le progrès des lumières, l'intérêt de chacun se retrouve mieux dans l'intérêt de tous, et l'amour de soi se fait esprit de conservation; tous les jours la force morale se fait plus positivement la force active des sociétés. Les nouveautés ne peuvent séduire que ceux qui n'ont rien, et la civilisation aujour-

d'hui est assez forte en motifs de conservation, et assez riche en chiffres de bien-être pour se mettre en ligne de sa défense et rendre les émotions perturbatrices non réalisables. Sans doute la société la mieux réglée, la plus justement satisfaite, renfermera toujours une minorité non ramenable ; mais, tenue à se dépouiller, à se démasquer de toute généreuse sympathie, et forcée d'apparaître dans la hideuse nudité de ses calculs, cette minorité pour le mal sera comme si elle n'était pas; son mauvais principe restera comme fait, il aura cessé d'exister comme force.

Mais pour amener, pour fixer ce résultat, l'alliance du pouvoir et de la civilisation doit se montrer franche et sans arrière pensée ; il faut que l'une ne puisse pas suspecter l'autre, et que celui-ci ne soit pas même calomniable par celle-là ; il faut que ces deux forces se dégagent et s'appuient sans s'entre-nuire. Or, répétons-le, l'état social en Europe n'est pas assis dans ce rapport, ne présente pas ces conditions; la puissance militaire y joue un trop grand rôle, y fonctionne trop ; comme

principe de gouvernement elle blesse la raison, elle ruine la société comme sauvegarde. Au point où le monde est parvenu, il renferme en motifs de conservation, et de sages progrès, une assez puissante majorité pour qu'on puisse voir les conditions de l'ordre et de la paix dans la force morale des grands intérêts humanitaires. Aujourd'hui le vrai moyen d'éloigner la guerre, ce n'est pas l'appareil coûteux des moyens actifs de la faire, mais bien plus véritablement de changer en facilité d'existence, en aisance générale les sacrifices stériles que ces moyens actifs nécessitent ; c'est de transformer partout en travail productif, en développement de commerce et d'industrie, en diminution d'impôts, cette masse énorme de richesse employée pour enlever à l'œuvre de la civilisation une autre masse de force et d'intelligence sociale. La civilisation sera toujours, *in petto*, hostile au pouvoir, tant qu'elle ne sera pas comprise par lui, qu'il l'épuisera pour la défendre, et la regardera comme un capital à son usage,

Digitized by Google

qui, avant tout, donne en revenu des cavaliers et des fantassins. Le système de protection exagérée, elle le juge comme un déficit trop grand dans son bien-être, et, sans s'abuser sur la nature des dangers dont elle est menacée d'un autre côté, et tout en reconnaissant qu'il faut, selon l'occasion, être en état de sévir, elle est convaincue qu'il faut encore plus être toujours disposé à voir et à chercher en elle la force et la garantie véritable. La civilisation ne consentira jamais que, pour son bien, elle doive poursuivre son œuvre, entourée de soldats, à peu près comme un condamné aux travaux publics parfait sa tâche sous la surveillance de ses gardiens. Jamais elle ne pourra comprendre que, nouvelle Pénélope, il y ait vertu ou nécessité pour elle à défaire dans le camp le travail péniblement créé dans la cité.

Paris, si exceptionnel dans les causes de mal qu'il renferme, où toutes les passions ardentes résument leur ferment, où toutes les exagérations extrêmes soufflent le désordre,

où l'esprit de conservation se trouve naturellement dans une si flagrante minorité, Paris, depuis dix ans pourtant, déjoue tous les calculs, toutes les tentatives de la violence, et se montre plus fort dans l'ordre que le désespoir dans l'anarchie. Est-ce au système militaire qu'il a dû sa victorieuse et énergique répression? Sont-ce les soldats du pouvoir qui ont étouffé l'émeute à la porte du citoyen? non; c'est la garde nationale, c'est l'intérêt commun, devenu force; c'est la civilisation armée.

Revenons. Aujourd'hui, la paix et le bonheur du monde ne peuvent sortir que d'une sage pondération entre le pouvoir et la civilisation. Ces deux forces doivent se combiner dans une juste mesure d'aide, de protection et de confiance réciproque; la lésion de l'une affaiblit l'influence d'ensemble de toutes les deux, et l'ennemi commun, le principe de violence, seulement alors peut devenir menaçant. Le pouvoir politique doit préserver,

mais s'il préserve trop, le rapport est interverti ; il pèse sur la civilisation, il éveille ses doutes, et, d'alliée, elle se fait sourdement opposition. N'est-ce point là l'état des choses où les traités de Vienne ont fixé l'Europe ? N'ont-ils pas constitué une position fausse et possible, et viable seulement, par une exagération désastreuse de force matérielle ?

Il y a vingt-cinq ans, après les vicissitudes d'une lutte qui menaçait de devenir une conflagration au profit d'un seul, le pouvoir légal a eu mission de refaire l'Europe. Le passé l'éclairait, le présent était à lui, sa pensée était libre, sa volonté sans obstacle, sa prévoyance sans excuse, il a pu mettre dans cet acte toute sa sagesse. Jamais circonstances plus favorables ne se sont présentées à un principe pour se manifester dans toute sa supériorité, et asseoir la société dans de justes prévisions d'ordre et de bien-être à venir ; le temps même n'a pas manqué au *mûrissement* des conséquen-

ces : Examinons donc ce monde éclos de la force gouvernementale, maîtresse des hommes et victorieuse des événements.

Digitized by Google

Digitized by Google

DE L'ALLEMAGNE.

Les traités de Vienne n'ont pas fait un avenir à l'Allemagne. Les formes constitutionnelles accordées à de faibles états, n'ont été qu'une concession isolée, qu'un compte soldé une fois pour toutes avec les peuples. L'état représentatif n'a pas renfermé en lui-même le principe de son achèvement, le moyen d'aller plus avant, parce que ce n'a été ni la

Digitized by Google

volonté, ni la force nationale qui en ont fait une condition du pouvoir; en dehors de ces motifs, c'est la politique générale qui a fait de ce régime un calmant, un remède de circonstance; en concédant le mode, elle a neutralisé l'esprit; en garantissant la forme, elle a retenu la force.

Là, les institutions constitutionnelles n'ayant point eu en elles leur principe de vie et s'exerçant sous une influence diplomatique, doivent, tant que cet état de choses dure, rester un fait sans conséquence ultérieure, un progrès sans complétement. Pour que l'avenir pût se faire jour, pour qu'un mouvement progressif pût devenir la règle de l'existence, il faudrait admettre qu'une fois les petits états sauront et pourront prendre une manifestation propre, supérieure à toute influence, qu'ils sauront et pourront s'émanciper politiquement, se constituer victorieusement en moyens et en volonté. Même avec l'aide du temps, pour l'Allemagne que les traités ont faite, cette éventualité n'est pas réalisable.

Pour se mouvoir librement chez elle, il faut qu'elle attende que ceux qui ont fixé les conditions et les limites de son état représentatif, viennent à céder chez eux à des besoins et à des exigences de même nature; ne pouvant se faire plus forte que les autres, elle doit se faire aussi patiente qu'eux. Ici la question de temps ne serait plus la même vis-à-vis de ses deux protecteurs immédiats. L'Autriche sans aucune analogie et dans une direction opposée pèse sur l'Allemagne sans condition. La Prusse au contraire la règle et l'influence à de certaines réserves. De ce côté il n'y a pas dissidence absolue, il y a bien plutôt similitude dans la fin. Des trois puissances qui la déterminent, la Prusse est la seule qui reflète l'Allemagne constitutionnelle, qui la comprenne, qui une fois puisse ne pas craindre de la satisfaire.

Nous avons dit que dans l'état actuel de l'Allemagne l'essai du gouvernement représentatif est un fait sans chance propre d'achèvement; les Allemands à défaut de toute

Digitized by Google

autre combinaison en appellent à leur nationalité et veulent voir en elle le moyen qui surmontera les obstacles et viendra compléter leur existence constitutionnelle.

La nationalité allemande, considérée isolément comme émotion, comme sentiment individuel des populations, ne peut pas être pour elles cette cause de force victorieuse, ce motif supérieur en qui on espère; rien ne vient à son aide, ni la nature du pays, ni l'esprit et le caractère des habitants. Dans ses élans elle aurait contre elle le pouvoir constitué au dedans et l'influence extérieure qui appuie ce pouvoir. Vue ainsi, la nationalité allemande est une chose vague, abstraite, une façon d'exister sans portée politique qui facilite la vie à l'intérieur et répond à de justes satisfactions sociales, mais dont à une certaine hauteur et pour de grands résultats on ne peut rien attendre. Jamais la nationalité allemande, bavaroise, wurtembergeoise ou saxonne, ne s'élèvera dans le monde comme une chose à part et indépendante.

Digitized by Google

Admise dans un sens collectif, dans son acception générale, comme impulsion d'ensemble, dans des tendances de fusion et de centralisation, hypothèse du reste si éloignée des mœurs, de l'esprit et des habitudes politiques de ce pays, la nationalité allemande ne pourrait encore quelque chose pour elle qu'à l'aide d'un événement extérieur, que par l'appui d'une combinaison politique survenue au dehors, comme le déchirement de l'Autriche, ou l'assentiment actif de la Prusse, ou l'influence désintéressée de la France.

Ainsi partiellement comme en masse, l'Allemagne fixée dans une certaine mesure du gouvernement représentatif, n'a en elle seule, en elle-même, ni les chances, ni les moyens de se réaliser en mieux; elle ne se meut pas dans sa voie, le mouvement vient d'ailleurs; et là des intérêts contraires consacrent une volonté opposée. Ce qui peut la délivrer de cette contradiction ne se trouve pas dans son existence propre, elle est à

Digitized by Google

permanence dans un état de vouloir et de non pouvoir.

Les Français, qui jugent mal l'Allemagne parce qu'ils la jugent avec des idées françaises, ont voulu voir dans cette fausse position un motif de confiance et de sympathie pour leur politique, ils ont pensé qu'un appel à l'esprit de liberté leur assurerait des alliés naturels; et que l'Allemagne pliée se releverait par eux et pour eux; ce calcul est au moins hasardé. Les Français ont laissé dans ce pays des souvenirs de crainte qui longtemps encore recouvriront leurs paroles; les traces de l'Empire sont aussi vivaces pour les Allemands que les traités de Vienne sont ineffaçables pour nous. Il se peut qu'il ne fût pas suffisant de protester de nos bonnes intentions présentes, fondées en raison, prises dans nos intérêts, et qu'ils vinssent à se demander où est la garantie de ces bonnes intentions? Il se pourrait, qu'après beaucoup de sacrifices et de sang versé, ils craignissent en dernier lieu d'avoir changé des maî-

tres supportables contre des libérateurs inquiets. L'Allemand ne conçoit pas la liberté comme nous; sage, méthodique, il l'aime, il la veut comme moyen d'ordre et de bonheur tranquille, mais il répugnerait à se l'appliquer comme mesure de nivellement; il est satisfait de la liberté dans l'ordre politique, et ne voudrait pas en faire le levain de la vie domestique. S'il est abstrait, systématique, utopiste dans ses conceptions, il est sobre, réservé dans la pratique. Si l'esprit allemand se plaît dans la région des nuages, ces nuages ne laissent point tomber de fluide électrique sur la terre. L'Allemagne n'est pas le sol des idées positives ardentes, des intérêts matériels enflammés; ce n'est point la terre des émotions soudaines, des improvisations violentes, des tremblements de peuples, l'Allemand est trop laborieux dans son intellectualité pour être soudain dans ses actes, il pense trop pour agir beaucoup, sa volonté naît du raisonnement plus que de l'émotion, on pourrait dire de lui qu'il a les

Digitized by Google

bras dans la tête. Entièrement dissemblable du Français tout d'instinct et d'actualité, l'Allemand est tout de conséquence et de tradition.

Ce caractère commun à toutes les classes en Allemagne n'est pas seulement le fait de la nature et de l'organisation propre; l'influence politique y est sensible. L'Allemagne n'a pas souffert de l'arbitraire comme la France; là dans le pouvoir il y a toujours eu plus de moralité, de saine raison, de respect et de sympathie pour l'humanité; les idées religieuses ont mieux maintenu la conformité; la supériorité n'a pas engendré le mépris; la naissance, la prééminence de position ont partagé la population sans jeter d'un côté tous les droits et toute la force, et de l'autre toutes les charges et toutes les humiliations. Là la féodalité s'est lentement médiatisée à l'avantage des saines idées gouvernementales; elle ne s'est pas corrompue dans les cours pour tomber violemment au profit du despotisme; là, des causes locales, sage-

ment maintenues, sont venues en aide aux inspirations de la nature et de la raison. Les franchises des communes, la liberté des villes, le patronage des corporations, surtout le morcellement en petits états, la circonscription du rayon politique, rapprochaient toujours le souverain des sujets, le pouvoir des administrés; au peuple facilitait le moyen de se faire reconnaître, de se faire valoir, de maintenir la réciprocité; et au pouvoir faisait une nécessité de se raisonner et d'éviter l'excès pour ne pas rompre l'équilibre. L'Allemagne n'a eu ni un Louis XIV ni un Louis XV, elle n'a pas eu pour raison d'état les caprices d'une maîtresse royale; elle n'a pas eu à souffrir de la centralisation monarchique du pouvoir absolu qui a été pour la France une longue cause de désordre et de corruption, d'où sont sortis enfin, comme de la poitrine d'un honnête homme indigné, le besoin de la vengeance et les passions de la liberté! Le Français a fait explosion, l'Allemand n'a jamais eu les motifs d'une

résolution extrême, il n'a jamais été assez mal pour vouloir radicalement être bien.

En outre ce sentiment d'égalité, si vif, si exigeant en France, qui naît surtout de la susceptibilité des amours-propres, n'est pas senti de même en Allemagne. L'Allemand voit paisiblement l'égalité dans la faculté pratique d'arriver; il est plus flatté, comme individu, d'atteindre aux distinctions, au degré de l'exception, qu'il n'est blessé, comme homme, et comme citoyen, qu'il y ait des exceptions et des positions privilégiées. Si les idées rationnelles lui sont sympathiques comme bases de l'ordre social, les doctrines du droit extrême, la rigoureuse explication de leurs conséquences ne trouvent point de dispositions chez lui; il n'est pas novateur, il voit dans le progrès le moyen de poursuivre et non l'occasion de refaire. Les Français comptent trop sur le prosélytisme des principes. Le libéralisme rationnel en Allemagne est dans la région de l'intellectualité; le radicalisme pur n'y

deviendra pas la fièvre nationale. Il y a sympathie en Allemagne pour la civilisation française, comme moyen de bien-être, progrès d'existence civilisée, mais la politique française n'y a point de retentissement; ce pays veut tout de la France par la paix, il ne veut rien de la France par la guerre. Dans le cas d'une rupture violente, par souvenir, par crainte, par différence d'esprit et de caractère, les Allemands groupés sur leur nationalité collective se montreraient hostiles même aux protestations de la liberté. La présence des Français, spontanément, de conviction, n'amènerait aucun entraînement populaire; même pour être mieux, pour les détacher d'un état de choses qui ne les satisfait pas, il faudrait du canon. Sans doute comme force active, la nationalité allemande n'a ni l'intensité homogène, ni le nerf et l'unité d'esprit et de volonté de la nôtre; non! la nationalité allemande, dans son caractère de généralité, n'est qu'une seconde ligne; elle n'est point ce bond, cet élan dans lequel se ré-

sument tous les instincts, toutes les passions d'un peuple; mais comme résistance dans le cœur des institutions et des mœurs, et dans l'esprit des populations elle ne serait jamais l'écho de la nôtre, elle ne préférera jamais l'improvisation à la tradition, et le progrès tout à la fois à une marche mesurée.

La politique de la France n'est pas d'enflammer l'Allemagne, ce calcul même est un grief à ses yeux; de ce qu'elle n'est pas bien, qu'elle est gênée sous des gouvernements pliés eux-mêmes sous une direction extra-nationale, il ne faut pas en conclure qu'elle est prête à se jeter dans une direction opposée ; c'est ici le mariage de Sganarelle. Il est bon de ne pas afficher la prétention d'intervenir et de ne pas avoir l'air de la tenir au bout de notre propagande; il ne faut pas voir l'Allemagne en France, il faut la voir en Allemagne et l'entendre dans son intérêt allemand comme elle l'entend elle-même.

L'état vrai de l'esprit public au-delà du Rhin est celui-ci : Ce pays a des émotions pour la

liberté comme règle et moyen de développement, mais il craint la France et hait la Russie. Les gouvernements resserrés chez eux dans les nécessités constitutionnelles exploitent à leur profit propre cette haine et cette crainte. Le bien qu'ils ne font pas, c'est la Russie qui l'empêche; le mal dont ils effraient ce sont les Français qui le feront; la Russie empêche d'achever l'édifice, les Français jetteront tout par terre. Cette alternative est tout au désavantage de la France. On désire moins un bien possible qu'on ne redoute un mal prochain ; et comme l'influence de la Russie est une excuse, un bill d'indemnité pour le pouvoir, il ne fait rien de ce côté pour amortir la haine; tandis que la peur de la France étant une occasion, un moyen de réaction à sa convenance il fait tout pour la populariser. La presse est à ses ordres, et le monopole de la presse est une arme plus puissante peut-être encore que la liberté de la presse.

Fixons-nous dans une conclusion : l'Alle-

magne est incomplète et mal assise, le régime constitutionnel n'est en réalité dans ce pays qu'un mode politique de franchises municipales pour les peuples; la Confédération germanique n'est là que pour masquer la sujétion et nationaliser la dépendance. L'Allemagne peut pour les autres, elle ne peut rien pour elle; elle aspire à la vérité du gouvernement représentatif, mais cette vérité elle ne peut pas l'attendre de la politique qui la domine, de la politique de 1814; et du côté de la France elle craint, et ne veut pas la payer de sa nationalité. Si les traités de Vienne devaient rester la règle de l'avenir, le seul espoir de l'Allemagne demi-libre serait de se voir devancée par la Prusse dans les voies constitutionnelles; cette éventualité pourrait seule amener des combinaisons qui l'assurassent de ses voisins et la garantissent de ses protecteurs.

Digitized by Google

DE LA PRUSSE.

Les traités de Vienne ont agrandi la Prusse sans la localiser, la constituer géographiquement; l'augmentation de territoire a donné plus de soldats, plus de moyens militaires; mais la nationalité prussienne n'a été ni mieux fixée ni mieux caractérisée; on n'a rien fait pour augmenter son action propre,

Digitized by Google

pour asseoir et affermir cette nationalité dans son identité. La possession de la Prusse s'est élargie, mais le *moi* prussien n'a pas grandi; dans ce qu'on a fait pour ce pays on ne voit que la volonté de le rendre plus puissant, comme tête de coalition contre la France. Il est vrai que la Russie s'était engagée à l'arrondir, à lui donner une base d'action plus conforme à ses convenances. L'Autriche ne pouvait qu'y voir de graves inconvénients, ce devait être une raison pour la France d'appuyer la parole donnée par la Russie, malheureusement la France crut faire acte de résurrection, elle crut manifester son influence en insistant pour que la Russie revînt sur un engagement dicté à sa politique par sa reconnaissance. L'insistance de la France fut l'occasion de payer la Prusse avec les provinces du Rhin. Pour l'Autriche surtout, il y avait une double raison de les lui donner; cette adjonction ne convenait ni à la Prusse son alliée, ni à la France son ennemie. Si, au

Digitized by Google

lieu de cet allongement malencontreux, la Prusse, comme le voulait l'intérêt de l'Europe, le sien et celui de la France, eût reçu la Saxe, se fût grandie en nationalité, et en intérêts allemands, il serait possible que déjà aujourd'hui le monde fût autrement, fût dans cette assiette nationale librement progressive où il veut entrer.

La Prusse, forcée dans la position qu'on lui avait faite, étendue de Mémel à Saarbruck, amalgamée de besoins, d'intérêts et d'esprits divers, eut besoin d'un immense travail d'administration pour s'homologuer, se coordonner et obtenir le même effet, de choses et de conditions si différentes; au nord, ses intérêts matériels restaient sous le coup de la Russie; à l'ouest, ses populations étaient en face des souvenirs et des sentiments de la France; sa politique devait être la conséquence de sa position, se faire considérer au nord, se faire craindre à l'occident. Pour se faire craindre il fallait rester incessamment forte; la puissance militaire devenait la pre-

mière nécessité ; à défaut d'une base forte, d'une assiette défensive rassurante, il fallait que la Prusse fût toujours debout. Le système militaire restait la plus impérieuse obligation nationale, il fut plus personnel, plus radical que celui de la plus petite république. Tout Prussien naît soldat, c'est dans le camp qu'il acquiert en quelque sorte le droit de cité ; les gardes nationales en France sont des citoyens armés, les sandwhers en Prusse sont des citoyens soldats ; l'armée est devenue une véritable école d'enseignement mutuel, de patriotisme et de nationalité. Cette armée ne peut pas avoir un esprit militaire différent de son esprit civil ; entre un bourgeois et un soldat il n'y a que l'uniforme de moins.

La Prusse forcée de suppléer aux avantages physiques qu'elle n'a pas, à ce que la nature n'a pas fait pour elle, et à ce que les hommes ont fait contre elle, a trouvé dans les vices de sa constitution la nécessité de voir et de juger de même l'intérêt général, de le voir dans le patriotisme abritant la nationalité ; son ser-

Digitized by Google

vice militaire sans restrictions, sans exceptions, étendu à tous comme l'impôt, et appuyé d'un mode d'enseignement public, qui, même dans les basses classes, ne laisse à aucun égoïsme l'excuse de l'ignorance et fait subir à chacun l'obligation d'assez d'instruction pour le guider d'après la raison et rester un reflet et un élément de l'esprit public, ce système militaire ainsi conçu, redressant et asseyant le citoyen, a jeté dans les populations une vivacité d'expression et une identité d'émotions remarquable. La Prusse est réellement le peuple faisceau, là tous c'est chacun ; sur le Niémen et sur le Rhin, le Prussien sent de même et vibre de même.

Ce peuple, tout entier à la création de sa force comme garantie et mesure de sa considération, n'a eu ni le motif ni l'occasion de retourner son énergie sur les questions de forme gouvernementale à l'intérieur. Peut-être en masse le plus éclairé, le mieux préparé pour céder à un désir d'innovations, il a eu le bon esprit de juger les nécessités

de son gouvernement, et de le laisser faire; il a accepté d'être en sociabilité, en politique intérieure, un fait à part, une heureuse anomalie du régime représentatif dans sa rigueur écrite ; il a consenti que les franchises provinciales fissent chez lui mieux peut-être que la liberté abstraite de tous ; que la centralisation fût plus utile dans le pouvoir que dans le pays ; et que le progrès en toute chose eût lieu par la raison sans la parole ; il a jugé que dans ses circonstances propres cette unité d'action et cette spontanéité de mouvement, qui sont sa première garantie, ne pouvaient, dans les conditions de toute leur efficacité, sortir des formes constitutionnelles pures. Sur toutes ces questions, la Prusse a pu penser de même parce qu'elle avait un gouvernement qui se donnait l'autorité des faits, qui amenait les résultats pour fixer l'assentiment sur les moyens ; aussi peut-on dire que la Prusse n'a qu'une opinion politique conservatrice et progressive, parce que dans la mission qu'il poursuit, le pouvoir s'est

patriotiquement mis dans l'obligation d'administrer plus que de régner.

La Prusse est un exemple pour les peuples, que le génie ne vaut pas le bon sens. Frédéric a jeté la gloire prussienne dans le monde, mais c'est à la probité active d'un souverain honnête homme, et citoyen autant que roi, qu'elle doit ce qu'elle est devenue.

Mais quel que soit le mérite de ses efforts et la place qu'elle s'est faite dans le monde, la Prusse, dans sa politique propre, dans son intérêt prussien, ne peut se relever de la fausse position où les traités de Vienne l'ont pliée; il lui manque un centre de gravité, une base d'action, un rempart de frontières. Touchant à tout le monde, et relativement inférieure sur chaque point, elle n'a pas de valeur intrinsèque suffisante, elle ne peut suivre une ligne de conduite à elle, il lui faut subir une alliance; la neutralité pourrait avoir pour elle les dangers d'une guerre malheureuse, elle resterait sous le coup du plus fort. Ce pays comme nation, comme corps politique,

Digitized by Google

n'a pas la plénitude de son libre arbitre, il ne peut ni s'isoler, ni choisir sa direction, il est fixé dans une attitude hostile à la France ; il n'y a pas de dangers ailleurs pour lui, à condition qu'il verra là tous les dangers ; ainsi la Prusse, par l'intérêt perfide qu'on lui a donné au-delà du Rhin, et par la nécessité qui s'en est suivie de voir tous ses intérêts dans celui-là reste en tête de l'Allemagne, alors même qu'il se pourrait qu'elle fût en seconde ligne dans la volonté. La Prusse en politique a droit de remontrance, mais une fois le parti pris elle n'a plus de volonté d'action. La vie nationale de ce pays se résume en souci de ce que l'on veut ailleurs, et en anxiété de ce que voudra la France ; là même en temps de calme, aujourd'hui est toujours la veille du combat ; toujours debout, toujours prête à s'improviser en exagération de force, la civilisation éprouve là, à permanence, toutes les émotions de la vie de camp. Les lois, les mœurs, le patriotisme ont tendu, ont admirablement réussi à faire autant que

possible un état naturel de cet état de choses; la Prusse a tiré le meilleur parti de sa position, mais il est impossible qu'elle ne suppose pas, qu'elle n'espère pas une position meilleure; mais en raison, en principe, vis-à-vis de ces conditions de stabilité et de sécurité, qui seules peuvent asseoir définitivement une société, on sent qu'il y a là trop de tension, trop de suspicion, et qu'au sein de l'Europe, une nationalité sur la pointe des baïonnettes a plutôt l'air d'un accident que d'un fait; on sent que la Prusse avec ses insuffisances territoriales d'une part, et sa vivacité d'expression de l'autre, est moins un corps de nation, que le système nerveux d'un peuple.

Il est dans la nature ordonnée des choses que cette situation tende à se compléter, que cette vitalité cherche à s'asseoir et à se donner caractère dans une économie de sol plus à sa convenance : dans tous les temps, dans tous les systèmes, l'intérêt, la bonne politique de la France est d'aider, de fortifier les instincts et les tendances occultes de la Prusse pour

les opposer à son impulsion obligée, est de voir la Prusse en Allemagne plus que sur le Rhin, de l'amortir autant qu'il se peut dans ses craintes du moment, pour la fixer dans ses intérêts de toujours. La Prusse ne demanderait pas mieux que d'être convaincue que dans l'équilibre général, elle ne peut avoir moins, elle doit avoir mieux; que dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie commune, elle doit être complétée, plus rationnellement assise, avoir plus d'action à elle, devenir envers et contre tous un plus grand moyen, une plus grande garantie du maintien de l'ordre et de la paix en Europe. La Prusse, on peut le croire, soupçonne cet avenir; elle a le sentiment de sa supériorité, elle sent qu'il y a quelque chose de militant dans sa civilisation; qu'elle est destinée à réagir sur l'Allemagne, à mieux résumer la nationalité de cette vaste contrée, à la dégager de toute condition étrangère pour la présenter ce qu'elle doit être une fois, un pays vivant de lui-même et ayant dans sa force une garantie à l'agression des autres. C'est dans

ces prévisions que la Prusse a déjà fait en Allemagne l'essai de son initiative dans la réunion des Douanes. L'objet de cette mesure est d'administration, mais sa portée est politique; par elle la Prusse probablement deviendra la grande puissance industrielle de l'Allemagne, comme elle en est déjà la grande puissance militaire.

Résumons-nous : les traités de Vienne n'ont rien fait pour personnifier, pour constituer politiquement et définitivement la Prusse; ils lui ont donné plus de moyens, à peu près comme on met plus de soldats dans un corps de garde, et ils l'ont faite plus puissante, pour qu'elle eût plus à craindre. Aujourd'hui la Prusse, aux extrémités opposées de l'Europe, touche aux deux grandes puissances de ce continent; elle touche à deux civilisations diamétralement contraires : sur l'un et sur l'autre contact il y a des dangers pour elle; mais ces dangers ne sont pas de même nature et leurs conséquences immédiates sont surtout très différentes. La France ne menace

la Prusse que sur un point auquel la nationalité de cette dernière n'est pas nécessairement attachée; sur ce point elle peut crier à l'aide, elle a des amis et des voisins tout prêts. Il n'en est pas ainsi vis-à-vis de la Russie; là elle est débordée, elle est seule, elle est toute à la merci, toute dans l'évènement. Dans les circonstances présentes, il faut en convenir, les motifs de confiance et de sécurité sont personnellement à l'avantage de la Russie, et la Prusse dans cette direction semble mettre d'accord ses convenances et sa politique; mais en principe, hors de l'actualité du temps, cette politique, sous le coup d'une double préoccupation, est obligatoirement resserrée dans le choix du moindre mal. En principe, la Prusse, à défaut de volonté propre, manque de valeur absolue, absence de liberté d'action; voilà l'irréfragable grief des traités de Vienne à son égard; on l'a fixée dans ces traités par nécessité d'intérêt. Elle n'y est pas par conviction de bien-être.

DE L'AUTRICHE.

Nous voici dans le cœur des traités de Vienne; c'est pour l'Autriche qu'ils existent; c'est ici, seulement ici qu'ils se traduisent en vérités d'intérêt, en intérêts d'existence et de force.

L'Autriche avait le plus souffert de la République et de l'Empire, elle avait été dépossé-

Digitized by Google

dée, repoussée sur ses frontières de l'est, rejetée en quelque sorte en dehors du centre politique de l'Europe; elle était alors le petit cercle d'Autriche, plus les avances de la Hongrie et de la Bohême. Par les traités de Vienne elle devait se redonner son passé, reprendre sa place et son influence : on peut dire qu'elle y est parvenue avec un bonheur et un succès tels, que les traités de Vienne semblent en effet n'avoir été que ses inspirations propres, n'avoir eu lieu que par elle et pour elle.

Ce n'était pas assez pour l'Autriche de redevenir ce qu'elle avait été, elle voulait être mieux; elle voulait se coordonner, se faire contiguë, homogène, autant que possible; ce n'était pas assez encore; pour avoir la garantie de ce résultat, il fallait que dans l'état de coalition et de solidarité permanent qu'établissait le nouveau droit politique de l'Europe, tous les contractants, tous les intermédiaires entre elle et la France eussent un intérêt plus vif, plus prochain à l'appel, à l'action de cette

solidarité; que par là elle exerçât sur eux une influence nécessaire, et que sa volonté avant ses soldats atteignît la frontière française. Cette combinaison elle l'a obtenue; depuis Saarbruck jusqu'à la rive du Var, la Prusse d'outre-Rhin, le duché de Deux-Ponts, la Bavière occidentale, la Valteline et le Piémont sont devenus ses avant-postes politiques. Partout, vis-à-vis de la France, elle a mis l'intérêt des autres en première ligne pour défendre le sien.

Il ne lui convenait pas d'avoir pour elle-même des possessions sur le Rhin; il lui convenait encore moins que la Prusse se fît plus forte, plus germanique que la Saxe; il était à sa convenance au contraire de l'éloigner de l'Allemagne, de la mettre en face de la France: elle a réussi. Elle a réussi à l'affaiblir comme rivale et à la grandir comme alliée, à l'amener enfin, quoi qu'elle en ait, à se faire nécessairement autrichienne d'action.

Elle a assis la Bavière dans le même calcul. En reprenant pour elle Saltzbourg et le Tyrol,

il entrait dans sa politique de la compromettre ailleurs par la compensation du duché de Deux-Ponts. La Bavière sous le coup de la France reste à la merci de l'Autriche.

La Valteline lui était nécessaire pour établir son action immédiate sur la Suisse, elle se l'est incorporée. Du lac de Constance au lac Majeur, elle touche et pèse sur l'Helvétie, et là elle est en mesure d'exploiter ou de lui faire marchander sa nationalité.

Il fallait enfin couvrir ses possessions italiennes. Elle a refait le royaume de Piémont pour elle : de la Spezzia au Var, et de là au lac de Genève, elle en a fait son factionnaire et son contrefort. En Italie il n'y a ni intérêt ni volonté italienne, tout y est effet ou réaction de l'Autriche.

Cette stratégie politique bien assise, devenue règle au dehors par les traités de Vienne, l'Autriche a merveilleusement opéré chez elle pour se développer, se grandir dans cet ordre de choses, et l'asseoir et le fixer en garanties. Avec une sagesse, un esprit de suite

et un heureux choix de moyens, qu'il faut reconnaître, elle a obvié à toutes les difficultés de position et de constitution intérieure. Ne pouvant fonder, *unitiser*, identifier, elle a lié, uni, fait correspondre, et autant que possible donné caractère semblable à des choses diverses et contradictoires. Le gouvernement autrichien est un gouvernement de réalités; les idées ne le préoccupent pas, il se matérialise dans les œuvres; il n'argumente pas, il fait. Dans ce pays, la parole n'a pas même été laissée à l'homme pour approuver, parce que l'approbation fait supposer le doute. Si l'esprit de ce gouvernement n'est pas, ne peut pas être rationnel, comme on l'entend, par contre il est légal, conséquent, résolu, et dans son activité silencieuse il s'exerce dans de sages tempéraments qui amènent sans bruit et sans lutte le bien-être positif. Le peuple de l'Autriche est le plus paisible et le plus attaché de l'Europe parce qu'il en est le mieux nourri: l'Autriche satisfait le ventre si elle pèse sur le front. Il y a 70 ans, sous le régime de la

monarchie pure, ce gouvernement eût été un gouvernement modèle. Là, la cour, le pouvoir n'ont pas des passions ou des intérêts à eux en opposition aux intérêts publics : les intérêts publics sont la vie et la conscience gouvernementale; et en arrière encore du conflit et des exigences des opinions, le gouvernement poursuit utilement sa tâche appuyé sur l'exemple et guidé par la raison commune.

Dans ces conditions, l'Autriche depuis 1815 a tout fait avec succès pour se grandir en moyens chez elle, et en influence chez les autres; aujourd'hui civilement, politiquement, militairement, elle est mieux combinée, plus fortement constituée qu'elle ne l'a jamais été. A l'égard des créations du génie il est juste d'admirer ici l'œuvre du bon sens, de l'ordre, de la raison pratique ; il est juste dans les difficultés et les contradictions où il était placé, au sein de populations si variées et si diverses d'esprit, de mœurs, d'origine, de caractère et de civilisation, d'admirer un ordre de choses politique

dont la puissance est partout et la nationalité nulle part.

Mais le bien que l'Autriche s'est fait, la position qu'elle s'est donnée, sont-ils sympathiques aux intérêts généraux? Est-elle devenue ce qu'elle est, à la convenance commune? Dans la volonté vraie des traités, dans la pensée d'une égale solidarité de risques et d'avantages? Certes lorsque du Var au lac de Constance, et du lac de Constance aux bouches du Danube, on voit une puissance contiguë, agglomérée, appuyée de voisins qui la reflètent et constitués de façon à devoir prendre l'initiative de sa défense, il est presque oiseux de se demander si l'Autriche a été refaite pour l'Allemagne, ou si ce n'est pas l'Europe qui a été reconstruite pour l'Autriche? Sa configuration actuelle semble moins être l'effet de transactions libres où elle n'était que partie égale, que la manifestation d'une volonté sans contradiction à l'issue d'une lutte victorieuse. L'intérêt allemand et l'intérêt prussien au fond ont-ils voulu, ont-ils cherché ce résul-

tat? ont-ils consenti de ne se préserver de la France qu'au profit de l'Autriche, pour la mettre hors de contact, en seconde ligne, et se faire ses bastions politiques? Il est clair que l'esprit des traités de Vienne a été plus loin que la lettre de ces traités. Pour l'Allemagne, ils étaient une mesure préventive, ils sont devenus une assurance de vie et d'intégrité pour l'Autriche. L'Allemagne, en 1815, n'a vu que le présent, que la limite du Rhin à interdire; l'Autriche y a vu l'avenir et tout son tracé occidental à maintenir : elle seule a su exploiter la peur de la France en intérêts autrichiens de tous les temps; elle a laissé les autres se placer dans cette peur contrairement aux conditions d'une existence calme et régulière; elle s'y est assise comme dans sa combinaison la plus naturelle de force et de sécurité permanente; et aujourd'hui forte, refaite, faisant corps, ayant masse, couverte, abritée, en dehors de l'agression immédiate, et devenue le

cœur de toutes les extrémités, et le muscle de tous les bras, elle peut justement dire : *Les traités de Vienne, c'est moi.*

En effet, en considérant ces traités de la part de l'Allemagne comme un besoin impérieux du moment, comme le seul moyen de parer à un mal dont elle avait souffert longtemps et dont il fallait empêcher le retour à tout prix, il est sûr pourtant qu'en isolant la France, qu'en se constituant hostilement sur ses frontières, et lui faisant rencontrer partout la pointe d'un glaive, on n'a pas par là établi la paix, la véritable paix, celle qui satisfait également aux justes exigences de tous, mais seulement un état de vive appréhension réciproque, qui du repos fait l'attitude de l'attente. Pour la France une existence reléguée ressemblait trop à une sentence, c'était lui faire une obligation de se roidir, de produire de la force en opposition d'une force contraire ; pour tous enfin, c'était plutôt la guerre suspendue que la paix assise. Eh bien ! il est vrai de dire que

ce fâcheux état de choses, recherché par les uns, seulement comme moindre mal, comme nécessité, est pour l'Autriche la manière d'être le plus à sa convenance. On peut certainement supposer qu'une fois il n'y ait plus lieu à tout sacrifier à la crainte de la France, que l'intérêt français et l'intérêt allemand mieux compris, mieux conseillés n'aient plus à se suspecter, à se faire violemment face, et que les traités de Vienne enfin puissent cesser d'être régulatoires sans danger pour personne. Il n'en peut jamais être ainsi de l'intérêt autrichien; du moment que l'Autriche est seule, qu'elle n'est plus abritée dans un système exclusif, ses intérêts sont exposés en Italie; en Allemagne son influence rencontre de la résistance, et chez elle son existence peut se compromettre. Pour parer aux difficultés et aux contradictions de sa vie propre, il lui faut une politique de coalition, une solidarité de motifs généraux qui la montrent sous un aspect sympathique et la résument dans une

direction pour la couvrir partout. En dehors de la combinaison de 1815 qui l'assimile et la dépersonnifie, elle redevient et se présente ce qu'elle est véritablement, une anomalie sans redressement, une contradiction sans espoir, un corps sans harmonie naturelle, une agglomération de choses diverses, opposées. On voit en elle des populations non fondues, simplement attachées les unes aux autres, différentes d'esprit, de langage et de volonté; des nationalités ennemies se grandissant chez elles en dehors du centre commun et n'ayant d'avenir que par la séparation. Aucun intérêt général, aucun motif sympathique ne vient se rattacher à l'Autriche isolée. En politique le jugement de tout le monde pèse sur elle; tout le monde sent que ce n'est pas un tout conciliable, que c'est une chose que les évènements sont destinés à refaire (*a*).

(*a*) Bien qu'il entre dans les intentions de l'auteur d'éviter les noms propres, il lui est impossible de séparer ici M. de Metternich de l'Autriche. Les

L'Autriche le sent elle-même et elle lutte admirablement contre les éventualités qu'elle couve. Par les traités de Vienne elle les éloigne; par eux elle trouve dans les appréhensions d'un intérêt commun les véritables réalités de son intérêt. Elle exploite avec succès le passé de la France et l'antagonisme accidentel de la Russie vis-à-vis de la France. Elle laisse à celle-là le premier rôle dans la politique d'influence pour tenir le premier rang dans la politique d'intérêt. Elle fait bien enfin une mauvaise chose, et si le but ne peut s'associer, la sympathie de personnes, l'esprit et la conduite des moyens, obligent même l'assentiment de ses ennemis.

talents de cet homme d'état ont plus conquis à son pays que vingt batailles ne lui avaient fait perdre. C'était peu de refaire l'Autriche, de la redresser sur ses membres abattus; il l'a raffermie sur sa base, retrempée dans ses proportions. M. de Metternich a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire; il a rendu l'Autriche plus compacte, plus homogène, plus vraie et plus puissante qu'elle n'avait jamais été. Il n'avait pas mission de la faire éternelle.

Seulement un système de politique générale qui profite exclusivement, qui profite trop à la puissance la plus anormale, la plus irrémédiable, la plus embarrassée d'une position fausse, la plus menacée d'éventualités propres, est par là même jugée dans ses effets et dans ses tendances générales ; et du moment que ce système n'a plus l'excuse du motif qui l'a créé, il reste aux yeux de tous un contre-sens de l'intérêt commun.

Digitized by Google

DE L'ANGLETERRE.

Dans les relations de la France et de l'Angleterre, le moment de la déception venu, la France s'est toujours donné la consolation de crier : A la mauvaise foi! Il y a bien longtemps que cela dure. Une première fois on conçoit le reproche, mais dès la seconde il accuse celui qui se plaint. Si tu me trompes

Digitized by Google

une première fois, disent les Orientaux, tant pis pour toi, mais si tu me trompes une seconde, tant pis pour moi. Mais d'où vient que dans les mouvements relatifs de ces deux puissances, l'une joue constamment l'autre aussi forte, aussi éclairée et avertie par l'épreuve faite? Ne serait-ce pas que l'intérêt anglais est un, identique, impossible à ne pas saisir, qu'il veut toujours, toujours de même, qu'il couvre, qu'il domine tout, et reste la règle invariable, la nécessité première; et que l'intérêt français moins distinct, moins exclusif, moins saillant d'unité, confondu dans les intérêts de circonstance, plutôt un fait du jour qu'une chose de toujours, vu et cherché diversement, n'est pas ainsi dans un état de véritable parité, et reste secondaire dans l'action. L'intérêt anglais pousse de même le gouvernement anglais, quel que soit l'esprit de ce gouvernement. En France, par contre, le gouvernement prétend faire l'intérêt français; de là résulte que d'un côté il y a suite, persévérance, sys-

tème dans la même voie, qu'un changement dans les hommes n'en amène pas dans les choses, et que de l'autre l'accident de la forme atteint l'esprit, et que pour que l'intérêt français transige, il suffit que le gouvernement se modifie.

Ne sachant pas en France neutraliser, pondérer cette vitalité de l'intérêt anglais, voulant à tout prix pour lui, on a cherché à le décrier en morale. Il faut le dire, il y a dans ce reproche quelque chose qui ressemble à du dépit. Les traités sont des moyens de se pénétrer, de se mieux juger; en politique il est question de résister, de savoir vouloir, de contenir les autres et non de les rendre meilleurs. En politique on se trompe, on n'est pas trompé. Si l'intérêt anglais est capable de tout, il ne faut rester en arrière sur rien; et lorsqu'on dit que sa politique a manqué de bonne foi, on dit dans le fait qu'on a manqué soi-même de prévoyance et de résolution.

Dans la question d'Orient, par exemple,

il était clair que l'intérêt anglais voulait autre chose que l'intérêt français; qu'en outre l'intérêt anglais était l'Angleterre à un esprit, à une volonté, et que l'intérêt français était seulement le gouvernement de la France voulant telle combinaison de telle manière. Il était clair qu'en dernier lieu un intérêt devait repousser l'autre, et que s'obstiner à les appareiller pour en rester le conducteur, c'était mettre trop de confiance dans un traité et dans son savoir-faire.

L'erreur constante du cabinet français a été de trop croire à son influence, à sa nécessité. Il s'est cru assez fort et assez adroit, comme on dit vulgairement, pour ménager la chèvre et le chou; il s'est posé en principe ce qui au plus pouvait être en question, son arbitrage, l'impossibilité de se passer de lui, de rien faire sans lui; et il n'a su voir de réalités que dans cette imagination. Plus dans le vrai des choses il eût cédé à l'alternative de se faire ou tout Turc ou tout Égyptien; tout Égyptien en consentant l'influence

russe à Constantinople, comme compensation de la sienne en Égypte : c'était le rapprochement avec la Russie. Tout Turc, en satisfaisant l'Angleterre vis-à-vis du Pacha pour reprendre position à Constantinople ; c'était l'alliance anglaise. Mais la diplomatie française, redisons-le, se croyait assez habile avec des moyens faibles et une volonté sans résolution, pour vouloir contrairement vis-à-vis de gens plus déterminés qu'elle. Le ministère du 1er mars, qui avait redoré l'alliance de sympathies morales, d'identité de principes et d'intérêts de civilisation, toutes choses fort respectées des Anglais individuellement, mais peu connues dans les comptoirs de l'Angleterre, s'obstinait à voir dans l'alliance un talisman à l'abri du sacrilège, et semblait dire du cabinet britannique : Il n'oserait. Il a osé pourtant, et alors on a dit que c'était une tromperie. Tromperie ! Cela peut être un juste reproche contre l'Angleterre, mais est-ce une excuse suffisante pour la France ?

Non pas que nous voulions ici incriminer le ministère du 1er mars. Il a trouvé la position faite, la politique française engagée, et il est question du vice des choses et non des torts des personnes. Le système était mauvais en principe, et s'il a eu sa catastrophe, s'il a éclaté dans les mains du 1er mars, nous ne voyons là qu'une coïncidence malheureuse pour lui, et à nos yeux la responsabilité est toute dans l'esprit de la diplomatie française, voyant l'intérêt français dans une combinaison qu'elle n'était pas en état d'amener, et pour laquelle elle ne voulait pas même exposer sa force.

Lorsque plus tard on a demandé au gouvernement français, pourquoi la scission accomplie, il n'avait pas envoyé la flotte couvrir les côtes de la Syrie et de l'Égypte? Il a répondu qu'il avait appréhendé une collision qui pouvait amener la guerre. Mais avant de se décider, de prendre parti, les Anglais aussi avaient admis les mêmes craintes, la même possibilité de cette collision

et de ses conséquences; ils avaient admis aussi que la guerre pouvait en résulter; ils ont agi pourtant, ils ont pris l'initiative de la violence, ils ont agi en se disant qu'ils allaient à la guerre peut-être, et les Français n'ont pas même osé prendre position, dans la crainte de troubler la paix! (*a*)

Cette différence caractéristique tranche la question, et met à nu le caractère des deux politiques, c'est-à-dire des deux intérêts; l'intérêt anglais savait ce qu'il voulait, il était prêt dans ce qu'il pouvait et résolu dans ce qu'il cherchait; et l'intérêt français ne savait pas même ce qu'il devait vouloir, car il ne voulait rien à tout prix et il doutait de ce qu'il pouvait.

Sans doute l'intérêt anglais est une chose peu sympathique, il va seul dans le monde, il est exceptionnel, il ne peut voir dans les traités que des moyens à sa convenance, non des obstacles à sa nature. Par là même il ne faut les considérer soi-même à son égard que

(*a*) Voir à la fin de l'ouvrage la note n° 1.

comme une facilité de le surveiller et de donner caractère à sa défiance. L'Angleterre est une anomalie assise, constituée en dehors des habitudes et des réciprocités communes, contrairement à toute proportion, à tout rapport avec l'harmonie générale. Son principe de vie se nourrit du fait de sa supériorité ; si elle était égale, elle serait moindre ; si elle était contenue dans des traités qui l'assimilent, elle descendrait. Son état naturel est anormal, or l'exception ne peut se maintenir par la règle, et puisque le droit rend égaux, le respect du droit serait une contradiction à la conscience publique de l'Angleterre. Là le patriotisme ne peut être que l'égoïsme national, que l'intérêt anglais débarrassé des scrupules de l'homme.

Dans un pays dont la puissance et la richesse sont le développement régulier de ce que la nature l'a fait, l'intérêt suit l'existence et la règle sans la violenter, mais lorsque, comme en Angleterre, la volonté de l'homme a fait effort sur la nature des choses ; qu'elle

Digitized by Google

s'est créé et s'est donné pour motif un intérêt qui est tout, fait tout, résume tout ; qui est le sol, la patrie, la fortune et l'influence ; c'est alors l'intérêt qui fait l'existence et lui impose ses conditions. On déclame contre la politique de l'Angleterre, comme si cette politique était une chose de choix. Elle est une nécessité et reconnue telle dans le maniement des affaires, il n'est plus permis de s'en scandaliser. Cela est si vrai que cette existence anglaise qui nous blesse, qui veut trop pour être réglée, qui peut trop pour être contenue, si nous étions nés Anglais, nous nous associerions d'esprit et de cœur à toutes les exigences qu'elle nécessite, et que nous réprouvons aujourd'hui ; la prospérité et le salut de l'Angleterre nous parleraient comme ils parlent aux Anglais ; nos plus vives émotions et nos premiers devoirs, nous les verrions à maintenir un état de choses qui a grandi les destinées de ce pays aux proportions extrêmes du globe, un état de choses tel que désormais il ne faut pas

moins qu'un cataclysme planétaire pour effacer de ce monde la gloire du peuple qui l'a fondé. Tout ceci veut dire que vis-à-vis de l'Angleterre, amis ou ennemis, il n'y a jamais de vérité politique que la résistance.

La politique anglaise étant toujours l'application inévitable de l'intérêt anglais, cherchons sa place et ses motifs dans les traités de Vienne. Nulle part l'empire n'avait éveillé de plus vifs ressentiments qu'en Angleterre; et si ces ressentiments ont dû pourtant accepter la France, même après sa chute, l'intérêt anglais voulait au moins s'asseoir, dans la certitude de sa nullité et de se donner à permanence la garantie de son impuissance : elle s'associa donc activement aux traités de Vienne. Tant que la France dans le fait les subira, qu'elle sera mesurée et formulée par eux, la politique anglaise rassurée, n'ayant pas à craindre une position hostile, cherchera les avantages d'un rapprochement et sera toute prête à invoquer les principes et les sympathies d'une civilisation parallèle.

Digitized by Google

Dans ce sens la Révolution de 1830 a été une occasion qu'elle a habilement saisie : cette révolution, sans changer l'esprit des traités de Vienne, n'ayant apporté de modification (et sur un point isolé) qu'à leur tracé politique, l'Angleterre pour qui la France restait après ce qu'elle était avant, jugea opportun de s'en rapprocher, car si depuis 1815 personne n'a changé de place, il est une puissance, par rapport à l'Angleterre surtout, qui a changé de système et de direction. La Russie s'est donné chez elle tous les avantages du commerce et de la production industrielle. A l'ouest elle a repoussé l'intérêt anglais, elle l'a rencontré en Orient. Cet état de choses préoccupe vivement l'Angleterre, elle a senti qu'il lui fallait l'appui comminatoire de la France, elle se l'est donné. Cet appui est venu à la gêner accidentellement dans ses desseins sur l'Égypte, elle s'en est dégagée et est revenue à la Sainte-Alliance pour réaliser ces desseins. Satisfaite

Digitized by Google

sur ce point, et se retrouvant dans sa position naturelle d'appréhension vis-à-vis de la Russie, dès qu'elle le pourra, elle reviendra au langage de l'alliance, et il n'est pas sûr que la France ne s'y prenne pas une seconde fois. Dans tout cela, de la part de l'Angleterre et à ses yeux, il n'y a pas duplicité, tromperie, il y a seulement persévérance dans le but, dans son intérêt, par diversité dans le moyen. L'Angleterre n'est pas plus russe dans l'alliance russe qu'elle n'était française dans l'alliance française, car les traités de Vienne ont pour elle une double importance que rien ne saurait remplacer à son avantage, et qu'elle ne veut certainement pas perdre; elle veut l'Europe par ces traités pour être garantie de la France qu'ils neutralisent et isolent; et elle veut la France isolée pour en disposer contre la Russie. Si l'esprit de ces traités venait à changer, à être modifié par une combinaison qui n'eût plus pour base la peur de la France, et que l'Eu-

rope parvînt à se fixer, à s'asseoir dans un système de paix plus sympathique, alors il n'y aurait qu'une manière de voir et de juger l'Angleterre, alors ce serait elle qui risquerait de se trouver isolée, qui serait exposée à voir les motifs communs se faire obstacle à son égard. Son intérêt dans les traités de Vienne est ainsi un calcul de trouble, de fomentation, d'alimentation à la haine et à la crainte de la France; il lui faut cet épouvantail pour se voiler et se rendre nécessaire. Aussi l'Angleterre ne se prêtera-t-elle jamais à une manière d'être politique qui mette chacun dans la vérité de son intérêt et sa liberté d'action. L'intérêt anglais veut tenir et non subir l'harmonie générale, il est un obstacle fixe, une nécessité non ramenable qu'il faut admettre ou qu'il faut combattre.

Digitized by Google

DE LA RUSSIE.

C'est le moment d'envisager la Russie sous un autre point de vue que celui où vous êtes placé. Sans vous arrêter à la question des moyens, voyant et jugeant tout dans le résultat, vous avez montré la Russie pressée d'arriver, faisant hardiment un pas d'un siècle et à la limite de

Digitized by Google

ce siècle offrant une merveilleuse et incontestable improvisation de force, de richesse et de nationalité. Il faut en convenir, de quelque prix qu'on ait pu payer cette grande création, il y a vérité aujourd'hui à s'associer de sympathie à l'effet obtenu; il est juste, dans l'absence de toute prévention, d'y voir la plus étonnante comme la plus vaste conquête de la civilisation. Le navire sorti de mers inconnues, quelles qu'aient été sa construction et sa manœuvre, qu'il ait eu pour gouvernail une planche ou une hache, surmontant violemment tous les obstacles, a glorieusement touché au port. Tout cela, redisons-le, est merveilleusement vrai; en moins de trois générations, la Russie s'est faite Europe, et en présence de ce fait, la raison reste muette à demander compte du passé; dans ses moyens ce passé peut donc rester indifférent; mais le présent, mais l'avenir dans ce qu'ils nécessitent ne sauraient admettre cette indifférence. La

Digitized by Google

Russie désormais ne peut pas se donner plus de civilisation, n'importe comment, n'importe à quel prix ; elle doit s'astreindre et se raisonner dans le choix du mode, dans le moyen de l'obtenir, et de se l'appliquer.

La Russie a été le pays des progrès gigantesques ; sur ce sol vierge tout s'est élevé, s'est étendu avec rapidité, et comme le gouvernement, même dans ses erreurs, ses écarts d'impatience, personnifiait les instincts les plus irrésistibles de l'homme, son besoin de civilisation, qu'il était l'agent direct, le moteur de mouvement, qu'il prenait l'initiative et entraînait d'exemple, les moyens restaient en rapport avec la volonté et les difficultés disparaissaient. Depuis vingt-cinq ans surtout, le travail de la civilisation a pris un caractère remarquable d'ensemble et de généralité ; les masses ont été atteintes, le fluide régénérateur s'est étendu sur tout. La Russie a connu ses richesses, et a voulu, et a su

les mettre en un état actif d'exploitation et de consommation. Militaire encore avant tout, mais non plus seulement militaire, elle s'est faite industrielle et manufacturière ; en un mot si la Russie n'est pas un état de choses achevé, c'est un corps de nature irrésistiblement progressive, qui renferme en lui toutes les forces et toutes les conditions de son achèvement, qui seul au monde se suffirait, s'enrichirait, atteindrait à l'état social dans sa supériorité d'avantages. La Russie, nous le répétons, n'est pas encore cela, mais elle doit le devenir, et pour le devenir les moyens ne peuvent plus être indifférents, ne peuvent plus être ce qu'ils ont été pour arriver. Désormais il ne peut y avoir qu'une manière de bien faire; les temps sont changés, les moyens doivent s'inspirer du besoin des temps. La Russie est arrivée à ce moment de résolution virile où l'on prend vocation, où le présent se fait avenir, où de hautes considérations nationales déterminent seules, où on ne laisse enfin à l'action inconnue de la destinée que ce

Digitized by Google

que la prévoyance humaine ne peut lui enlever.

Dans cette voie, nous le pensons, le système militaire a fait son temps; la condition de force s'est donné là des garanties qui ont définitivement assis la sécurité, et n'ont plus laissé de motifs nationaux sur les frontières, Aujourd'hui le bien et le mal, les appréhensions et les espérances, ce qu'il y a à faire et qu'il faut empêcher, tout est à l'intérieur; la Russie doit donner caractère sympathique à son état social, se coordonner, s'harmoniser, rallier les extrêmes par des intermédiaires, pondérer les intérêts qui ont précédé et ceux que le mouvement de progrès a développés et doit étendre. Aujourd'hui il y a nécessité pour elle de mettre d'accord le but et les moyens, et de rechercher plus de civilisation seulement par la civilisation. La société russe sous l'éveil d'instincts nouveaux, sous l'action de motifs tous les jours plus vifs, plus généraux, en permanence active de croissance et de développement, ne peut grandir

dans les vieilles mesures, ne peut s'étendre dans l'ancien cadre sans menacer d'encombrement, de collision, sans danger d'éclater peut-être. Il faut prévoir la civilisation qui arrive, lui faire sa place, lui préparer son lit, la fixer, la neutraliser dans un tracé social plus sympathique ; de là ressortent des questions capitales d'ordre et de vitalité qui ne peuvent plus rester non résolues en face d'expectatives pendantes. Dans cette tâche nouvelle, l'unité de pouvoir devenant plus que jamais la condition *sine quâ non*, sous son influence, par sa volonté, les systèmes judiciaire, administratif, financier, doivent grandir en vérité, en raison, en saines lumières, en moralité publique ; ils doivent s'épurer pour une civilisation supérieure et se donner une action plus vive et plus protectrice pour une civilisation plus exigeante et plus pressée ; le système religieux, plus riche d'instruction propre, doit se faire plus populaire, plus impressif et de la pratique extérieure du culte pénétrer au principe de la volonté, il

Digitized by Google

doit mieux raffermir et mieux contraindre la conscience, à mesure que l'enseignement séculier dégage et aiguise l'esprit. Mais surtout il est une immense question, une question exceptionnelle que la Russie est tenue de résoudre avec des particularités et dans des dimensions que n'ont pas connues les sociétés politiques qui l'ont précédée : c'est celle de l'esclavage. Cette question en soulève une autre, s'il se peut, plus grave, plus épineuse encore, la question de la propriété. A l'honneur de nos mœurs nouvelles, il est satisfaisant de le dire, l'esclavage est jugé dans la volonté ; intéressé ou non, personne aujourd'hui ne défend la propriété de l'homme par l'homme, mais l'intérêt social a ici plus à dire que le sentiment individuel. Il ne suffit pas de le vouloir pour que 20 ou 30 millions de serfs passent à la condition de sujets libres, car demain où sera leur place? Quels motifs, quels liens, quels rapports, quels sentiments les attacheront, les fixeront dans l'harmonie générale? Ils auront la liberté de

plus pour se mouvoir, auront-ils des raisons et des intérêts nouveaux pour consentir. (1)

En face de considérations si majeures, dans l'expectative d'éventualités si puissantes, on peut le demander : Le gouvernement a-t-il trop de toute sa volonté, de toute sa force et de toute la richesse acquise pour satisfaire chez lui à toute l'immensité de sa tâche, et toute satisfaction qu'il poursuit au-delà de ses frontières peut-elle être une compensation du résultat à obtenir à l'intérieur? Y a-t-il une nécessité, une convenance russe, autre que le soin de la fortune russe, que le souci, la sollicitude de l'avenir russe en Russie? Pour ce pays les transactions politiques restent aujourd'hui secondaires; l'action législative, la bonne administration peuvent seules éterniser la reconnaissance et le bien-être des populations.

Il est juste de le dire, des événements imprévus, des guerres inévitables ont pesé sur le règne actuel, la force des choses l'a poussé

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la note (2).

malgré lui ; et l'empereur Nicolas, monté sur le trône avec tout ce qui semblait assurer de sa ferme résolution d'être un souverain législateur, a dû, sous l'empire des circonstances, porter sa force et sa volonté sur les frontières. Mais en temps régulier, dans sa vie propre, assise dans ses garanties exceptionnelles de sécurité, quel motif, quel intérêt russe peut attacher la Russie aux vicissitudes de la politique des autres et lui faire voir dans les traités de Vienne la règle de ses mouvements et la direction de son avenir? En temps calme, pour son bien, ces traités sont à son égard comme s'ils n'étaient pas, et éventuellement ils n'existent vis-à-vis d'elle que pour prévoir des cas de guerre qui ne la menacent point, que pour la rendre coercitive sans être intéressée. Où est la considération majeure qui oblige à enchaîner un empire, dont la nature et sa force font une chose à part, sans analogie avec le reste, à l'enchaîner dans un système de craintes et de prévisions à la convenance des autres? Est-ce que le salut de la

Digitized by Google

Russie tient nécessairement à ce que l'Allemagne soit figurée d'une seule manière, une fois pour toutes, et que cette contrée ne puisse pas être autrement sans la mettre en péril?

Vous avez dit que la Russie avait en Europe des intérêts solidaires, d'autres intérêts européens. Il n'y a de solidarité que là où il y a réciprocité, et la Russie n'a besoin de la protection de personne ; des intérêts vrais, positifs, nationaux, la Russie n'en a pas en Europe, ceux-là ne sont que chez elle ; au dehors ils sont satisfaits de la certitude d'être respectés, d'être inattaquables, certitude qui se fortifie de leur isolement, de leur repliement sur eux-mêmes. Comme vous l'avez dit, industrie, commerce, richesse, développement, avenir, tout cela pour elle est en Orient ; c'est là qu'elle pèse, qu'elle penche ; arrêtée à l'Ouest elle coule en Asie ; ainsi sa politique vraie serait de tendre à refroidir l'Europe et non à s'y placer en préoccupation

et en expectative de guerre ; car la combinaison politique qui amènerait ce refroidissement donnerait seule la garantie de la paix. Ce ne sont donc pas des motifs d'intérêt national, de véritable nécessité russe qui ont déterminé la Russie. Dans la position qu'elle a prise et dans le rôle qu'elle a accepté, elle a cédé à d'autres inspirations. C'est une sollicitude trop vive pour un certain ordre de choses qui lui a fait prendre parti, qui l'a portée à s'aventurer pour défendre les autres, comme on se décide à se défendre soi-même. En 1815 la politique russe s'est faite homme ; elle s'est jetée dans la mêlée des opinions, dans l'antagonisme des principes, elle a mis la Russie en face de la tribune constitutionnelle. Il est clair pourtant que la politique des idées, pour elle est un anachronisme effrayant, et que dans l'équilibre général elle ne pèse pour autrui qu'en déplaçant son véritable centre de gravité. Pour la Russie les idées ne sont encore que les choses, et son poids dans

la balance générale est un fait intrinsèque qui n'a pas besoin de l'aide de sa politique.

La Russie, nous le croyons donc, s'est gratuitement et contradictoirement hasardée dans les traités de Vienne. L'acquisition du petit royaume de Pologne évidemment n'était pas un intérêt russe, il était simplement un prétexte d'intérêt européen, une occasion d'être appelé, d'intervenir. L'opposition tranchée du caractère politique des deux peuples disait assez que ce n'était pas une convenance russe qui les avait réunis ; on concevait difficilement que dans le même empire arrivé à une certaine limite, ce fut assez de faire un pas pour passer du pouvoir absolu à la liberté constitutionnelle, c'est-à-dire que ce fut assez de faire un pas pour changer de siècle.

Le royaume de Pologne était une mauvaise combinaison, une fausse tendance que le temps devait empirer, et la révolution polonaise a été une manière d'en manifester les conséquences. Le monde n'a guère vu cet

Digitized by Google

événement que dans l'intérêt polonais, il faut aussi le voir dans l'intérêt russe, dans le prix dont la Russie doit payer une possession de laquelle on pouvait se passer, et dont il n'est plus permis de se dessaisir.

Sans parler des risques et des sacrifices de la lutte, arrêtons-nous à la position faite par la victoire, à la malheureuse nécessité qu'elle a consacrée. La Russie doit tenir la Pologne vivante dans la tombe, et mettre sur cette tombe cent mille hommes pour l'empêcher de s'ouvrir ; elle a dû se porter en avant, déborder ses voisins, arriver en face de la civilisation émue et s'y fixer dans une attitude à laquelle sont attachées des idées de crainte et d'irritation qu'il n'était ni dans ses intérêts ni dans ses intentions de faire naître. Elle dont la raison d'action est ailleurs, que la voix de sa destinée appelle dans une direction opposée, s'use là dans une tension de force qui a les mauvais effets de l'ambition sans en avoir les espérances ; et en vain la

Russie dira que si elle est sur la Vistule ce n'est pas de son gré, qu'elle y est armée et non pas hostile, que si malheureusement elle effraie, elle ne violente pas, et qu'un motif impérieux, que la seule force des choses l'y a uniquement poussée. On pourra toujours lui répondre : pourquoi avez-vous voulu cette force des choses? Pourquoi avez-vous voulu toucher ce dont il fallait tenir à rester séparé? Pourquoi avez-vous voulu que des traités qui n'obligeaient pas vos intérêts obligeassent votre volonté?

Il est bien vrai qu'en dernier lieu la Russie n'a fait que reconquérir par les armes la Pologne qui lui appartenait par les traités, et qu'elle a aujourd'hui pour elle le double titre de l'acquisition légale et de la victoire. Il n'en est pas moins incontestable que l'exercice de son droit violente sa politique, que la partie oblige et entraîne le tout, que le souci de la Pologne s'est fait sentir à l'intérieur et en quelque sorte a rompu la vieille harmonie de

l'action gouvernementale. Cette action gouvernementale a cru ne pouvoir poursuivre dans ses anciennes voies rationnelles de tolérance politique et religieuse qui jusqu'ici avaient si sympathiquement caractérisé la marche de la civilisation en Russie. La politique a cru reconnaître en toutes choses la nécessité de la fusion violente, de l'absorption radicale dans la nationalité russe ; elle a voulu une langue, une loi, une foi. Elle semblait ne se croire forte que si elle commandait à un seul peuple, que si elle voulait de la même manière.

Ce système est celui de la force matérielle ; il voit l'ordre social comme la discipline militaire, il gouverne comme on commande l'exercice, il séduit les esprits ordinaires par l'apparente simplicité du moyen, mais il répugne aux esprits élevés par le prix et l'inefficacité du résultat. Ce système conçu pour un motif partiel, dans l'application a fait appréhender une généralité de tendance. Le

Russie s'est incorporée des populations dissemblables de sang, de croyance et de langage, non également administrées et donnant à l'ensemble par cette diversité même plus de force et de vitalité; ainsi elle renferme dans son sein une nation allemande, sous bien des rapports, d'une incontestable supériorité, c'est celle qui lui fournit l'élite de ses hommes d'état, de ses hommes politiques, de ses hommes de guerre. Et pourquoi ces individus sont-ils relativement des serviteurs plus distingués, de meilleurs sujets russes? Précisément parce que comme hommes ils sont nés allemands, c'est-à-dire parce que leur moralité et leur intelligence se sont nourries, se sont développées dans le sein plus maternel d'une civilisation plus riche, plus mûrie, plus avancée, d'un contact, d'une action plus impressive, plus pénétrante et dont l'influence, comme une seconde nature, se fait la règle et la mesure de l'existence. Ceci n'est point une question de per-

sonnes, c'est une question de choses, n'est pas une question d'organisation, mais simplement de temps et de développement, et voilà pourquoi l'individualité allemande, violemment dénationalisée, dépersonnifiée, parlant une autre langue, ayant une autre foi, suçant un autre lait, l'effet cesserait avec la cause. Les Allemands devenus personnellement russes ne seraient alors que ce que la nature les a individuellement faits ; ils n'offriraient plus cette sorte de solidarité qui, à une certaine hauteur, s'établit entre l'homme et la civilisation.

Revenons. Comme règle, la Russie a pris dans les traités de Vienne une position que ne motivent aucune prévision, aucun intérêt russe. L'adjonction du royaume de Pologne par le fait l'a affaiblie ; aujourd'hui il lui faut une armée de plus contre la Pologne. Dans la ligne de ces traités chaque éventualité viendra peser sur elle et la compromettre ; il n'existe pas là de réciprocité de chances à

son avantage. On la laisse se personnifier dans un antagonisme qui lui coûte, qui l'expose et qui ne rapporte en intérêts qu'aux autres ; elle reste une force préventive à leur usage, un motif, un moyen de s'effacer pour la mettre seule en présence de l'opinion inquiète ; de sorte que celui-là même qui n'a rien à craindre, qui ne peut rien vouloir pour lui, qui s'est placé le plus en opposition directe de ses besoins et de ses nécessités propres, est néanmoins celui qui semble se montrer comme le plus impatient et le plus intéressé à la lutte.

La politique russe, préoccupée seulement de l'intérêt russe, éviterait de se résumer à peser de tout son poids sur l'Europe, à la vouloir irrévocablement d'une seule manière, de la manière où son influence y est le plus nécessaire, car cette influence ne lui vaut en réalité que de fausser sa force et d'oblitérer son existence. Par le fait des circonstances les traités de Vienne ont pu rester pour-

la Russie le seul moyen d'action au dehors, mais ils ne seront jamais l'expression vraie, l'expression préférable de sa politique. La combinaison, répétons-le, où son influence s'exercerait par la force des choses, sans la présence de ses soldats, qui satisferait à la fois au sentiment de sa puissance et aux exigences de ses intérêts, serait la seule bonne pour elle.

Ceci nous amène à parler de la France, nous aurons occasion de revenir sur la Russie.

Digitized by Google

DE LA FRANCE.

Exposons d'abord l'opinion des étrangers sur ce pays. Ils disent :

Vis-à-vis de l'Europe le malheur de la France, depuis cinquante ans, est d'avoir amené ce fait, que plus le gouvernement de ce pays est national, c'est-à-dire plus il est l'expression du grand nombre, de la grande majorité, et

Digitized by Google

moins il y a de sécurité pour les autres. La République était un gouvernement national par la liberté, elle a été belliqueuse ; l'Empire était un gouvernement national par la gloire, il a été conquérant. Le Gouvernement de 1830 n'a maintenu la paix que parce qu'il n'a pas été assez national, comme on l'entend : s'il était tel qu'on le voudrait, il serait très près de la guerre. L'esprit européen a donc dû se poser cette alternative : si le gouvernement français ne répond pas aux exigences de la France, s'il ne la satisfait pas complétement, si, dans un sens, il l'amoindrit, il est, par là même, une plus grande garantie de paix ; mais aussi, il est vrai, il risque d'être violemment débordé, et d'amener ainsi une guerre d'explosion. Si, au contraire, le gouvernement exprime bien la France, s'il la reflète fidèlement, s'il veut, comme veut la volonté nationale, il est, par là même, dans des tendances de guerre ; par conséquent, le plus ou moins de défiance est l'état naturel de l'Europe vis-à-vis de la France. Les Français s'ex-

Digitized by Google

pliquent mal cette disposition ; ce qui n'est que prudence ; ils le traduisent par de l'inimitié ; ils font une question de principes, d'une question de fait. Il est vrai pourtant que ce n'est pas la liberté qu'on poursuit chez eux. Dans des temps moins éclairés on l'a respectée en Hollande et en Suisse ; tout le monde aujourd'hui au fond consent la liberté, mais personne ne veut subir la liberté hostile ; c'est là une vérité essentielle à fixer. Quelques avantages incontestables que possède la France, elle se persuade trop qu'on s'occupe d'elle pour elle ; elle s'exagère, elle exagère son importance et l'infériorité des autres. La haine qui naît de la disproportion, qui naît de l'envie, n'est pas le sentiment agressif qui anime l'Europe contre elle. La France heureuse et puissante, mais calme et inoffensive, quel que fût le principe de ce calme, et de cette puissance, aurait l'assentiment sympathique de tous ; mais la France agitée, en vibration, toujours suspendue sur

l'Europe, tient nécessairement le monde dans l'attente. Qu'elle résolve chez elle le contrat social comme elle l'entend, mais qu'elle arrive à la vie paisiblement progressive, et, fût-ce par le pouvoir absolu, ou la monarchie constitutionnelle, ou la république, ou l'état fédératif, l'Europe intéressée seulement à l'action au dehors, s'occupera peu de la France se refaisant chez elle pour y rester, se faisant mieux à sa convenance pour ne pas menacer celle des autres.

Il faut le dire, les Français ont des traits, disons même des torts de caractère trop marqués dans l'histoire, trop sensibles encore aujourd'hui pour le nier ; une mobilité naturelle, une inquiétude de sang native les pousse aisément dans le trop, dans l'exagération ; ils sont sur la scène du monde tels qu'on les voit au théâtre, cédant à des émotions soudaines, s'électrisant en masse, toujours plus remués par la passion qu'arrêtés par la raison ; par là leur patriotisme perd facilement son point d'appui sur la terre ; il fait de l'abstraction po-

litique, et manque de cette couleur locale qu'on appelle l'égoïsme, et qui, ici, serait sagement l'intérêt national, l'intérêt français. Pourquoi donner, même à des principes que l'on croit les meilleurs, une généralité et des tendances au moins inopportunes? Que ne se bornent-ils à consacrer leur excellence chez eux et pour eux? A quoi bon s'afficher le peuple prédicateur, la nation missionnaire, et faire de sa liberté une révélation politique. Laissez agir cette liberté; seule elle saura bien se faire sa part dans le monde.

Ce sont ces prétentions, ces excitations des principes qui ont fait mettre la France à l'*index* de l'Europe; car ces prétentions, que veulent-elles dire au fond, si ce n'est la volonté d'être le plus fort? Or, qu'est-ce que la question de force absolue a à faire dans celle de bien-être? Il doit suffire que l'on soit assez fort pour se donner ce bien-être comme on l'entend, et le défendre contre qui que ce soit; et personne ne doute que tel ne soit en effet le cas de la France. Ce n'est pas, certes, l'Eu-

rope qui prendra l'initiative d'un *va-tout* contre elle, elle croit trop à la puissance de ce pays pour faire plus que se tenir prête; mais aussi elle ne croit pas assez à sa modération pour faire jamais moins.

Les dispositions aventureuses de la liberté française naissent ou sont fortifiées de l'effet qu'elle se suppose sur les autres. La France fait le monde à son image pour en être reconnue et y trouver un levier à sa main; elle fait abstraction de temps, et suppose les choses aujourd'hui comme elles pourraient être un jour. Ce calcul peut être hasardé, on ne sent pas ailleurs aussi vivement que chez nous, on ne conçoit pas de même les mêmes choses; les circonstances physiques comme la nature des esprits ne se prêteraient pas à une réaction comme on l'entend. L'Allemand, avant tout, veut le calme et la régularité; une vie d'action, de mouvement, lui serait peu sympathique, il lui faut en tout le temps de réfléchir; la partie active du caractère allemand est dans le travail laborieux de son

intellectualité. Dans ce pays il y a plus de raison que de passion, on peut même dire qu'il n'y a de passion qu'au service de la raison. L'Allemand, dans ses convictions, est plus lui, plus individuel que le Français, parce qu'il digère, il rumine davantage; il ne se rend pas à l'émotion de la rue, il ne s'improvise pas à l'agitation, il est mauvais conducteur d'électricité populaire. Le peuple en Allemagne n'est pas ce que la nature et les mœurs l'ont fait en France; il n'a ni ces instincts d'héroïsme, ni cette facilité d'émotions, ni cette fierté d'allure qui, en France, le mettent si promptement en première ligne. Le peuple allemand est encore une matière politique relativement peu élaborée, peu inflammable. Sans doute des succès décisifs, la présence victorieuse chez lui finirait par amener son adhésion, par le faire au moins partiellement s'agiter pour la liberté; mais cet effet ne précéderait pas, ne faciliterait pas la lutte, il en resterait la conséquence. Les chances de

la guerre, il faudrait les voir toutes dans la bouche du canon.

L'Europe se trompe-t-elle dans l'idée qu'elle s'est faite de la France? Il serait à désirer pour le bonheur du monde que cela fût; mais, en mettant même de côté le témoignage du passé, l'autorité des faits, en n'asseyant son jugement que sur la France nouvelle, la France d'aujourd'hui, pourrait-on sincèrement arriver à d'autres conclusions?

Dans sa vie intérieure, sociale et politique, dans ses émotions, dans sa manière de concevoir et de s'appliquer le gouvernement constitutionnel monarchique, n'aperçoit-on pas les symptômes de besoins, d'exigences et d'éventualités intempestives? L'esprit public en France saurait-il trouver sa condition de repos alors qu'il ne connaît pas de limite à sa volonté, qu'il veut toujours, que si le présent venait à échapper à ses griefs, il se jeterait dans l'avenir; n'est-il pas permis de supposer

que si la France se trouvait enfin dans la nécessité d'être satisfaite, elle se fatiguerait de cet état comme on se lasse d'un mets fade, et qu'une partie de la nation dirait bientôt à l'autre : dites donc que vous êtes mal, afin que nous soyons deux. L'opposition en France est-elle en effet uniquement un moyen régulier, défensif pour empêcher ce qui ne doit pas être ; n'est-il pas vrai que les Français y voient surtout l'assaut et la victoire d'idées et de choses autres? Qu'est-ce qui les fait accourir aux assemblées parlementaires? est-ce la discussion calme de lois d'organisation intérieure, d'utilité locale, d'intérêts pratiques? y vont-ils s'instruire d'une application nouvelle de la liberté, de son effet sur le bien-être commun? Non : ils se pressent dans le champ clos, l'image du combat les attire, ils vont chercher des émotions de force à ces jeux olympiques de la parole. Cette disposition des esprits dans le haut est traduite dans le bas par des violences et des mouvements subversifs ; nulle part les pas-

sions patriotiques ne sont aussi exposées à être exploitées par les passions anarchiques. Au sein de toutes les civilisations s'agite une population sans intérêt de citoyen, sans moralité d'homme, formée d'une sorte de sauvages vêtus, vivant dans la société pour l'ébranler comme la poudre est mise dans la bombe pour amener l'explosion; mais en France cette population est plus énergique, plus menaçante, plus fanatisée d'aveugle patriotisme; elle se rappelle que déjà une fois elle a dominé ce pays et que sa condition de force est l'audace et la terreur.

Ce sont ces considérations et du passé, et du présent, et de ce que la nature vous a faits, et de ce que la politique vous a fait devenir; ce sont ce besoin et cet abus de la force que vingt-cinq ans ont montré sous votre drapeau; ce sont là, disons-nous, les motifs et les griefs qui ont groupé l'Europe contre vous, dans les traités de Vienne.

Nous avons dû énoncer cette manière de

voir, et, sans entrer contradictoirement dans une justification de détail, sans chercher à expliquer les motifs et les faits autrement, sans nous appesantir surtout sur cette assertion qui les renferme toutes, que plus le gouvernement de la France est national, est l'expression vraie de l'esprit et de la volonté nationale, moins il offre de garanties d'ordre et de sécurité générale, assertion que nous croyons mal appuyée de l'exemple de la République et de l'Empire, époques d'esprit et d'action diamétralement opposées, où dans l'une et dans l'autre le gouvernement n'était fort que de la violence qu'il faisait à la nation, et qu'ainsi il n'était pas ce gouvernement de volonté nationale comme nous devons l'entendre. Sans entrer, disons-nous, dans aucune discussion à cet égard, sans se demander même si ce qu'on regarde comme l'action propre, l'action naturelle de la France n'est pas plus réellement l'effet d'une réaction motivée, nous avouerons que l'Europe, bien que comptable de

provocation, d'avoir en 1792 pris l'initiative d'une guerre d'invasion repoussée et non pas portée chez elle, restée à la fin de la lutte maîtresse des évènements, pouvait obéir à de justes préventions; et que mutilée sous la herse de la république et tailladée par le glaive de l'empire, il y avait motif de se refaire, de se constituer dans sa force en souvenir du passé. Tout ce qu'elle pouvait mettre en œuvre pour se tenir en garde, pour se faire obstacle, pour présenter une défensive rassurante, elle pouvait, elle devait le faire; mais dans ses craintes l'Europe a fait plus, elle a fait trop. Elle ne s'est pas contentée de prendre une position qui l'abritât, elle a pris une attitude de menace et de défi; elle s'est faite hostile pour se garantir; elle a mis son épée nue en avant de son bouclier : à permanence elle s'est constituée le gardien armé de la France.

Les traités de Vienne n'ont pas été comme les autres traités, seulement l'expression du

plus fort à la fin de la lutte, on a voulu qu'ils fussent à un moment donné l'expression du plus fort pour rester à tout jamais la nécessité d'existence du plus faible ; ils ont prétendu donner la vie à l'homme abattu à condition qu'il ne se releverait pas.

Si les traités de Vienne n'avaient été qu'une date néfaste pour la puissance de nos armes, s'ils n'avaient constaté que des pertes et des revers pour nous, le temps en aurait affaibli l'impression. En se fondant dans le passé, nous les aurions oubliés, nous les aurions à peine aperçus à côté de tant et de si glorieux souvenirs; ce n'est que très accessoirement que notre orgueil militaire se mêle aux sentiments qui nous les font repousser. L'Europe à cet égard est dans une grande erreur, si elle croit voir ici avant tout une susceptibilité de point d'honneur, un mouvement de vanité française. Les étrangers qui ont pris part à cette dernière mémorable crise savent bien que si les résultats ont fini

par leur donner gain de cause, les moyens disproportionnés de la lutte, ses chances et sa longueur ont du moins laissé la gloire égale. Ce qui après 25 ans nous fait sentir comme au jour de l'évènement, ce n'est pas une blessure reçue sur le champ de bataille ; ce qui nous fait sentir aujourd'hui comme nous sentirons toujours, c'est notre caractère, notre dignité de nation compromise, c'est notre droit international méconnu, repoussé en dehors de l'existence commune, c'est d'avoir fait de la France une exception, de l'avoir en quelque sorte mise à demeure au banc des nations, en état de quarantaine politique. Si, ainsi qu'on l'avait tant de fois proclamé, en dépouillant la France on n'avait voulu qu'être juste; si pour ne laisser aucune trace d'un conflit si sanglant et si prolongé, tout le monde fût revenu, eût été ramené à cette époque vers laquelle on faisait reculer la France ; si enfin après tant d'efforts et de vicissitudes, l'Europe refaite n'eût présenté que la supré-

matie de la France de moins, nous nous serions aisément faits à cette position, nous aurions renoncé sans regret, à un agrandissement qui n'étendait que nos sacrifices, nous aurions volontiers retiré notre nationalité d'un amalgame qui ne pouvait rien pour elle; nous aurions vu sans amertume et même sans surprise la toile tomber sur un système qui chez nous n'avait la confiance et l'assentiment de personne, et qui nous violentait en France pour nous faire violenter l'Europe. Il n'en a pas été ainsi; avec les débris de la France, l'Europe s'est reconstruite en ligne de circonvallation contre la France. Elle s'est dit : Laissons à ce peuple son existence matérielle, mais sans action politique. Dans sa vie sociale, qu'il soit comme s'il n'était pas, qu'il n'occupe de place que sur la carte géographique du monde; entourons-le d'une haie de baïonnettes qui dans le fait le mette en dehors de l'existence commune, et ne lui laisse d'influence diplomatique que la faculté de dire : Oui.

Digitized by Google

Dans la réalité, les traités de Vienne sont cela pour la France ; dans sa vie propre, pour ses intérêts au-dehors, ils la tiennent isolée et l'obligent de vivre seule. Ils l'ont forcée de ne vouloir même une petite chose que de tout le poids de sa force et au prix d'une conflagration générale. On a dit : La France ne pouvant rien que par explosion, elle ne voudra décidément rien.

Vus dans ces conséquences extrêmes, les traités de Vienne ont-ils été conçus dans un esprit de sagesse et de vérité? La puissance de la France est signalée comme le seul grand danger et sa neutralisation comme la première nécessité. Mais l'effet naturel de cette politique était en France une réaction qui augmentait cette puissance et alimentait la volonté de l'appliquer ; c'est-à-dire qu'en France, comme partout, les traités de Vienne nécessitent constamment à produire de la force, à se tenir prêt, à s'assurer la supériorité et que la question de paix et d'équilibre est devenue un calcul d'opportunité pour

chacun. Mais si l'Europe a voulu les choses ainsi, si elle a préféré ces conséquences, elle doit franchement accepter la position faite par elle. Il ne faut pas récriminer contre la France, montrer la nation toujours à la veille de déborder, voulant la guerre pour la guerre, et soucieuse et impatiente d'avoir un prétexte de la faire; il ne faut pas dénaturer la question dans des généralités et des déclamations; il faut la voir là où elle est, dans son caractère vrai; il faut se dire qu'à permanence et comme condition d'ordre, on veut tenir la France dans un état d'influence secondaire, de dépendance obligée, que l'Europe s'est hostilement personnifiée contre elle; que cette violence devenue régle à son égard faisait nécessairement de la paix une situation d'attente armée; et qu'ainsi l'inquiétude de la France, son anxiété, sa volonté d'entrer dans la plénitude de son rôle de puissance égale, et les agitations et les troubles que cette volonté faisait naître, étaient, non pas le fait du caractère national,

Digitized by Google

de son inquiétude native, mais plus véritablement la conséquence naturelle de la position où on l'a mise. La France, couchée dans les traités de Vienne, devait ressembler à ce géant enseveli de la fable, dont les pulsations ébranlent le monde.

Certes, nous le savons, nous ne sommes pas un peuple de petits saints : nous avons nos torts, nos impatiences, nos emportements, et voilà pourquoi dans une question de cette gravité où il y va du sort du monde, il est bon de faire à chacun sa part de responsabilité ; et, nous ne saurions trop le répéter, les traités de Vienne ne sont pas pour nous le prétexte opportun de nos irritations et l'occasion de nous y abandonner ; ils en sont positivement la cause, la cause générale, légitime et profonde. Tant que ces traités existeront dans leur prévoyance agressive et sous la figure de coalition vivante, ils placeront l'avenir de tous entre deux baïonnettes ; tant qu'ils seront le droit politique, immuable de l'Europe, ils n'asseoiront que la paix transitoire. Voilà

ce que pense et ce que sent la France de tout âge et de toute couleur, car dans cette question, en France, il n'y a que du sang français.

Quand l'Europe ravive ses souvenirs et s'appuie de récriminations pour légitimer le fait d'un ordre de choses qu'elle sent être injurieux à la France, la France peut lui répondre; je ne vous dirai pas que vos souvenirs vous conseillent mal, qu'ils ne sont plus des raisons aujourd'hui, que vos accusations peuvent n'être que des craintes ou des prévisions exagérées. Je vous dirai seulement qu'il y a quelque chose de plus réel que des craintes, de plus puissant que des souvenirs, c'est un fait, et ce fait, il existe; il existe contre moi, il est une violence continue à mon égard, il me tient en dehors, il m'isole, il m'ôte la liberté de me faire paisiblement reconnaître ce que je dois être, et ainsi il pose pour tous l'alternative d'être ou n'être plus. Par prudence seule, par appréhension de ce qui pourrait violemment le remplacer, je le laisse

subsister sans vouloir le subir ; ma sagesse va jusqu'à allonger l'attente. J'en appelle aux événements.

Mais ces événements, ne peut-on les voir que dans une guerre de *va-tout* général? que dans un choc européen? Est-ce que la politique de la Sainte-Alliance doit toujours rester l'intérêt de l'Europe? Est-ce qu'en dehors de la ligne il ne pourrait pas se trouver des intérêts autres, plus vrais, plus réels que ceux que l'on dit menacés par l'ambition de la France? Est-ce qu'aujourd'hui vis-à-vis de cette ambition, si même elle existait, tout le monde serait sur la même ligne, et qu'elle pourrait avoir la pensée folle de refaire le monde rien que pour elle, sans raison, sans objet, capricieusement, par passe-temps? En vérité, quels que soient notre mobilité et notre entraînement, il n'est pas possible d'admettre que la crainte la mieux fondée nous exagère à ce point. Sans doute la conduite de la guerre peut s'enflammer chez nous de toutes les

passions populaires, mais la résolution de la faire ne naîtra que par impossibilité de rester honorablement comme l'on est, et qu'en désespoir de cause de se faire autrement par une autre voie. Les cabinets le savent bien, ils savent qu'en réalité, en dehors de la question des principes, qui ne sera là que le moyen, la guerre aura véritablement lieu par besoin d'indépendance politique et de dignité nationale, assises dans des conditions plus naturelles ; et c'est pour recouvrer ces motifs dans leur vérité, pour stygmatiser tout d'abord les justes griefs de la France sous l'accusation des penchants ambitieux et de tendances subversives, qu'ils montrent l'objet de la guerre dans la volonté de conquérir la rive gauche du Rhin. Ici il faut s'expliquer franchement. Il est possible que les mots d'ambition et de conquête ne veuillent pas dire la même chose sur l'une et sur l'autre rive de ce fleuve.

Isolément, en elles-mêmes, les provinces

de la rive gauche motiveraient peu l'ambition désordonnée qu'on suppose à la France; il n'y a là ni sources de richesse ni motifs de puissance qui puissent donner à la France ce qu'elle n'a pas, qui puissent allumer forcément sa convoitise. D'une façon absolue trente-quatre millions d'hommes , riches de tout, se ressentiraient peu de l'augmentation d'une population relativement minime; toute l'importance de ces provinces est d'une autre nature, d'une nature conditionnelle. C'est une importance de position, de contact. Si ces provinces n'appartenaient pas à ceux à qui on les a données, si par exemple elles appartenaient à la Belgique, elles nous intéresseraient moins, car ce n'est pas tant ce pays que nous voulons avoir, que l'Europe armée que nous ne voulons pas voir sur notre frontière. Les publicistes allemands disent que ces provinces sont d'origine allemande, que leur esprit, leurs mœurs, leur langage est allemand, leur nationalité allemande, et qu'il

y avait devoir et patriotisme à les consacrer dans ce caractère. Ce devoir et ce patriotisme reportés sur ceux que cela intéresse personnellement seraient peut-être chose contestable. La Lorraine et l'Alsace aussi ont été d'origine allemande; on peut douter que pour elles le devoir et le patriotisme soient sur la rive droite. La vérité est que la politique allemande a voulu qu'il y eût du patriotisme allemand sur la rive gauche. La constitution de ces provinces, comme partie intégrante du corps germanique, a été de la politique contre la France, et leur adjonction à la Prusse de la politique plus que contre la France ; la Prusse y a perdu sa liberté de volonté. Ce n'était pas assez qu'elle fût gênée, débordée au nord, on a voulu qu'à l'ouest elle fût à permanence en face d'un assaut. Par là le pays le mieux assis, le plus rationnellement progressif de l'Allemagne, qui avait le plus de raisons pour se renfermer chez lui, à l'abri de l'esprit de changement, a été tenu le plus en suspicion et le

Digitized by Google

plus hostilement prêt contre la France. Par là ce pays, dont la puissance et les intérêts en Allemagne devraient devenir la vive sollicitude de la politique française, a dû faire céder ses convenances d'avenir à un motif de conservation sur un point. La Prusse a été faite l'avant-garde obligée, la matière d'essai de la Sainte-Alliance; et elle, qui a six cents lieues d'étendue et des nécessités politiques vis-à-vis de presque tous, a dû toute se résumer sur une étroite frontière, dans une haine de position et de contact.

Est-ce que cet état de choses est assez justifié aux yeux de la Prusse surtout, par la crainte de la France? Est-ce qu'il est efficace contre cette crainte? qu'il la diminue? N'est-il pas vrai au contraire que cet état de choses la grandit? qu'il la rend toujours plus vive? qu'il semble exister pour l'empêcher d'oublier et pour l'irriter? Est-ce qu'après une guerre malheureuse, seule dépouillée, et dépouillée pour que des ennemis du moment devinssent des enne-

mis de toujours, lorsque la France a vu s'élever une nouveauté menaçante sur sa frontière, qu'elle a vu la puissance la plus belliqueuse de la Germanie s'établir sur son contact et pavoiser hostilement l'Allemagne derrière elle, est-ce qu'il n'y avait pas là motif de se sentir incessamment blessé, imminemment menacé? Est-ce que découvrir ainsi le sein de la France, déclarer Huningue rasée et mettre ailleurs les baionnettes de la Prusse à quelques lieues des Tuileries, ne consacrait pas la volonté d'éterniser les rigueurs de la lutte d'un côté, et la juste disposition de s'y soustraire de l'autre? et quand les choses sont ainsi faites, la pensée et l'objet de la volonté française aussi naturellement caractérisés, y a-t-il vérité à effrayer le monde des tendances subversives de l'esprit ambitieux de la France? Est-ce que les Français disent : faisons la guerre pour la guerre, soulevons les peuples pour les soulever? Est-ce que cet esprit de révolution est mis en avant par eux comme but ou comme moyen, comme choix ou

comme nécessité? et cette nécessité n'est-elle imaginée que dans leur inquiétude, dans leur besoin d'agitation? Lorsqu'il ne s'agit que d'éloigner le danger de chez soi, que de se donner la juste part d'influence, peut-on dire et faire croire que le soleil de l'empire les éblouit encore.

Vous dites que le pays de la rive gauche a toujours été allemand : Eh bien! pourquoi ne l'avez-vous pas rendu à l'archevêque de Cologne? Pourquoi avez-vous accepté les destructions de la France pour vous et ses constructions contre elle? Pourquoi avez-vous fait accepter à la Prusse, encore sous l'impression d'une haine qui la conseillait mal, un rôle aventureux, toujours précaire, toujours menacé, qui la consume en autant d'anxiété chez elle qu'elle provoque ailleurs d'irritation? La pensée de votre politique était une pensée hostile; vous avez assis la paix sur la guerre, il faut avoir le courage de sa politique, et lorsqu'on est menacé de ses conséquences, ne

pas en incriminer les causes dans des dispositions que vous avez voulues et prévues.

Non! la Sainte-Alliance le sait comme nous, ce n'est pas l'esprit de conquête en lui-même, ce n'est pas la faim d'agglomération matérielle qui vis-à-vis des provinces de la rive gauche émeut et détermine la France; c'est un motif puissant de dignité et de sécurité nationale. Le corps germanique serait également ce qu'il est sans ces provinces, mais il fallait faire croire à l'ambition de la France pour en épouvanter, et pour cela il fallait la mettre dans l'obligation de vouloir éloigner un contact inquiétant; il fallait pouvoir dire : vous le voyez, les Français veulent le pays d'outre-Rhin, donc, ils veulent l'Europe. L'ambition française en Allemagne est devenue le talisman des cabinets et l'épouvantail de la rue. Là on appelle également ambition française une juste extension de quelques lieues et son

Digitized by Google

extravasement jusqu'à Austerlitz ; l'ambition française est une arme pour les uns, comme la propagande est un moyen pour les autres ; là, on effraie les peuples, ici, on menace les gouvernements ; mais, de part et d'autre, la vérité des motifs, le principe de la volonté est ailleurs. Pour ce qui a trait à la France, son ambition n'est incontestablement pas celle qu'on lui fait. Sur la rive droite, elle est plus que satisfaite de ses souvenirs ; il n'y a pas une idée, pas une émotion, un calcul, ni un intérêt français qui, de ce côté, ne se refusât de s'aventurer à la recherche du passé. Il y a, sans doute, quelque différence entre la France dans une exigence vraie, s'émancipant des traités faits contre elle, et la France, dans l'intérêt d'un seul, violemment étendue sur l'Europe. Cette différence est la mesure de notre ambition ; elle restera la règle de notre existence. Si sous cette nécessité qu'on nous a faite nous tenons l'Europe sur le qui vive, si, forcés de ne pouvoir que par explo-

sion, les circonstances semblent quelquefois se présenter comme le dernier terme de notre patience, si enfin le premier coup de canon tiré par nous peut devenir pour les populations vivantes la trompette du jugement dernier, il faut voir dans ces terribles éventualités réellement ce qu'il y a, il faut y voir la conséquence de ce qu'on s'est fait contre nous, de l'Europe partagée en deux camps, dont l'un dit à l'autre : vous resterez mal comme vous êtes ou vous serez pire. Et quels que soient les agitations et les troubles que cet état de choses provoque ou augmente chez nous, l'étranger n'a ni droit, ni raison de s'en occuper pour légitimer sa politique que ces agitations accusent. Ce qui seul dans notre malaise a caractère d'importance pour lui, ce que sa sollicitude pour l'ordre, une sage modération devraient révéler à sa politique, c'est le motif vrai qui pousse ses agitations à la frontière, c'est la cause générale, une dans son principe, diverse seulement

dans son expression, qui émeut la France et la tient debout. Là et uniquement là est toute la vitalité, la vérité de la question européenne. Les reproches, les récriminations, les argumentations de toute sorte auxquels l'état intérieur de la France peut donner lieu, seraient-elles vraies en elles-mêmes, sont fausses, sont volontairement faussées dans l'application qu'on en fait. On jette des couleurs vives sur le tableau pour couvrir l'irrégularité et la dureté du dessin.

Arrivés à cette conclusion, que par les traités de 1814 et 1815, l'Europe, dans un esprit hostile, s'est à permanence constituée stratégiquement contre la France, que n'ayant laissé à cette puissance d'alliée que la liberté, il est naturel qu'elle lui demande son contingent; que par là la politique des passions se mêlant à la politique des intérêts, fait de l'équilibre européen une question brûlante de principes; que cet état violent des choses ne peut d'une manière régulière renfermer

un avenir d'ordre et de sécurité commun. Devons-nous en conclure que la guerre, la guerre dans la plénitude de ses effets, est l'unique éventualité des temps présents; que plus tôt ou plus tard, mais toujours inévitable comme la mort, la guerre est le seul moyen que la providence ait laissé à la volonté de l'homme? Quelque hésitation que l'on éprouve dans une question de cette gravité, disons-le franchement pourtant; oui, la guerre, ou une combinaison suffisante qui soit pour la France un motif de refroidissement, un intérêt de dignité, et pour l'Europe un moyen d'ordre et une garantie de sécurité.

Google

Digitized by Google

DES ALLIANCES.

D'après ce qui a été dit et dans l'état actuel de l'Europe, il est clair qu'il ne peut être question, pour la France, d'une alliance offensive et défensive, et qu'il ne peut s'agir que d'une alliance d'influence et d'intérêt général, propre à asseoir et à régler la paix. L'alliance ne doit être cherchée, et ne peut se rencontrer que pour éloigner la guerre en la rendant sans objet.

Digitized by Google

Digitized by Google

DE L'ALLIANCE ANGLAISE.

On a dit que l'alliance de la France avec l'Angleterre était la seule bonne, la seule possible ; que le drapeau français ne pouvait se montrer qu'à côté du drapeau anglais. Cette opinion n'a jamais pu convaincre, on s'est dit : si le drapeau est principe, s'il est une profession de foi politique, le drapeau américain est plus cela que le nôtre ; pourtant il flotte fraternellement à côté du drapeau russe. Le dra-

Digitized by Google

peau anglais aussi, dès que cela convient à l'intérêt anglais, flotte à côté du drapeau russe. Ce n'est donc pas le principe en lui-même qui fait la difficulté; et ainsi nous semblons admettre, qu'aux yeux des autres, le nôtre représente plus qu'un mode, qu'une forme particulière d'existence sociale, qu'il proclame plus que la nationalité française, et figure plus que la France. Et, comme dans l'apologie de cette alliance on a ajouté, que dans tous les temps il ne fallait s'allier qu'avec ceux qui professent les mêmes principes, il est clair que dans tous les temps nous devons voir la politique des intérêts dans la politique des principes; et voilà qui change bien nos idées. Jusqu'ici nous avions pensé que de nations à nations il s'agissait de besoins, de convenances réciproques, d'avantages positifs, d'échanges et de nécessités matérielles, en un mot, qu'il s'agissait de sympathie dans les intérêts plus que d'identité dans les principes. L'alliance de drapeaux peut être bonne ou meilleure selon

la circonstance ou le motif qui l'amène ; mais dans tous les temps, mais toujours, voir tout en elle, mais fixée comme règle, elle aurait de graves conséquences : elle ferait en réalité de nous un peuple missionnaire. Cette alliance ne peut certainement rien pour la paix véritable, car elle partage le monde pour le tenir sur le *qui vive;* elle ne pourrait que pour la guerre si elle pouvait quelque chose. Contrairement à la politique de principes, nous croyons que la paix du monde ne peut réellement s'asseoir que si les intérêts positifs finissent par se reconnaître, et reprendre leur place et leur action naturelle ; que la liberté, par cela qu'on la dit modérée, doit chercher et atteindre ce but ; qu'elle serait violente si elle ne voyait de moyen et de garantie que dans les principes. Et, du reste, dans cette politique de drapeaux, sans doute il faudrait avant tout que les alliés pensassent de même. Or, a-t-on jamais entendu dire en Angleterre que l'intérêt anglais fût l'intérêt français ? Que le drapeau fît la politique, comme le pavillon couvre la marchan-

Digitized by Google

dise? A l'égard de quel pays professe-t-on, applique-t-on ces principes? A l'égard d'un pays qui, avec raison, selon les circonstances et ses intérêts, a des républiques pour ennemies, ou des sauvages pour alliés.

De cette politique d'opinion, de la prééminence accidentelle des principes sur les intérêts est née l'alliance anglaise; éclose d'un événement, conçue dans une idée, on a voulu l'établir en système, la motiver en raison. En Angleterre, il est vrai, la conviction a manqué partout à cette alliance, le vieil esprit s'en irritait, la révolution modérée s'en est servie, et personne n'y a cru. Mais en France cette nouveauté a flatté la susceptibilité nationale; elle a saisi l'imagination dans la région belliqueuse des principes. Les Français y ont vu généralement deux drapeaux, deux camps plutôt que deux intérêts réunis; et pour l'asseoir en motifs, il a fallu la présenter et la faire valoir dans ses conséquences négatives. Ainsi a-t-on dit : en principe l'alliance anglaise est avantageuse, car deux

Digitized by Google

peuvent plus qu'un ; dans la pratique elle consacre ce double résultat, elle rend à l'Occident la guerre impossible, la guerre de coalition contre la France ; en Orient elle préserve Constantinople, elle empêche les Russes de s'en emparer.

Personne n'est disposé en Europe pour la guerre agressive contre la France. Elle serait contre l'intérêt de tout le monde, elle aurait lieu malgré les hommes, il faudrait pour cela qu'elle devînt une nécessité, une inévitabilité en dehors de leur volonté. L'Europe ne fera pas la guerre ; son tort et son malheur est de s'être constituée de manière à devoir la subir, et, outre les puissants motifs qui lui font désirer la paix comme elle l'a voulue, elle a une juste idée de la nature des dangers d'une lutte à mort avec la France. Elle sait ce que ce pays renferme de force et peut enfanter de ressources. Personne ne rêve la destruction aisée de la France ; ainsi l'appréciation de l'obstacle et de graves motifs de conservation repoussent également l'Europe de la

guerre agressive. Croit-on maintenant que l'alliance anglaise ajoute à cette disposition, que ce soit elle particulièrement qui rende effrayé de la guerre, et désireux de la paix? Si des hostilités étaient dans les convenances de l'étranger; s'il faisait peu de cas de la résistance française, pense-t-on qu'alors il fût retenu par la crainte de trouver une armée anglaise sous les murs de Paris, ou qu'il redoutât de s'aventurer par l'appréhension d'une diversion en Allemagne et menaçant ses mouvements? Bien réellement et pour de telles éventualités, l'alliance anglaise n'est qu'une alliance de mots, elle n'est bonne qu'à faire croire moindre le danger qui n'existe pas; elle couvre la France comme une toile d'araignée protège une colonne de granit. Au jour même de sa jeunesse, de sa première ferveur, qu'a-t-elle valu pour ce pays? Elle a consenti la Belgique parce qu'il y avait nécessité pour tous, parce qu'il fallait que la Belgique fût ou que le monde fût remis en question. Plus tard a-t-elle appuyé la

France dans la question du Luxembourg? C'est assurément une singulière alliance que celle où la prise d'une ville pour un tiers, coûte à l'un du sang et 70 millions, et à l'autre le mouvement de quelques vaisseaux et l'envoi d'un commissaire pour s'assurer que la ville est bien prise, pour que la France ne la garde pas. Quant à son influence en Orient, le canon de St-Jean-d'Acre a répondu.

L'alliance anglaise est-elle plus efficace pour préserver Constantinople et empêcher les Russes de s'en emparer? positivement, matériellement, non! Une flotte n'est point une armée de 40 mille hommes à opposer à une armée de 40 mille Russes; et si les Russes le voulaient absolument, ils s'empareraient de Constantinople malgré la flotte. Mais dans un autre ordre d'idées, l'union des deux drapeaux fait éprouver à la Russie des craintes et de justes appréhensions, plus que suffisantes pour la retenir, et l'obliger de vouloir moins que son ambition ne

veut peut-être? Je crois qu'on peut encore répondre : non ! Les appréhensions de la Russie vis-à-vis de l'Angleterre et de la France dans l'accomplissement de l'événement ne sont que secondaires. Ces deux pays ont plus besoin d'elle qu'elle n'a besoin d'eux. Ils ne peuvent directement rien contre elle. Des expéditions maritimes, des démonstrations hostiles coûteraient plus qu'elles ne détruiraient. La marine anglaise ne trouverait un Copenhague ni dans Cronstadt ni dans Sevastopol. La Russie pour l'agresseur,

Ne produit pour tout or que du fer, des soldats.

L'animosité virtuelle de la France et de l'Angleterre, leur détermination ultérieure, isolément, ne sont pas des dangers qui pussent essentiellement arrêter la Russie si elle était décidée. Seules, ces deux puissances devraient finir par se faire au fait accompli. Il est d'autres considérations qui déterminent la Russie. Dans cette question d'Orient, elle

Digitized by Google

se préoccupe plus de ses amis qu'elle ne redoute peut-être ses ennemis. Elle n'entrera à Constantinople qu'inévitablement, parce que c'est la seule manière d'expliquer, d'excuser sa conduite, et de ne point compromettre la confiance qu'elle inspire. L'alliance anglo-française ne serait régulatrice et déterminante pour la Russie qu'alors qu'il y aurait des motifs pour la Prusse et pour l'Autriche de penser comme l'alliance; mais on peut être assuré que le jour où il y aurait nécessité, nécessité telle que la Prusse et l'Autriche ne pussent la suspecter dans sa cause, la Russie tiendrait séparément peu de compte de l'alliance et passerait outre. On dit à cela, que n'osant, que ne pouvant être ambitieuse que forcément, qu'à l'aide d'une nécessité, elle tend, sourdement sous main, à la faire naître. Cette imputation est gratuite et son intérêt y répond suffisamment; le *statu quo* est à l'avantage de la Russie; Constantinople Turc est sûrement plus Russe qu'il n'est Anglais

ou Français. La possession vaudrait encore mieux que l'influence, direz-vous? peut-être; il ne serait pas impossible qu'outre l'appréhension des éventualités générales, que selon les circonstances la possession pourrait amener, des circonstances particulières à la Russie ne lui fissent préférer l'influence. Son ambition cède au besoin d'avoir, plus qu'au désir de posséder. Or Constantinople et Pétersbourg sont des points trop importants et trop divers en tout. L'unité nationale pourrait, avant le temps, pâtir de la conquête; un corps qui aurait deux têtes pourrait avoir deux volontés. L'intérêt de la Russie n'est pas de s'aventurer, de faire naître les événements, il est à attendre l'avenir, à se l'appliquer sorti de la force des choses. Ce n'est point par des excroissances qu'elle doit grandir, c'est par le tronc, par la base, par le contact progressif de sa force et de sa civilisation; l'impatience ici ne pourrait que compromettre.

Résumons-nous : le mot de sympathie, passé des individus aux peuples et des intérêts aux principes, a pu fausser bien des idées. Dans sa vérité, et pratique et rationnelle, une alliance politique est une règle de trois, plus qu'une proclamation de tendresse ; en affaires, il importe peu qu'on pense comme nous si l'on compte autrement. L'identité de principes est une maigre satisfaction, si les avantages s'arrêtent là ; et l'opposition de principes n'est qu'une objection accidentelle, si les intérêts s'appellent. A la longue, ceux avec qui on fait le mieux ses affaires, sont nos véritables amis.

L'alliance de principes, la politique de drapeaux est la politique des masses un jour de bataille ; elle est simplement une combinaison de choc ; elle ne peut être une règle d'existence. La prouver logiquement seule bonne ; y pousser le pays ; d'une anomalie faire un système ; d'un moyen faire un dogme, c'est aventurer, c'est afficher la France, c'est consacrer irrévocablement que la paix du

monde ne peut se trouver qu'entre deux baïonnettes. L'alliance anglaise ne peut qu'une chose, elle ne peut que rendre plus improbable une guerre que l'on ne veut pas faire; mais l'alliance des intérêts, mais la politique, comme représentation de tous les motifs, de toutes les convenances, peut seule asseoir la paix, seule elle peut être la maxime d'un gouvernement sage et éclairé. La politique de drapeaux, il faut la prendre pour ce qu'elle est, une nécessité fâcheuse; et, nous le croyons, c'est à s'en passer et non à la trouver bonne qu'un homme d'État doit s'attacher.

DE L'ALLIANCE RUSSE.

Il faut le répéter, l'alliance qui peut éloigner la guerre en la rendant sans objet, est une alliance d'intérêt analogue et d'influence réciproque, réunissant la volonté de satisfaire aux moyens de maintenir. Ces conditions, nous ne les apercevons possibles que dans l'alliance russe.

On a dit à ce sujet : Il y a en France quel-

que chose qui déplaît à la Russie, la France a fait une révolution. Est-ce vraiment là ce qui rend l'alliance impossible, qui doit toujours ne la faire trouver bonne qu'avec ceux qui politiquement pensent comme nous? Il se peut que la Russie eût préféré que cette révolution, quelle que peut être son influence sur la France, ne déplaçât pas, vis-à-vis de l'Europe, un principe d'ordre et de sécurité dont l'action et le caractère lui étaient connus; mais ce désir, il est probable que la Russie n'en eût pas fait la condition *sine quâ non* de son rapprochement; il est à croire qu'elle se fût rangée au fait accompli, et qu'en dernier lieu ses sentiments et sa conduite se seraient réglés sur l'esprit de ce fait, une fois régularisé. Bien que le gouvernement soit plus personnel en Russie qu'ailleurs, il est vrai pourtant que nulle part la politique n'est plus dégagée de préjugés, n'est moins aveuglément asservie au passé. La politique russe aussi est toujours prête à voir son cœur dans la tête; quel que soit le principe de gouver-

nement de son allié pour soi, que ce principe se montre assis, qu'on puisse compter sur lui, et certainement la Russie se montrera peu soucieuse de savoir si le roi règne ou s'il gouverne.

Jusqu'ici la Russie a pu nous dire : « Si « votre alliance ne m'inspire aucune sympa- « thie, c'est que vous la présentez dans des « circonstances et dans des conditions qui « la dénaturent ; vous ne pouvez pas à la fois « vous ménager la sympathie des peuples « comme chance et l'appui des gouverne- « ments comme sécurité. Il faut l'une ou « l'autre ; si votre drapeau donne des verti- « ges, s'il trouble l'intérêt politique, s'il le « déplace de sa base solide pour le montrer « dans la région orageuse des idées, il est « naturel qu'il trouve de la répulsion et que « vous payiez cette tendance par de l'isole- « ment. Essayez de faire de votre révolution « un accident purement français, un arran- « gement d'existence nationale intérieure ; « ne généralisez pas votre principe ; qu'il

« reste ce qu'il doit être, un bienfait pour
« vous. Faites comme d'autres ont fait,
« dans vos circonstances : ne parlez que de
« vous, ne parlez que pour vous. Vous
« avez la confiance que seuls on vous
« respectera, que seuls vous mettez la
« moitié du monde de votre côté et que sans
« alliance vous restez de pair ; alors pour-
« quoi ne pas attendre sagement dans sa
« force que la politique des intérêts reprenne
« son assiette, et la voir violemment dans
« des différences ou des sympathies d'idées
« qui tendent à rendre impossibles telles
« combinaisons dont ces intérêts s'accommo-
« deraient mieux ? Pourquoi aventurer des
« avantages positifs dans des conflits d'opi-
« nion ? Au jour du combat, alors que l'inté-
« rêt de l'existence est le seul intérêt, cela se
« comprendrait ; mais lorsque tout le monde
« veut la paix et qu'il ne s'agit que de l'af-
« fermir, il est difficile de se rendre compte
« de vos motifs et de ne pas les suspecter.
« C'est à cette direction des esprits, c'est

« l'impulsion des choses en France et non à « la révolution en elle-même, à la révolution « comme fait national que vous devez surtout « l'anxiété de votre position. Tant que la « France s'affichera à la tête d'un principe, « la Russie se dira à la tête d'un principe op- « posé; et de la terre, sa base naturelle, la « politique ira s'asseoir dans les nuages. »

Tout cela est vrai en principe, mais l'est-il également dans l'application? Dans cette question de la France, on reste toujours dans un cercle vicieux. On voit, on signale l'effet produit, mais on ne veut pas le voir, le chercher dans sa cause. Est-ce volontairement, par préférence, de gaîté de cœur, qu'une nation entière plie ses intérêts positifs à des intérêts d'opinion? Quelque large part qu'on fasse à la passion, à l'esprit de révolution, il faut bien qu'il y ait un motif réel, une cause profonde même à ces exagérations. On argumente contre nous de ce que nous sommes, mais pourquoi le sommes-nous? Pourquoi nous a-t-on mis dans une position à ne pou-

voir nous montrer ce que nous voudrions être? Pourquoi nous a-t-on mis à demeure dans une position exceptionnelle, où la préoccupation de la guerre est devenue une pensée de salut et de dignité nationale qui doit nous déterminer avant tout, et nous fait mettre en seconde ligne nos intérêts de bien-être, nos intérêts français? Et enfin pourquoi en appelons-nous à l'alliance russe? Précisément pour sortir de l'état de contradiction forcée où l'on nous a mis, pour y trouver le moyen et l'occasion de nous sentir satisfaits chez nous et de nous refroidir sagement vis-à-vis des autres. Ce qu'on nous demande, ce que nous voudrions offrir, la France ne peut pas le donner tant que, de nécessité, l'état de choses actuel l'inspire contrairement, tant que les traités de Vienne l'isolent, la signalent et lui font à permanence une obligation patriotique de se faire forte plutôt que de se faire raisonnable.

Dans cette fausse position de tous, qui le premier déposera ses craintes et ses griefs,

et verra la sécurité dans le désarmement? Ce ne peut pas être la France : car les avantages du *statu quo* sont contre elle, et aujourd'hui sa tension est sa raison de vie, sa garantie d'avenir. Elle ne peut pas consentir une indifférence qui aurait l'air de la nullité; elle ne peut pas reconnaître un repos qu'elle semblerait subir, mais elle ne désire pas mieux que la possibilité de penser et d'agir autrement, que l'occasion de revenir à un système bien assis de paix et de dignité pour tous, et que d'y revenir par la seule combinaison qui puisse embrasser l'intérêt commun sans compromettre les intérêts réciproques. Dans ces dispositions, la France doit tout faire pour éloigner d'elle la responsabilité de l'avenir; elle doit tout faire pour que la responsabilité de la guerre reste, non à celui qui la fait, mais à ceux qui la rendent inévitable. Tant qu'il y a possibilité de transformer un antagonisme menaçant en une influence réciproque, offrant des garanties égales, la France doit se trouver prête dans

cette voie et ne rien préjuger vis-à-vis de la Russie, et s'abstenir de rejeter *a priori* sur elle l'impossibilité de l'alliance. Il se peut qu'il y ait là accidentellement des motifs et des souvenirs qui contrarient le cours naturel des choses, mais en politique on oublie. Le passé, mis sincèrement de côté de part et d'autre, la convenance commune reste ; en politique, dès qu'on le peut, hier est déjà loin ; c'est d'aujourd'hui, c'est de demain qu'il importe surtout. La Russie, comme tout le monde, a besoin de croire à la paix ; comme tout le monde, d'asseoir sa politique sur ses intérêts de bien-être ; et sûrement elle ne demande pas mieux que de voir ces sentiments devenir pratiques et régulatoires chez les autres ; seulement elle a droit à des égards, il ne faut pas qu'elle se voie l'objet de déclamations, au moins inopportunes ; que le bruit de la rue se fasse jour dans la politique, et qu'on ne l'exagère que pour en épouvanter. Dans une question de cette importance où il s'agit de l'avenir du monde, il

y a quelque chose de religieux à ne diminuer par rien, à laisser intacte à chacun la responsabilité de ses actes.

Jusques-là abstenons-nous de juger la Russie dans des idées irrévocablement hostiles; nous devons la supposer comme nous, désirant la paix et ne voyant la guerre que dans l'impossibilité de l'éviter; de notre côté, nous devons nous refuser à admettre que les motifs de répulsion entre ce pays et nous soient irrémédiables, que la Pologne soit pour toujours une terre de feu entre la France et la Russie, et que nos sympathies pour cette malheureuse contrée nous aient à tout jamais placés dans une position fausse; nous devons nous dire que la Pologne ne sortira pas toute constituée de nos vœux, ne sortira pas de quelques phrases; que la destinée s'est prononcée sur cet infortuné pays, et qu'il ne peut renaître que de la conflagration de tous ou de la volonté d'un seul. Comme hommes, déplorons cette alternative, mais comme Français, comme citoyens d'un pays, ne

voyons notre bonheur et notre grandeur que chez nous. Consacrer le principe de la nationalité polonaise pour constater la volonté d'arriver à la chose, c'est compromettre gratuitement la France et peser sur la Pologne; c'est mettre en permanence un appel à la force. Ou c'est l'amour de la Pologne qui nous égare au point de prouver contre elle en voulant pour elle, ou nous cédons à des abstractions d'idées, et, au prix des conséquences les plus extrêmes, nous semblons dire : périssent les peuples plutôt qu'un principe. Là ne se trouve, nous le croyons, ni l'ami de la Pologne, ni l'ami de l'humanité, ni l'homme politique. La nationalité polonaise ne doit coûter, ni la Pologne, ni le bouleversement de l'Europe. En face de nous ce fier tribun qui porte un peuple dans sa tête ne demande pas la nationalité irlandaise aux éventualités de la force matérielle; il la demande à la liberté anglaise. La nationalité polonaise aussi, il ne faut pas la chercher là

d'où tous les fléaux peuvent sortir; aujourd'hui il faut la demander à la politique russe, et pour cela il faut en être compris.

Digitized by Google

Digitized by Google

SUITE DE L'ALLIANCE.

Fixons-nous bien sur la position vraie de la Russie. La Russie est la puissance essentiellement libre ; elle peut se suffire ; les autres ont besoin d'elle. Ses motifs, ses intérêts ne sont pas au dehors, ils sont tous chez elle. Les denrées premières, dont elle alimente l'Europe, elle seule peut les livrer, et

il faut les lui demander; son industrie aussi ne connaît pas la nécessité des exportations; elle s'absorbe chez elle ou s'écoule dans des marchés qu'on ne peut lui disputer. Cette industrie, loin de la plier à des besoins d'échange, à des concessions de réciprocité, ne demande au contraire que l'isolement, qu'une protection qui la mette hors de contact : ainsi, la politique russe, libre des motifs et des exigences d'intérêts qui pèsent, et déterminent la vie sociale ailleurs, reste plus qu'une autre une combinaison de convenance nationale, elle peut se décider dans des considérations de vues plus générales et plus sympathiques, elle est en position de se mettre à l'enchère des meilleurs motifs, car, dans ses mouvements propres, elle vit d'elle-même, grandit de sa force et peut enfin se croire seule au monde.

Seulement par son contact géographique, par le caractère politique de la civilisation qui la touche, elle a été amenée à se faire le mobile d'action, et la condition de force du

nord de l'Europe; mais elle n'a pu fixer sa politique dans cette direction qu'en subissant la nécessité de prendre couleur, qu'en transformant son importance partout en influence active sur un point, qu'en descendant enfin de sa hauteur absolue de puissance libre, à la proportion d'un chef de parti: Or, les motifs qui l'ont déterminée sont-ils réellement ceux qui satisfont le mieux à sa vocation exceptionnelle, et a-t-elle choisi les moyens les plus propres à se développer et à se fixer dans sa voie?

Les intérêts vrais de la Russie n'ont jamais pu être représentés dans les traités de Vienne: les nécessités politiques qui pliaient les autres dans l'esprit de ces traités, elle ne les connaissait pas; sa force et son avenir propres restaient naturellement en dehors. Si ces traités n'existaient pas, l'attitude du corps germanique n'en serait pas pour cela plus menaçante pour la Russie, comme aussi l'existence de ces traités ne grandit, pour ses intérêts et pour sa puissance véritable, aucune des chan-

ces qui leur sont particulières. Une position accidentelle de la France, unique dans l'histoire et due à une simultanéité de circonstances en France et en Allemagne, qui ne peuvent plus se reproduire, a pu un moment faire partager à la Russie les appréhensions et les ressentiments de ses alliés; mais aujourd'hui des souvenirs ne peuvent raisonnablement être pour elle des motifs et des intérêts suffisants. Elle a pu rester dans la Sainte-Alliance comme principe, mais à ses yeux elle ne peut y motiver sa présence de la crainte d'un danger immédiat pour elle si elle s'en retirait. En un mot, elle y est restée par choix, par préférence si l'on veut, mais sans nécessité réelle; elle y est restée parce qu'ainsi elle exerce une influence, un patronat décisif sur une moitié de l'Europe; parce qu'elle a vu dans cette combinaison son plus haut degré d'importance politique; parce qu'elle a vu les grands intérêts d'ordre et de paix garantis par une démonstration de force faisant face à une démonstration de force opposée.

On peut d'abord se demander si cette sorte de garantie est celle de la nature la plus propre à asseoir la sécurité, on peut se demander ensuite, si pour la Russie la considération qu'elle trouve en appuyant sur un point dans une direction, est la plus grande qu'elle soit à même de se donner? Du moment que libre de motifs et d'exigences personnelles la question est pour elle toute d'influence défensive et préservatrice, est-il bien vrai qu'elle ne puisse exercer le plus avantageusement cette influence qu'en prenant couleur tranchée et se faisant le bras et la tête d'une partie? Est-il bien vrai qu'il ne puisse y avoir pour elle un degré et une nature d'action plus élevée, plus étendue, plus conforme aux grandes considérations de paix et de bonheur général, dans une combinaison plus large, plus sympathique au but qu'on veut atteindre, et où, au lieu d'appuyer la moitié de l'Europe, il s'agirait d'asseoir et de régler le monde? Il est évident par exemple que si l'alliance de la France et de la Russie était aussi

réalisable en politique qu'elle est facile et naturelle, en intérêts, son effet direct serait de coordonner et de fixer l'Europe au repos.

Avant d'aller plus avant, il faut prévenir une objection. On dira que la Russie n'est pas aussi libre qu'on le dit dans les traités de Vienne; que la Pologne est un intérêt vital, impérieux, qui l'oblige nécessairement et la force à prendre caractère. Nous répondrons : oui; quand la Pologne est dans la France, dans la France inquiète, hostile d'esprit; oui : quand l'intérêt de la France est tenu d'enflammer partout les passions et de chercher des alliés dans le camp de ses ennemis; mais par l'alliance, la France, rendue à d'autres dispositions, par là même refroidirait la Pologne, la mettrait dans la vérité de ses intérêts, et donnerait ainsi à la politique russe, vis-à-vis de ce pays, l'occasion de l'asseoir dans des conditions plus sympathiques à la Pologne et plus rassurantes pour la Russie. Pour la France pacifique et satisfaite,

Digitized by Google

la Pologne est un fait accompli, mais en voie d'amélioration. Les éventualités heureuses que le cours régulier des choses peut alors amener pour cette contrée, doivent sortir de la Russie, et l'alliance serait le moyen le plus direct et le plus efficace de provoquer ces éventualités. Ainsi l'alliance est réellement un intérêt polonais, le seul peut-être que la raison et l'humanité puissent admettre aujourd'hui. Il faut revenir de cette idée malheureuse, que la Pologne soit à jamais un motif toujours saignant pour la France et la Russie de se faire face ; il est plus vrai et plus consolant, au contraire, de se convaincre que l'état de ce pays est une raison majeure pour la Russie, dans ses intérêts russes, et pour la France, dans ses affections polonaises, de s'entendre et de se rapprocher. Ainsi du côté de la Pologne, comme sous tout autre rapport, les avantages que la Russie cherche dans une coalition armée, elle les trouverait plus efficaces, à moins de frais et d'un effet bien autrement étendu dans

une bonne intelligence avec la France.

Cette alliance, même en dehors des motifs généraux d'ordre et de sûreté pour tous, nous la jugerions être essentiellement dans le véritable intérêt russe, et seulement répondant bien à ses nécessités d'avenir; nous croyons en effet que l'état, tous les jours plus normal de la Russie, est une prévision d'éloignement et d'animosité vis-à-vis de l'Angleterre. Ces deux pays sont sûrement destinés à une collision longue et violente. Déjà en Europe le commerce anglais est dans une position tributaire de la Russie; les échanges ont cessé; cette dernière n'accepte que de l'or en retour des denrées qu'il faut lui demander. Si la richesse propre a déjà repoussé l'Angleterre à l'Occident, la concurrence russe menace de l'atteindre et de la déposséder en Orient; là la rivalité doit éterniser la haine et amener le combat. Ceci n'est pas une supposition, seulement une chose possible; c'est un fait qui existe en principe, dont le développement a pour lui la force ir-

résistible des choses. Chaque jour la prévision de ce fait préoccupe plus vivement l'Angleterre, chaque mouvement de la Russie le complique, chaque pas en avant ajoute un chiffre à la haine. Or, dans cette voie où la pousse impérieusement son avenir, où la Russie devra se rencontrer hostilement avec l'Angleterre, peut-il lui être indifférent d'avoir un aide, un appui qui ait ses motifs et ses griefs contre cette puissance, et qui n'ait pas, vis-à-vis d'elle-même, les appréhensions et les calculs de l'Angleterre.

Dans cette expectative, sous la prévoyance de ces éventualités pendantes, est-il rien qui semble plus naturel que l'union de deux intérêts qui sentent, se plaignent et comptent de même, contre un tiers, de nature également contraire à l'un et à l'autre? L'alliance Franco-Russe serait ici une sorte de système continental au repos, sans violence, sans effort, sans sacrifice, raffermi dans la paix et présentant des conditions de force et d'identité de motifs que le fer de l'Angleterre ne

pourrait rompre et que son or ne pourrait diviser.

Dans l'alliance de la France, la Russie ne hasarde rien, ne s'expose pas, ne se compromet pas ; elle épargne ses ressources, économise ses forces, ne se donne à personne et n'appartient librement qu'à l'intérêt russe ; elle s'entend avec la France, elle marche parallèlement avec elle, mais dans sa voie propre, dans son avenir, tout en réglant celui du monde. Par contre, dans la direction où elle se meut par les traités de Vienne, elle s'est posée volontairement, gratuitement, une alternative où les chances de succès ne tourneraient qu'au profit de ses alliés et où les revers seuls viendraient l'atteindre. Par la lutte, si elle est heureuse pour la Sainte-Alliance, qu'aura gagné la Russie au prix de de beaucoup de sacrifices? La prééminence stérile d'un principe ; mais en cas de revers, en cas de victoire du principe opposé, elle est aussi, comme le reste, exposée aux conséquences de cette victoire. On ne com-

prendrait pas que la Russie, si elle le veut, ayant des garanties à elle, une sécurité propre, il puisse exister un motif assez vrai, un intérêt assez puissant pour jeter un vaste empire dans le *va-tout* d'une question qui n'est pas la sienne. Même avec la certitude d'être le plus fort; et cette certitude, nul ne peut la préjuger; serait-il opportun de chercher par l'emploi violent de la force un résultat qui serait possible par une simple combinaison de la volonté.

La Russie, dans ce grand procès européen, ne défend en réalité que son influence, qu'un système auquel elle n'est pas liée par des intérêts d'existence; elle défend des principes et une pratique de gouvernement qui ne sont pas les principes et la pratique de son gouvernement; à cet égard il est tels de ses alliés qui diffèrent moins de la France que d'elle-même. Dans la position commune, quel est donc le point d'identité, le motif semblable qui fait penser et agir de même des intérêts différents? La crainte de la

France, la crainte d'un bouleversement possible amené violemment par elle. Mais la garantie la plus rassurante contre cette éventualité, peut-elle se trouver ailleurs plus sûrement que dans l'alliance de la France? Tâchons de nous rendre compte de l'effet de cette alliance telle que nous la concevons, basée sur le respect de ce qui existe, ne provoquant rien, mais, dans son caractère préservatif, laissant au temps toute sa liberté d'action.

Parlons d'abord de la France.

La France rassurée, revenue à de justes conditions d'influence, rentrée dans la voie commune, à son état naturel de pivot et de régulateur, non plus sous l'esprit hostile des traités de Vienne, verrait autrement la lettre de ces traités, elle y verrait des conquêtes perdues, sans danger et sans irritation; n'ayant plus à craindre, elle n'aurait pas à menacer; son existence dans des proportions nouvelles, pour des intérêts nouveaux, amènerait aisément l'oubli d'un passé que l'atti-

tude du présent ne rappellerait plus. Le prosélytisme des idées, la propagande des principes, moyen extrême, avouable seulement dans la nécessité d'une lutte sans merci, repousses de la politique, resteraient ce qu'ils doivent être, des tendances isolées, individuelles, incapables de force et d'entraînement grave; les intérêts matériels, que seul le cri de la patrie peut troubler un moment et enflammer dans la politique, reprendraient activement leur infaillible supériorité et fixeraient au repos. La France refroidie par l'alliance donnerait soudainement une autre direction, un autre objet à son esprit public, elle porterait ailleurs sa vivacité d'émotions; les esprits se préoccuperaient patriotiquement d'Alger et de l'avenir maritime de la France; le pays ferait face à la mer. Dans son travail de force et de réalités, dans ses mouvements, la France plus vraie, plus française, verrait la politique abstraite des principes se refroidir dans la politique pratique des intérêts positifs, et toute à elle, pour elle, et-

pouvant oublier ceux dont elle n'aurait rien à craindre, elle serait peu disposée à se faire sur leurs frontières le porte-drapeau des révolutions.

Enfin seulement par l'alliance le gouvernement peut s'asseoir et se fixer définitivement à la satisfaction de la France et de l'Europe, car seulement par elle il peut se caractériser dans un système net, franc, positif, répondant à l'intérêt et à la dignité nationale, et offrant ces conditions de force active et de puissance morale qu'il ne peut trouver en lui-même, tant que les circonstances extérieures réagissant sur les dispositions au dedans, l'obligent ici et là à ne se présenter à tous que comme une combinaison du moment, une demi-volonté, une demi-concession; qu'il doit moins vouloir la paix que l'étranger et moins vouloir la guerre que la France. En politique le vice radical de ce gouvernement est une position où il ne reflète ni assez l'Europe en France, ni

assez la France en Europe; l'alliance seule peut en être le remède.

Pour le reste de l'Europe, l'effet direct de l'alliance serait de mettre partout les intérêts en avant des passions, d'obliger au repos, ne laissant debout que le désir et la possibilité d'arriver à un mieux sagement progressif. Par fait d'impuissance, les exagérations s'éteindraient dans la société; l'amélioration ne serait vraie que peu à peu, régulièrement; il resterait dans le monde une force et une volonté de civilisation sympathique, mais partout l'esprit d'innovation violente cesserait d'être moyen. Indubitablement l'activité des esprits, le mouvement des idées se jeteraient dans les voies pratiques des intérêts positifs, des intérêts de bien-être, dans le plus de civilisation comme amélioration d'existence; les gouvernements feraient comme les individus; ces exagérations de force, ces nombreuses armées nourries d'or pour rendre du sang, dont la nécessité est un fléau, dont la vue nourrit la

haine et trouble la pensée, désormais sans objet et rentrées dans l'économie régulière du corps social, seraient remplacées par des travaux d'utilité publique, des fondations nationales, des usines, des manufactures, des voies de communication, des canaux et des chemins de fer, toutes choses qui restent, qui mènent paisiblement à mieux, et sont plus efficaces que des coups de canon qui tuent les hommes et ne tuent pas les passions.

Lorsque par la pensée on vient à supposer l'alliance de la France et de la Russie, exister comme règle et mesure de la vie européenne; et qu'on se rend compte à une certaine hauteur de l'effet de son influence, des maux qu'elle pourrait empêcher et du bien qu'elle pourrait amener, sous la vive sympathie qui associe à ces grands résultats, on veut se refuser à croire à la difficulté insurmontable des moyens; il semble que pour un pareil but, il n'y a rien d'impossible.

Cette alliance, du moment qu'elle existe-

rait, serait une nécessité politique, une nécessité d'ordre et de raison qui, en dehors d'elle, ne saurait rencontrer d'obstacle à son action. Sans réaliser le vœu chrétien de la paix perpétuelle, elle garantirait cette paix de la volonté de ceux sans lesquels et contre lesquels personne ne peut vouloir la guerre; la paix ne saurait cesser que par la rupture de l'alliance, et comme cette rupture, par le fait même de l'alliance, aurait tous les jours de plus graves conséquences, que de part et d'autre elle ferait naître les plus vives appréhensions, on ne voit pas, dans le cours régulier où l'on aurait fixé les choses, quels motifs assez déterminants, assez impérieux pourraient nécessiter une scission. Les deux parties alliées n'ont à l'égard l'une de l'autre qu'un seul point de divergence; le principe politique qui les régit intérieurement; mais elles sont situées à des extrémités géographiques opposées, séparées par de nombreux intermédiaires; mais ce point de divergence ne saurait être cause de répulsion

que par le contact. Sous tout autre rapport il y a entre elles identité de conditions et de convenances : la France est forte de soi, la Russie est puissante par elle-même; l'une ne craint personne, l'autre ne redoute rien; elles sont rivales de supériorité, mais sans collision. La Russie influe sur la moitié de l'Europe; la France figure l'autre moitié. La volonté de la première est de conserver, la volonté de l'autre ne peut être que de préserver. De l'une à l'autre, en dehors de leurs intérêts vrais, l'esprit d'hostilité n'est réellement que dans la position, dans l'attitude prise; que cette position change, les intérêts s'harmonisent et les volontés s'équilibrent.

On pense généralement que, même reconnue bonne et désirable en principe, il y a à la réalisation de l'alliance des difficultés d'une nature particulière tenant à des motifs, à des dispositions de personnes. Il est difficile de se rendre à cette manière de voir; les grands cabinets sont sans préjugés; les es-

prits élevés n'ont pas de préventions. L'empereur est doué d'un caractère énergique; il y a peut-être dans son premier mouvement, dans le premier éclat de sa volonté quelque chose qui vibre comme une résolution sans retour; mais dans les motifs, dans le principe de ses convictions, l'empereur est profondément religieux, il comprend la vie de souverain comme la pratique d'une pensée consciencieuse; sa volonté est d'être dans le vrai, est moins de faire ce qu'il veut que de vouloir ce qu'il doit; il peut se tromper, mais il est sans arrière-pensée, et chez lui l'homme convaincu fait l'homme fort. Si l'alliance se montre à son esprit autrement que nous ne la voyons; s'il y aperçoit des inconvénients et des dangers qui ne nous frappent point, c'est que peut-être il la juge dans les dispositions qu'il suppose à la France, et que ces dispositions n'asseoient pas sa confiance. La véritable difficulté est ici bien moins de s'entendre que de se faire croire,

bien moins de s'approcher que de s'attirer. Pour amener l'alliance on voudrait que la France fût déjà ce qu'elle ne peut devenir que par l'alliance ; voilà le nœud gordien, le cercle vicieux de la question. L'obstacle est réel, il est grand, mais il est vrai aussi que même ce peu de confiance que la France inspire circonstantiellement n'est pas une raison suffisante, un motif sans appel d'asseoir négativement sa conviction sur le fait de l'alliance, et qu'il faut encore juger cette mesure par opposition avec ce qui existe en son absence, par opposition avec un état d'irritation et de malaise qui couve à permanence l'éventualité d'un choc violent. Alors, nous le croyons, plus, par position, on est destiné à peser dans la balance du monde et à venir en aide aux intérêts de l'humanité, plus, on est près de se dire : que l'alliance est un bien lorsque seule elle peut préserver du mal pire ; et que les dispositions accidentelles de la France, dispositions qu'une autre manière

d'être modifierait infailliblement, ne peuvent prudemment motiver que la volonté de sages réserves et de justes garanties.

Digitized by Google

Digitized by Google

DE L'ISOLEMENT DE LA FRANCE.

Tant qu'une alliance telle que nous l'avons cherchée n'existe pas, la France, de fait, reste dans l'isolement. Cet isolement n'est point un acte de sa volonté; il est la conséquence obligée de la position que lui ont faite les traités de Vienne. Ces traités sont faits contre elle : elle ne peut pas vouloir comme

Google

eux ; il n'y a pas là de place possible pour elle. En temps ordinaire, pour faciliter l'existence commune et allonger prudemment l'attente, elle peut apposer son sceau à des protocoles de vaine formalité, et, comme moindre inconvénient, se donner l'apparence d'un libre concours ; elle signe après les autres pour éviter de voir consacrer ce que les autres auraient signé sans elle. Il ne faut voir là qu'un sacrifice aux circonstances, et le sage tempérament d'une politique de temporisation ; mais, dans le fait, l'isolement de la France n'en reste pas moins une réalité de position. La France serait isolée, même quand elle dirait qu'elle ne l'est pas ; et alors que les hommes semblent vivre dans une apparence de paix, la guerre est vivante dans les choses, est au bout de chaque événement. L'avenir ne peut pas sortir des traités de Vienne, il doit s'en échapper.

Pendant dix ans, la France a cru s'être donné une alliance qui avait changé sa position en Europe, qui avait, sinon effacé, du

moins tourné et tenu en échec les traités de Vienne; elle a cru ne pas être seule, ne pas avoir tout le monde contre soi. L'événement est venu la détromper; elle s'est surprise en 1841 ce qu'elle était positivement en 1815. Cette expérience semble avoir définitivement fixé sa conviction sur le caractère et les nécessités de son isolement. Elle s'est dit: je ne puis être qu'isolée, donc je ne saurais être trop forte. Voilà le vrai motif des fortifications de Paris.

Lorsqu'on considère cette grande mesure comme prenant la place de la signature effacée de l'Angleterre, et couvrant le déficit d'alliance politique, il semble qu'il ne peut y avoir deux manières de la juger. Alors la question n'est plus obscurcie dans des considérations, fondées en principe si l'on veut, vraies en généralités, mais vraies par abstraction, sans acception de lieux, de temps et de circonstances, et également applicables à toutes les civilisations et à toutes les capitales. Alors on ne débat plus l'opportu-

nité de fortifier Paris en thèse générale, à titre de bien absolu, et comme exercice libre de la volonté; on ne s'arrête plus à des inconvénients devenus secondaires, quelque graves qu'ils puissent apparaître, on ne voit plus le despotisme des forts détachés, et l'anarchie de l'enceinte continue; on ne voit qu'une chose, plus de force, plus de moyens, plus de parité pour une lutte inévitable, et d'où ne sortira qu'une existence et qu'une volonté.

Pour condamner les fortifications de Paris, il faut avoir la ferme conviction que si la France le veut, la lutte n'aura pas lieu. Eh bien! la question même resserrée dans ces termes, nous pensons qu'il était plus périlleux, plus téméraire de préjuger ainsi l'avenir de la France, de lui donner cette volonté qu'il n'était hasardeux d'élever des remparts pour la défendre. Il est bien vrai que la France ne veut pas la guerre pour la guerre, mais il est tout aussi vrai qu'elle veut encore moins les traités de Vienne, et que ne les

voulant pas, elle doit toujours être prête à s'y soustraire. On dira qu'elle a le temps pour allié et, qu'en sachant attendre, infailliblement il surgira tel événement qui lui viendra en aide et la remettra à sa véritable place. C'est là une espérance, une éventualité possible, mais cette espérance, est-elle de caractère assez positif, suffisamment rassurant pour lui sacrifier la seule garantie du présent? Il se peut, qu'une fois cet événement, qu'on présume, en qui on espère, vienne à se montrer, mais il se peut aussi qu'avant qu'il se présente, notre dénûment, notre faiblesse relative vienne à nous nécessiter à des sacrifices d'honneur et d'intérêt trop grands. Dès qu'aujourd'hui on peut être fort de soi, y a-t-il sagesse ou habileté à se dire qu'il faut attendre, et qu'un jour on sera fort par les autres? Au reste, ces éventualités qui une fois sauraient rendre inutiles les fortifications de Paris, Paris fortifié les rapproche, et dans ce sens affaiblit l'isolement de la France.

La réalisation de cette grande détermination est l'explication tardive mais explicite des traités de Vienne, c'est la manifestation solennelle de cette vérité que tant que la France ne sera forte que relativement, elle sera jugée insuffisante et peu ménagée ; que sa juste réaction comme partie n'existe pas ; qu'il n'y a pour elle qu'une influence à deux, que dans sa force reconnue égale à la force de tous. Or, Paris fortifié, met cette force dans toutes les conditions de parité qu'elle pouvait se donner, et ressuscite enfin la volonté de la France. Si Paris eût été en 1830 ce qu'il peut être avant peu, il se pouvait qu'Ancone ne fût pas retournée à l'influence autrichienne, que le Luxembourg fût resté à la Belgique et que Saint Jean-d'Acre n'eût pas été brûlé.

Si l'isolement de la France est un état d'expectative dont à défaut d'alliance elle ne peut sortir que par la guerre, il nous resterait donc à chercher son avenir dans cette seconde nécessité ; nous devrions parler de la guerre, la

voir dans ses conditions, la suivre dans ses chances, la supputer dans son but. Telle n'a jamais été notre intention.

Faire à priori de la guerre une matière de discussion, c'est presque la rapprocher, et nous croyons qu'il ne faut parler de la guerre quand elle n'existe pas, que pour la rendre impossible, ou la prouver évitable. Dans notre pensée ce mot terrible ne s'est placé sous notre plume que pour en faire un argument de paix ; nous n'irons pas plus avant, notre tâche se bornait à préciser autant qu'il était en nous le caractère des positions.

Digitized by Google

FIN.

Résumons-nous. — Les traités de Vienne faits pour une époque, ne sont pas des actes d'établissement définitif, de constitution et d'assiette naturelle; ils figurent une ligue vivante, ils accusent une disposition hostile; ils sont à permanence un véritable plan de campagne politique; ils ont assis la paix sur

la guerre, et mis l'équilibre sur la violence. Ces traités ne peuvent être que le moyen coercitif, et jamais la loi consentie de l'existence européenne ; ils ne sont qu'à condition d'être toujours les plus forts, les seuls forts ; de là, pour ceux mêmes qu'ils appuient, la nécessité de vivre dans la tension et l'anxiété.

La France, que leur existence isole, que leur esprit irrite, s'échauffe dans ses souvenirs, s'exaspère dans sa force, et seule pour elle, et d'autant plus terrible peut-être qu'elle est seule, demande à la presse, aux idées, aux principes, aux passions de l'homme libre, pour elle une pulsation plus vive, et contre ses ennemis les fusées à la congrève de la liberté. La France est nécessitée de faire de la guerre une conflagration de principes. On se fait un argument contre elle de cette détermination extrême ; mais est-elle volontaire? n'est-elle pas une conséquence naturelle de ce qu'on l'a faite, et de ce qu'on s'est fait contre elle? Les traités de 1814 ne sont-ils pas en réalité un million de soldats

la baïonnette au bout du fusil, lui disant sur ses frontières : Vous vivrez aux conditions qu'on vous a faites, ou vous ne serez autrement qu'au risque d'être pire. Devant cette alternative il n'y a certes ni doute ni ménagement à attendre de la France, et dès que la lutte reste l'appel en dernier ressort, il est naturel de vivre pour la lutte et de s'y présenter dans la plénitude de ses moyens.

Répétons-le, là est le vrai motif, le motif national des fortifications de Paris. Ces fortifications ne sont pas une facilité de paix, elles sont une prévision de guerre, et pour la France elles enlèvent à la guerre malheureuse la plus grave de ses chances. La France n'enfouit pas ses trésors pour rendre la guerre impossible, elle ne se résout au contraire à d'aussi grands sacrifices que parce qu'elle sent qu'une fois, du fait des choses, elle sera inévitable. Paris fortifié, c'est un soldat au repos, qui aiguise son glaive sur son bouclier.

Ainsi de part et d'autre, en France comme

partout, il faut consacrer toute sa vie et ses ressources à se roidir et à s'épouvanter, à produire de la force et du mal aise. Telle est la position où les traités de Vienne ont fixé tout le monde.

Par eux, l'Allemagne n'a plus la conscience de son avenir, et sa mesure de vie reste dans la main des autres; les petites nations germaniques sont en réalité des populations stratégiques en garnison chez elles. Là, on nourrit la nationalité de la peur de la France; et on fait servir le patriotisme à légitimer la dépendance.

Par eux la Prusse, que tout le monde touche, ne peut quelque chose que contre la France. Toute son existence se préoccupe et se résume en anxiété, dans une position de sentinelle avancée, d'enfant perdu de la coalition. Toujours sur la place d'armes, l'école de peloton est devenue pour ce pays la première obligation du code civil. Quelles que pussent être ses convenances ou ses motifs ailleurs, elle peut d'autant moins se refuser

à agir, à prendre l'initiative, qu'on la pousse en lui disant que c'est pour elle, que c'est à son aide que l'on vient. Ainsi ce pays que le caractère de sa civilisation met en dehors des circonstances et des motifs de ses alliés, qui n'a de suspicion vis-à-vis de la France, que par l'effet d'un contact partiel, relativement secondaire, et qu'elle a dû accepter comme pis-aller, est tenu de peser sur ce contact de toute son étendue de six cents lieues, et pour se couvrir sur un point, se découvrir partout. Certes, il est difficile de supposer que dans son for intérieur la Prusse se félicite de la sagesse des traités de Vienne, et qu'elle ne suppose pas un état de choses plus justement à sa convenance.

Par eux la Russie poussée hors de chez elle, sortie de son véritable centre d'action, faisant d'une force libre, d'une existence exceptionnelle, un instrument de parti, laisse croire à des vues et à une ambition qu'elle n'a pas, et se plie et s'amoindrit dans un rôle d'épouvantail qui entretient la méfiance chez ses

Digitized by Google

amis, et l'irritation chez ses ennemis. Dans cette position, la Russie ne trouve d'avantages qu'une influence relative, et ne la trouve qu'en consacrant l'état de guerre au repos. L'Europe, cependant, partagée en deux camps, tenue sur le qui vive, toujours armée, toujours soucieuse, et convaincue que l'avenir ne peut pas sortir paisiblement de ce présent, se demande s'il est bien vrai que la sagesse et les intérêts de l'homme n'ont réellement que le canon pour se faire entendre; s'il est incontestable qu'il y a vingt-cinq ans, le pouvoir a été définitivement inspiré et que ce qu'il a fait et voulu alors, il y ait fatalité à le faire et à le vouloir toujours? On se demande si les circonstances et les temps sont les mêmes, si l'ambition de la France comme celle de la Russie peuvent être aujourd'hui ce que le passé a pu les faire voir? Si chez l'une et chez l'autre de ces puissances, dans leurs motifs vrais, nationaux, dans leurs conditions de force et de naturel développement, il y a absolue nécessité de se disputer le

monde les armes à la main, et de jeter sur le champ de bataille tous les intérêts d'ordre, de bien-être et de civilisation? On se dit : la France veut reprendre sa place, la Russie ne veut pas amoindrir la sienne, mais ces deux puissances du reste ne sauraient rien se surprendre, elles sont réciproquement trop fortes pour ne devoir pas se respecter. Elles ne peuvent vouloir de concert que l'une pour l'autre; leurs intérêts positifs s'appellent; leur avenir peut avoir à s'appuyer mutuellement. De rivalité entr'elles, il ne peut pas en être question, l'Angleterre les unit. Quel motif caché, quelle nécessité malheureuse les pousseraient donc à ne voir, à n'admettre de l'une à l'autre de moyen que la lutte, et de résultat que par la force? Pourquoi même à des craintes motivées, à de justes appréhensions, ne laisser que la chance de violentes réalités, et se fixer à ne reconnaître de remède à une position fâcheuse que l'attente d'une position pire?

La guerre est le plus grand des crimes si elle n'est pas le seul moyen d'asseoir la

paix ; et ici la guerre, quel que fût le résultat, n'amènerait pas la paix, la véritable paix ; elle amènerait infailliblement le chaos d'un principe ou le néant par l'autre ; ou la liberté changerait tout, ou le pouvoir absolu détruirait tout. Seule, l'alliance peut modifier l'état des choses sans l'empirer ; et devant cette alternative que le monde doit être assis par elle, ou être remis en question par la guerre, nul ne peut se dire assez convaincu pour prononcer que l'alliance est impossible. S'il était malheureusement vrai qu'elle le fût, il serait tout aussi vrai qu'il n'y a de possible que la guerre. En vain les gouvernements semblent ne pas vouloir admettre cette conséquence, ils l'accusent, ils la trahissent dans tous leurs mouvements, et la guerre est toujours vivante dans leurs arsenaux. On pourra toujours leur dire : Pourquoi êtes-vous si convaincus que la France ne voudra pas rester ce qu'elle est ; pourquoi? Parce qu'au fond vous êtes forcés de vous avouer que vis-à-vis d'elle, vous n'avez assis que la politique

accidentelle du plus fort; que ce que vous appelez principe de paix en Allemagne, est forcément question de guerre en France, et que c'est ici une de ces situations où celui qui fait la guerre est moins la cause de la guerre que celui qui la rend inévitable.

Dans le calme de la pensée, il est difficile de se refuser à la vérité de ces motifs. La France divisée, fractionnée dans son esprit public, n'a qu'une opinion, qu'une manière de juger l'ensemble et le caractère de sa position politique, tout le monde la reconnaît également intolérable, impossible comme règle. La divergence ne naît que relativement aux moyens d'en sortir. Les uns veulent s'y soustraire par temporisation, par l'action du temps, l'influence des événements; les autres préfèrent une voie plus directe, plus décisive, plus personnelle, qui donne caractère à l'attente et précise la volonté. Ceux-là, et le pouvoir est du nombre, mieux inspirés, nous le croyons, ont voulu les fortifications de Paris.

Paris fortifié pose nettement la question. Ce n'est certainement pas une déclaration de guerre; c'est seulement une profession de principe en action, une prévision de guerre; mais on ne la prévoit par une mesure de cette gravité que fortement convaincu que du fait des choses, la guerre est devenue la dernière raison, ou le dernier moyen du pays.

Du haut des murs de Paris, la France, comme cette grande figure d'Achille sur les remparts des Grecs, veut pouvoir faire entendre sa voix à l'Europe, et si son honneur, ou son intérêt l'exige, lui répondre énergiquement : non. Dès aujourd'hui Paris qu'on fortifie, est plus qu'une chose défensive, c'est un acte de volonté, une déclaration de parti pris qui met la France en voie de légitime et de réelle réaction, qui oblige à plus d'égards, ou à plus de résolution envers elle. Un ouvrier terrassier travaillant aux fortifications dit plus à l'Europe que tout ce que la diplomatie française a dépensé de paroles depuis

dix ans. Aussi l'Europe a-t-elle répondu aux fortifications de Paris par les fortifications de Rastadt; ainsi, plus nous avançons dans l'état de choses fait par les traités de Vienne, plus les positions se compliquent, plus les conditions de la paix s'enflamment en moyens de guerre, plus l'existence commune s'aggrave et se fixe en contradiction à l'esprit bienfaisant de la civilisation. La politique de 1814 coûte trop, consomme trop, se montre trop comme le premier besoin, la première nécessité, et dans la moisson de richesse générale que la civilisation fait naître, elle prélève une trop grande part en canons et en baïonnettes. S'il est un fait universellement senti, généralement réprouvé, c'est qu'aujourd'hui l'état militaire écrase l'état social, c'est que l'or pour le pouvoir est devenu le moyen du fer. Or, le système politique qui s'est, à dessein, établi sur l'antagonisme de l'Europe vis-à-vis de la France, qui a fondé, qui a voulu cet antagonisme comme combinaison préférable, a par là voulu aussi l'état

militaire à son plus haut degré d'exigence. Comme règle, ce système froisse la civilisation ; comme résultat, il ne préserve de la France qu'en éternisant l'irritation et les idées de guerre ; partout il ne laisse enfin à l'avenir que deux éventualités, ou l'abdication impossible de la France du rang qui lui est justement assigné dans les affaires de ce monde, ou sa réhabilitation dans ce rang par la violence des choses. Nous croyons donc qu'une sage modification à ce système serait un intérêt européen autant qu'un intérêt français, et que cette modification sans rien exposer, et dans de justes conditions d'harmonie et de bien-être commun, ne peut se rencontrer que dans une alliance suffisante pour la France, et sans caractère offensif pour personne.

Laissé tel qu'il est, le monde debout dans l'attente, armé pour la rencontre, s'en remettant de tout à la force matérielle, irritant les esprits, excitant les passions, froissant les intérêts, et à force de précautions et d'intimi-

dation, arrachant péniblement à l'avenir chaque instant de son existence, le monde ainsi fait, disons-nous, au sein d'une société qui se mêle et se complique sans cesse, où tant d'instincts sont éveillés, où tant de motifs fermentent intérieurement, une fois, soit dans la ligne de ses prévisions, soit à côté, verra surgir une complication qui deviendra l'occasion d'un entraînement général, et l'Europe un jour se réveillera dans un champ de bataille.

Digitized by Google

Digitized by Google

NOTES.

Note 1 de la page 167.

Dans cette affaire d'Orient, la France a réussi à mécontenter tout le monde, amis et ennemis, le Turc et le Pacha, l'Angleterre et la Russie. Dans une question où tous voulaient diversement, par sa prétention de ne vouloir qu'une combinaison française, elle est parvenue à faire que tous voulussent sans elle, c'est-à-dire contre elle. Elle s'était éprise de l'idée puérile de souffler la difficulté par un accommodement direct entre le Pacha et le Sultan, et de clore ainsi le drame politique comme finit une comédie, par un rapa-

Digitized by Google

triage. C'était là un rêve, la question était plus européenne que turque ou égyptienne, elle n'était soluble que par tous, dans la paix comme dans la guerre. Par exemple, il devait être facile à la France d'être convaincue que la Russie ne consentirait jamais le Pacha assez puissant pour être quelque chose à Constantinople, ni assez fortement constitué pour afficher la prétention d'un nouvel Orient. D'autre part, elle devait être tout aussi assurée que l'Angleterre ne verrait pas l'influence de la France sur le Pacha sous le jour que la France voulait la montrer comme une combinaison de convenance commune, une sorte d'équivalent à la suprématie de la Russie. L'Angleterre d'abord ne croyait point à la vérité de ce genre d'équilibre; elle y voyait le patronat de la Russie en devenir plus marqué, plus menaçant, et par là le danger de précipiter les événements. D'ailleurs que gagnait-elle à cet état de choses; elle perdait à Constantinople sans gagner en Égypte, elle se faisait réellement secondaire. Cette politique ne pouvait être la sienne; en se faisant illusion à cet égard, le cabinet français se préparait une mystification.

A part les considérations de politique générale, l'Angleterre avait dans la question d'Orient des intérêts actuels, pressants, nationaux, qu'elle devait satisfaire. Ce pays de qui l'Europe s'émancipe tous les jours davantage, est dans la nécessité de s'ouvrir des passages et des débouchés n'importe à quel prix, par des traités si cela se peut, par des coups de canon, s'il le faut. Cette nécessité est aussi impérieuse pour l'Angleterre, que le seraient les conditions de son salut;

au loin sa formule de vie est celle-ci, le commerce ou la guerre, achète ou meurs. Dans les extrémités de sa position exceptionnelle, au sein d'un monde qui l'imite et l'isole, elle est aujourd'hui forcée de relier l'Inde par des stations dans le Golfe Persique et dans la Mer Rouge; elle doit trouver en Asie la consommation qui fait sa force et qu'elle perd ailleurs; l'Asie est la dernière matière première de sa fortune. Une puissance en Egypte qui pouvait lui barrer l'avenir, ne devait pas lui convenir, et l'influence de la France sur le développement de cette puissance devait être à ses yeux presque une agression. Avant tout elle avait motif, à mettre cette influence à nu, à la faire juger, pour se faire reconnaître soi-même, et se faire préférer.

L'alternative de la question d'Orient était donc facile à saisir par la politique de la France; il y avait là des intérêts tranchés, divergents, non fourvoyables, non ramenables, que les paroles de cette politique rendaient défiants, et que ces temporisations prolongées devaient finir par lasser. Cette marche oblique, incertaine, a eu un résultat qu'on voulait croire impossible, elle a précipité la Russie à la rupture de l'alliance, la Russie jugeant peut-être la nouvelle combinaison trop dans son action du moment et pas assez dans ses conséquences ultérieures. La politique russe, ce qui ne lui arrive pas souvent, on peut le craindre, s'est aventurée dans cette circonstance; elle s'est donné une satisfaction plutôt qu'elle ne s'est assuré une garantie; il se peut qu'elle n'ait rendu le Pacha impuissant par la France que pour rendre l'Angleterre puissante par le Pacha. Les An-

glais eux, ont obtenu largement ce qu'ils voulaient ; ils ont déplacé la France et pris position ; ils déterminent l'Égypte et dominent la Syrie. Mais la Russie, qu'a-t-elle gagné à ce résultat? Des concessions à Constantinople? C'est elle, au contraire, qui en a faites, qui a renoncé aux titres particuliers de sa protection ; et d'ailleurs, qui pouvait lui concéder là quelque chose? N'est-elle pas par elle-même hors de parité dans son influence sur ce pays, sa volonté y a-t-elle besoin d'aide autrement que dans une politique de modération et de ménagement? et dans toutes les circonstances, si elle le voulait, ne lui suffirait-il pas de lever la main pour que l'empire turc tombât sous l'assaut de ses propres populations? La Russie n'a rien gagné, ne pouvait rien gagner à Constantinople, et il est incontestable que l'avenir oriental de l'Angleterre s'est affermi. Probablement la Russie se juge les moyens de corriger cet avenir, mais peut-être eût-il mieux valu ne point laisser faire que de s'exposer à devoir défaire.

La politique russe dans sa vérité d'intérêt, nous le croyons, est fixée dans ses conditions non méconnaissables ; nous croyons qu'elle doit être chinoise à Canton, française en Égypte, grecque à Constantinople, et russe, c'est-à-dire pacifique en Europe. Mais nous croyons aussi que la politique française, pour rester l'expression de l'intérêt de la France, doit se faire russe contre l'Angleterre, plus qu'anglaise contre la Russie.

En somme, dans cette affaire d'Orient, il nous semble qu'il n'y a jamais eu que deux partis à prendre ; ou il fallait lancer le Pacha sur Constantinople,

s'ouvrir le champ des événements en prenant position, ou il fallait s'entendre avec la Russie, et lui faire donner satisfaction par le Pacha. La politique de la France a amené un tiers résultat, le plus déplorable pour sa fierté, le plus dérisoire pour ses intérêts.

La question d'Orient reviendra, elle est assoupie, elle n'est pas éteinte; une fois il s'agira non pas de maintenir le Sultan, de le constituer dans sa faiblesse, il s'agira de ce qu'il faudra mettre à sa place. La Turquie n'a su ni accepter ni repousser la civilisation, cette civilisation n'a réveillé que les populations chrétiennes; elles se sont émues et cherchent une nationalité sur les débris de l'empire ottoman. Cet empire devient tous les jours plus impossible, et le remplacer par quelque chose qui ait à l'égard de tous son esprit et ses conditions, n'est pas œuvre faisable; ce qu'on mettrait à la place aurait un esprit, des intérêts, une tendance autres; il ne saurait rester faible vis-à-vis de tous pour être respecté de tous; ce qu'on mettrait à la place finirait par prendre couleur, par se jeter dans une combinaison.

Or, s'il est à la fois vrai que la dissolution de la puissance turque est inévitable et qu'il n'y a pas espérance de la remplacer dans les mêmes conditions par un arrangement qui offre son esprit et ses garanties, il semble que la question d'Orient se résout et doit être prévue dès aujourd'hui dans une question de partage.

L'idée de partage effraie l'esprit, ce n'est pas un motif pour rendre la raison incertaine; il est hors de doute que pour la Turquie le temps est à la dissolution, et que le partage une fois sortira de la diffi-

culté et de la force des choses; il est tout aussi vrai que l'initiative de cet événement est dans les mains de la Russie; que si elle était ambitieuse comme on le dit, que si elle était pressée de se donner Constantinople comme on le croit, elle n'aurait qu'à faire un signe pour faire naître l'occasion motivée de s'en emparer.

La politique de la France n'a donc que cette question à se poser: Dans quelle combinaison préférable dois-je prévoir la fin de l'empire ottoman? Est-ce dans une politique indépendante, n'ayant que ma propre force pour moyen, ou dans une combinaison qui me rallie et m'appuie d'un intérêt commun? Et cette combinaison, où me convient-il de la voir, est-ce du côté de l'Angleterre ou du côté de la Russie? Avec laquelle de ces deux puissances mes intérêts peuvent-il mieux s'entendre? Il semble que la question précisée en ces termes, il ne peut y avoir de doute à la réponse; que la France ne doit pas se mouvoir seule dans ce conflit, et qu'elle doit le prévoir et s'y préparer dans une combinaison russe. Dans cette voie, il est vrai, Constantinople est la grande concession, mais Constantinople n'étant plus turc, quelque ménagement qu'on mette dans le droit et dans la forme, ne peut être que russe de fait. Quoi que l'on puisse dire ou imaginer à cet égard, c'est là une éventualité que rien ne peut rendre autrement; ou les choses telles qu'elles sont, et elles ne peuvent pas rester longtemps ainsi, ou en réalité le Bosphore à la Mer Noire. L'intérêt de la France, nous le croyons, n'est plus de disputer ce point, mais d'en tirer parti, de le préjuger et de l'exploiter dans sa

politique. L'intérêt de la France, nous le croyons, est de sacrifier à la Russie ce qu'on ne peut pas lui disputer, lorsque surtout par ce sacrifice elle arme ses intérêts et tourne la proue de ses vaisseaux contre l'Angleterre. La résiliation de Constantinople peut trouver sa compensation ailleurs; la France peut prendre position dans les mers du Levant, et dans l'intérêt de son commerce et de son influence, s'y donner l'équivalent de ce qu'elle aurait consenti pour la Russie; mais seulement parce qu'elle aura fait pour la Russie, elle peut amener un état de choses qui tende constamment à isoler l'Angleterre dans la Méditerranée. Il est vrai que ce résultat ne peut être amené que par une collision probablement violente, qu'il y aura une lutte à traverser, mais il est tout aussi vrai que si l'empire turc venait à tomber sans collision, il y aurait lieu de craindre que sa chute ne fût exploitée par une combinaison hostile à la France, et l'obligeant au repos par le sentiment de son inefficacité. Si lors de l'événement on ne tirait pas le canon, ce serait parce que la France hors d'état de s'opposer, céderait à la nécessité de subir. Si la France redoute à jamais de jeter de la poudre dans sa politique, sa politique est inutile, l'Orient lui échappera. Si elle ne prévoit que dans des demi-partis, elle sera toujours secondaire et annulée. Dans l'alliance avec la Russie, il ne faut voir que ce qu'il y a réellement, la combinaison, la seule susceptible de faire contrepoids à une force de nature supérieure et violente. Dans l'alliance russe, il ne faut voir que l'Angleterre balancée. Si à priori l'esprit se fausse dans l'avenir de cette alliance, si l'imagination dès

aujourd'hui fait de la Russie plus tard un poliphème politique, la France ne saura jamais vouloir ni pouvoir qu'à demi.

Google

Note 2 de la page 182.

Le gouvernement russe, aussi en Russie, est l'objet de bien des critiques; là généralement on veut la chose, et l'on dispute le moyen; tout le monde obéit, personne ne consent; là, on ne se met pas à la place du gouvernement, on voit le gouvernement où l'on est, chacun voudrait avoir un gouvernement pour soi. Sans doute, plus que tout autre, le gouvernement russe n'est pas impeccable, il est même dans une position, dans des circonstances propres qui lui rendent le bien moins facile à saisir, le mal plus difficile à éviter. Mais aussi il ne faut pas oublier qu'il agit pour tous et qu'il n'est jugé que par quelques uns. Pour être juste, il faut admettre que l'historien de la Russie peut venir à sortir des rangs nombreux du peuple.

Ainsi généralement il y a vérité à tenir peu de compte de cet esprit frondeur, de ce parti pris de blâme et de mécontement. Mais il est des considérations d'un ordre plus élevé, qui, s'attachant à l'action gouvernementale, en vue d'un avenir qui nous touche, et jugées par cette action gouvernementale ce qu'elles sont en effet, un mouvement de sympathie

pour l'œuvre, peuvent, nous le croyons, arrêter sa pensée et devenir matière à ses réflexions.

Ainsi on peut être vivement préoccupé des résultats obtenus considérés dans les conséquences qu'ils nécessitent. On peut se dire que s'il y a assez de civilisation exceptionnelle en Russie, et qu'il ne s'agisse plus de la condenser dans le haut, il y a urgence à l'étendre, à l'asseoir dans les habitudes, les intérêts et les rapports du peuple, à en tirer parti enfin au profit de l'harmonie et de l'assiette sociale. On voit à cela pas seulement convenance, mais obligation, pas seulement sage mesure de bien-être, mais acte de prévoyante sécurité. Or, parvenu au point où la Russie est arrivée, et vis-à-vis des besoins que sa position révèle, on peut croire que le pouvoir aujourd'hui gouverne trop et n'administre pas assez.

L'action politique a fini le tracé, l'action administrative doit le remplir. La force des armes a relevé et abrité l'existence nationale, la force des institutions doit asseoir et coordonner définitivement l'existence sociale; autre temps, autre esprit; autre but, autres moyens. Il n'y a plus au dehors de ces motifs impérieux auxquels il faille tout subordonner. La Russie s'est finalement formulée, elle s'est close vis-à-vis des autres, et le moment est venu de s'ouvrir chez elle aux exigences et aux garanties de sa vive et croissante civilisation. Dans ce travail intérieur d'achèvement social, il y a des lacunes qu'il faut combler, des impérieuses nécessités qu'il faut prévenir; c'est un champ de victoire sans sacrifice d'hommes, où le gouvernement a besoin d'autant de force et de volonté qu'à la tête de ses armées, où il a besoin de sou-

tenir son initiative de toute l'intensité et de toute la moralité de son principe. On ne saurait trop le dire, les dangers pour la Russie ne sont pas ailleurs, elle les couve dans son sein ; les théories politiques de l'Occident, à son égard, sont des anachronismes sans portée qui ne peuvent l'atteindre; c'est une langue qu'elle ne parle pas. Il lui suffit d'éviter sagement le contact. Ses dangers propres sont donc d'une autre nature, ils ne sont pas en haut dans la région des idées, ils sont à terre dans le conflit des intérêts primitifs; ils ne sont pas dans le rationalisme, mais dans la pratique, dans l'assiette matérielle de la vie; il ne s'agit pas enfin de forme gouvernementale, mais bien de la forme de la société gouvernée. L'émancipation civile, l'affranchissement de front d'une nation entière, esclave, au même degré, sur la même ligne, dans les mêmes circonstances, mue de la même impulsion, sentant et voulant de même ; le passage avec caractère de généralité, de l'intérêt personnel, isolé, à l'état d'intérêt social collectif, voilà bien réellement le vif de la question russe, le véritable critérium de l'avenir; là est la redoutable éventualité qui presse, qui sollicite le gouvernement, et l'immense tâche qu'il lui devient tous les jours plus inévitable de remplir.

A cette grande nouveauté, il faut trouver ses conditions d'ordre et de sécurité, et ici malheureusement tout est nouveau, exceptionnel, anormal. Au même degré, dans des conjonctures semblables, rien de pareil n'a existé dans le monde; ce qui s'est fait ailleurs, dans d'autres temps, ne peut servir d'antécédent régulateur à ce qu'il y a à faire en Russie.

Nulle part l'esclavage n'a eu ce caractère d'extension et de généralité, et n'a atteint aussi uniformément on peut dire la totalité de la population agricole. Ailleurs cette population n'était pas la nation, elle n'en était qu'une fraction, qu'un aliquote, et il existait l'intermédiaire nombreux d'un tiers-état constitué. L'affranchissement a eu lieu partiellement, diversement, par rachats, transactions de gré à gré, ou par chartes locales, et toujours par accomplissements successifs. La transition a mis plusieurs siècles à s'effectuer; le mouvement n'a pas eu de secousses graves, et l'harmonie sociale s'en est promptement mieux assise. En Russie, rien n'est semblable, les rapports sont différents, l'état des choses est autre; la civilisation improvisée dans son action, tombée sur ce pays comme un éclat de lumière, là où elle a pénétré, a relevé les personnes sans toucher aux choses; les principes de l'harmonie sociale sont restés les mêmes; l'état politique s'est maintenu sur la base féodale; le pays s'est donné plus de lumière, plus de moyens, plus de volonté, mais dans les vieilles proportions, dans l'ancien cadre. Le corps social a grandi, mais il n'a refait que sa tête, et aujourd'hui il présente l'affligeant tableau d'une civilisation puissante et sympathique d'esprit, hétérogène et contradictoire de nature et de proportions, où le pouvoir, comme individu, et seulement cent mille familles possèdent, figurent et s'incorporent une nation de plus de vingt-cinq millions d'esclaves. Entre ces deux nombres extrêmes il faut chercher les conditions d'équation, il faut trouver l'inconnue qui ajoutée à l'un,

établisse l'équilibre en intérêt d'ordre, de force et de bien-être commun.

Posée ainsi dans sa simplicité primitive, la question offre déjà un caractère de difficulté désespérante; cet état de choses s'est encore empiré par la pratique. Le serf, l'homme-glèbe est devenu l'unité de valeur, la mesure commune de la propriété et de la richesse; on a vu en lui l'assiette de l'impôt et le gage du crédit; on a compté par têtes d'homme comme on compte ailleurs par arpents; le fisc a imposé en raison de la population; le propriétaire a emprunté par esclaves; l'individu est resté hypothèque. Par là, la question de l'affranchissement n'est pas seulement une difficulté dans l'ordre moral, elle est aussi un réglement de comptes, une question irritante d'intérêt et de droit utile.

La disposition générale des esprits, même parmi les intéressés, on peut le croire, est aujourd'hui favorable à l'émancipation ; la raison commune y voit une nécessité des temps; et en principe tout le monde consent et désire la mesure; mais en l'abordant positivement, on sent qu'il faut se donner des garanties contre de fausses conséquences possibles. Le lien de l'esclavage ne doit être rompu que sûrement remplacé par d'autres liens; aux idées inquiètes d'un principe nouveau, il est indispensable d'opposer des tendances et des forces nouvelles qui neutralisent cette inquiétude. Il ne faut pas que l'esclavage puisse devenir la borde de la liberté au bivouac dans l'état social; il faut donc que l'affranchissement soit accompagné d'nn tempérament qui l'explique et l'as-

scoie de manière qu'en venant au monde, la liberté trouve sa place et n'en cherche pas une autre. Or, il est indubitable que l'attachement au sol, le sentiment de la propriété renferme seul ces conditions, présente seul ces garanties. Alors la liberté civile est une semence confiée à la terre qui lève sans danger; elle naît avec des instincts d'ordre et de travail rassurants, et l'intérêt de localité restreint tout d'abord et spécialise le droit; alors la capacité d'être libre se réduit pour l'immense majorité à faire paisiblement et plus profitablement pour soi, ce que l'on faisait obligatoirement pour autrui, et il y a progrès, avancement dans la société par plus de force et d'harmonie. Mais le possessionnement doit être un bien, un avantage pour celui qui reçoit, comme pour celui qui donne, et où est la règle, la combinaison propre qui satisfasse à cette nécessaire condition? D'accord sur l'esprit et la volonté de l'affranchissement, la difficulté naît toujours à la mise en pratique. Cette question est comme l'arche sainte, tout le monde s'en approche, et personne n'ose y toucher.

Et pourtant on peut le croire, il y a urgence à l'aborder, à prendre l'initiative à son égard; il faut la résoudre pour l'empêcher peut-être de chercher elle-même sa solution. En toutes choses il y a aujourd'hui trop d'instincts éveillés, trop d'idées, de mouvement, de volonté dans les esprits et dans les intérêts, trop d'acquis et de progrès en Russie pour poursuivre comme l'on est arrivé. La civilisation grandit et fermente dans son ancien cadre; il faut venir à son aide, élargir ses compartiments, lui donner de la place et de l'air.

Digitized by Google

Notre intention n'a pu être ici que de parler de la nécessité de l'émancipation; il faudrait vivre en Russie et y faire une étude approfondie de cette mesure pour se permettre vis-à-vis de soi-même une opinion dans la question des moyens. Nous dirons seulement qu'à cet égard, il est une condition préalable à laquelle il nous paraît indispensable avant tout de satisfaire. Pour toucher à l'esclavage, il faut avoir toute sa force libre et des ressources financières disponibles; il faut être sans préoccupation au dehors, et sans gêne au dedans. L'argent est le corps gras du mécanisme social, il adoucit tout, et il est des situations qu'il faut être à même de payer pour en rester maître. La liberté peut venir à coûter, il peut être sage de l'aider à sa naissance, d'être au moins en mesure de la fixer calme et régulière tout d'abord par des sacrifices. Ces avances ne sont pas une perte; avant peu elles rendent en augmentation de travail, en accroissement d'aisance et de consommation une valeur de richesse publique supérieure. Mais ces premiers moyens pécuniaires, cet argent, d'où le prendre? L'impôt ou l'emprunt qui le masque, est une ressource dangereuse partout; l'impôt n'enrichit pas, et il affaiblit. Aujourd'hui, un gouvernement comme un individu obéré, ne peut se mettre au-dessus de ses affaires qu'en dépensant moins. Or, la Russie, dans l'état actuel des choses, avec des ressources relativement moindres, est tenue à un développement de puissance militaire relativement plus grand. Elle est plus gênée, plus contrariée, plus appauvrie par l'état d'expectative de guerre. Chez elle, il est plus vrai, plus immédiatement vrai

qu'ailleurs, que tout rouble payé là pour un soldat inutile, est une pièce d'or enlevée à la fortune nationale. Par contre, l'état de paix lui rend davantage, il a une réaction plus vive et plus prompte sur son bien-être et son développement. Ce pays est celui où il est le plus facile de faire le plus grand bien. Le désarmement, devenu moyen régulier d'existence, y rend tout possible, tout aisé. En temps calme, la richesse s'y improvise, le progrès y est d'instinct, il y pousse de terre comme une semence oubliée.

Les actes législatifs sont le grand besoin de la Russie. Nous touchons à cette postérité où bientôt il n'y aura de gloire pour personne que le bien fait aux hommes, et l'abolition de l'esclavage est bien certainement la gloire la plus grande et la plus nationale qu'un souverain russe puisse ambitionner. A cet égard l'attente des populations n'est pas douteuse, elle semble regarder comme un arrangement providentiel qu'alors que la société russe sent le besoin d'une empreinte nouvelle, il se rencontre sur le trône l'esprit propre à la concevoir, et la volonté capable de l'appliquer. La vie de l'empereur Nicolas présenterait un vide pénible, laisserait un regret sans compensation s'il venait à ne pas atteindre le point culminant de sa destinée. Du jour où il a pris le sceptre, il a été pour son empire l'homme nécessaire, et dans ce caractère symbolique, les exigences du souverain législateur se montrent en première ligne. Il faut se dire que ce qui n'aurait pas été prévenu par lui, peut-être resterait inévitable après lui, que ce qui aurait été au-dessus de sa force, peut-être aucune force régulière ne le pourrait désormais. La

première partie de l'œuvre de Pierre-le-Grand, la fondation par la volonté, est glorieusement achevée, l'heure de la seconde est venue, il faut fonder la durée par l'ordre. Devant cette grande tâche, toute autre gloire est mensongère, tout autre intérêt petit, toute autre satisfaction accessoire, et la paix, la véritable paix en est la naturelle et rigoureuse condition.

FIN.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google